

Le Monde
présente à ses lecteurs
ses vœux les meilleurs
pour 1978

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Follvet

1,80 F
Abonnés : 1 an : 180 F; 6 mois : 90 F; 3 mois : 45 F; 15 jours : 15 F.
Taxes : 10 % de plus.
Région : 10 % de plus.
Pays : 10 % de plus.
Etranger : 10 % de plus.
Tél. : 246-72-23

Le Cambodge dénonce l'invasion de son territoire par plusieurs divisions vietnamiennes

La troisième guerre d'Indochine ?

Voici donc, une fois encore, la péninsule indochinoise en guerre. Le peuple vietnamien et le peuple khmer s'affrontent bien avant que soient relevées les innombrables ruines provoquées par les précédents conflits. Vanité des idéologies ! De part et d'autre de la frontière, on se réclame du marxisme-léninisme, alors que le maître du jeu est la géopolitique, celle de la région et celle de l'Asie où s'affrontent Chinois et Soviétiques.

L'antagonisme khméro-vietnamien est ancien. Aux différences de cultures s'ajoutent des querelles territoriales dans le Delta et sur le plateau continental. Le déséquilibre démographique entre le Vietnam aux plaines surpeuplées et le « petit Cambodge » — expression qui irritait tant le prince Sihanouk — ne favorisait pas la coexistence pacifique.

C'est un parti communiste indochinois, qu'avait fondé Ho Chi Minh. Ce dernier raisonnait certes dans le contexte colonial français, mais l'appellation ne reflétait-elle pas malgré tout une volonté d'hégémonie vietnamienne sur la péninsule ? L'ont connu de lutte des peuples indochinois, établie une première fois en 1951 contre les Français, relancée en 1970 contre les Américains, était, par la force des choses, dominé par Hanoi. Mais il avait été en fait avant la fin des hostilités, lorsque les Khmers rouges prirent leur autonomie sur le plan militaire et ne cachèrent pas leur orientation pro-chinoise.

Les moyens dont ceux-ci usèrent pour contrôler la population, les premières escarmouches avec les Vietnamiens, dès 1975, dans le Bec-de-Canard et sur de petites îles, élargirent encore la distance entre deux régimes que les communistes continuèrent de qualifier de « frères ». Hanoi ne s'est jamais fait une raison de cette situation. Phnom-Penh l'a bien comprise, qu'accuse aujourd'hui les Vietnamiens d'avoir tenté de fomenter un coup d'Etat au Cambodge avec l'aide, sans doute, des Khmers exilés au Vietnam, qui, entre 1954 et 1970, avaient en la fin des hostilités, lorsque les Khmers rouges prirent leur autonomie sur le plan militaire et ne cachèrent pas leur orientation pro-chinoise.

Toutes ces raisons expliquent le conflit actuel, qui n'oppose pas des marionnettes aux mains de puissants alliés. Mais ces alliés interviennent eux aussi à l'évidence. Rien ne prouve que, comme l'affirme Phnom-Penh, des conseillers « européens » (c'est-à-dire soviétiques) sont à l'œuvre du côté vietnamien. Cette nouvelle guerre d'Indochine met en effet, indirectement, aux prises l'U.R.S.S. et la Chine. Moscou aide davantage que Pékin le Vietnam depuis 1975 et dénonce la volonté manifeste des Chinois de s'assurer le contrôle de la mer de Chine du Sud. C'est par la force, et non à la suite de négociations, que Pékin a pris possession d'archipels (et sans doute de richesses pétrolières) revendiqués par Hanoi.

La relance du conflit sino-soviétique en Indochine ne concerne pas la seule péninsule : elle touche l'ensemble du Sud-Est asiatique agité par les rébellions vietnamiennes, philippines, et affaibli par un sous-développement que les investissements occidentaux (en Indonésie notamment) ne font guère reculer. Ce qui est en cause, ce n'est plus seulement la lutte contre un ordre post-colonial ou néo-colonial, et un type de régime plus authentiquement asiatique et démocratique, c'est aussi, au sein des forces révolutionnaires, l'opposition des prolétaires aux « castes », qui ne sont peut-être, comme c'est le cas des Vietnamiens, en apparence prosoviétiques, que par crainte de voir la Chine leur dicter sa loi. Une Chine qui, sur ce plan, s'en tient à sa politique traditionnelle, même après l'abandon de la « bande des quatre ». Tant il est vrai que, là encore, la géographie et l'histoire mènent le bal, ne s'abritant que par routine derrière le paravent troué de l'idéologie.

- Hanoi parle d'autodéfense contre les « atrocités » des Khmers
- Phnom-Penh met en cause implicitement l'Union soviétique

De violents combats opposent le Vietnam et le Cambodge, dont les relations diplomatiques ont été temporairement rompues. Samedi 31 décembre à l'initiative de Phnom-Penh. Selon une source militaire occidentale de Bangkok citée par l'A.F.P., six divisions vietnamiennes appuyées par des blindés et l'artillerie ont pris position dans un rayon de 80 à 100 km autour de la capitale khmère, et pratiquement toute la partie du Cambodge à l'est du Mékong serait occupée par les troupes de Hanoi.

Une guerre des communiqués s'est engagée samedi à Pékin. Les Cambodgiens accusent leurs voisins d'avoir lancé des attaques sur un front de 700 km, de se livrer au pillage « pour faire face à la famine qui sévit au Vietnam », d'avoir complotté en vue de renverser le régime de Phnom-Penh, et, finalement, d'avoir pour objectif de s'emparer du Cambodge « pour l'intégrer dans une fédération indochinoise dominée par Hanoi ». Selon les Khmers, des « étrangers d'origine européenne » assistent les troupes

vietnamiennes. Phnom-Penh compare aussi le Vietnam à l'Allemagne nazie de 1939, lorsque Hitler s'empara de la Tchécoslovaquie.

De leur côté, les Vietnamiens font état d'atrocités commises par les Khmers lors d'incursions en territoire voisin et appellent leurs forces à l'autodéfense. Depuis 1975, les attaques cambodgiennes ont fait plus de deux mille tués et blessés chez les Vietnamiens, affirme Hanoi.

Le fait que les Chinois aient autorisé l'ambassadeur du Cambodge à tenir une conférence de presse à Pékin montre combien, dans cette affaire, la Chine soutient le point de vue khmer. Samedi en fin de matinée, les Soviétiques, pourtant visés indirectement par les accusations cambodgiennes, et dont Hanoi est politiquement proche, n'avaient pas encore commenté cette nouvelle crise dont on voit mal comment elle pourrait, dans les conditions actuelles, se résoudre par un compromis. Phnom-Penh a, en tout cas, rejeté l'hypothèse d'une médiation d'un pays tiers.

Pékin a fait son choix

De notre correspondant

Pékin. — La Chine donne tous les signes d'une attitude de soutien, au moins moral et politique, au Cambodge dans son conflit avec le Vietnam. De nombreux représentants de la presse chinoise — ainsi qu'un moins un fonctionnaire du ministère chinois des affaires étrangères — assistaient, en effet, samedi matin 31 décembre, à la conférence de presse donnée par l'ambassadeur du Cambodge en Chine, M. Pich Cheang, lequel était entouré de plusieurs interprètes chinois. On doit donc s'attendre qu'une large diffusion soit donnée à Pékin au long et violent réquisitoire du gouvernement de Phnom-Penh, dont l'ambassadeur a donné lecture.

Au cours des dernières quarante-huit heures, les journaux de Pékin avaient publié deux dépêches de Chine nouvelle, citant la radio de Phnom-Penh, et célébrant l'« esprit de sacrifice » et la « vigilance révolutionnaire » du peuple et de l'armée du Cambodge dans la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale. L'un de ces textes évoquait même précèlement la défense des frontières cambodgiennes dans la région de Neak-Luong.

La Chine a-t-elle tenté, au cours des derniers mois, d'exercer une influence modératrice dans ce conflit ? Certains observateurs le pensent, qui rappellent le souhait exprimé par divers responsables chinois devant des interlocuteurs étrangers de voir les différends entre pays du Sud-Est asiatique se régler par voie de négociation. C'est encore ce que déclarait M. Teng Hsiao-ping, le 21 octobre, devant le directeur général de l'Agence France-Presse, ajoutant que la Chine « ne jugeait pas, quant à elle, ce qui est juste ou erroné ». Un porte-parole chinois, à l'issue de la conférence de presse cambodgienne, a encore exprimé samedi matin ses « regrets » devant les faits qui venaient d'être révélés et émis l'opinion qu'un tel problème

blème « peut être réglé par des négociations suivant les cinq principes de la coexistence pacifique ».

On ne peut que prendre acte de ces propos, mais tout indique que l'on n'est plus là aujourd'hui, lorsque des auditeurs chinois écoutent sans broncher le représentant du Cambodge à Pékin comparer l'attitude des dirigeants vietnamiens à celle de Hitler envahissant la Tchécoslovaquie en 1939.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

De notre correspondant

Bangkok. — Le Cambodge démocratique a annoncé, ce samedi 31 décembre, qu'il rompait ses relations diplomatiques avec le Vietnam socialiste et révéla, dans un communiqué d'une extrême violence, qu'un véritable « état de guerre » prévalait depuis plusieurs mois à la frontière commune des deux voisins indochinois. Cette décision dramatique, qui intervient après le nombre d'affrontements armés, a cependant été qualifiée de « temporaire ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Lire la suite page 4.)

1977 DANS LE MONDE

La lancée et la percée

par ANDRÉ FONTAINE

Jusqu'aux approches de l'hiver et à la visite du président Sadat à Jérusalem, on aurait pu croire que 1977 ne serait pas de ces années que retient l'histoire. Après tant de bouleversements, il semblait que tout, en quelque sorte, continuait sur sa lancée. Il pouvait arriver d'ailleurs que ce fût pour le mieux. Ainsi de l'Espagne où le roi Juan Carlos et son premier ministre, Adolfo Suarez, poursuivaient l'œuvre de la démocratisation amorcée dès le lendemain de la mort de Franco. Les partis politiques légalisés, y compris le P.C., des élections générales qui se déroulaient le 15 juin dans l'ordre et consécraient le succès, d'une part, des centristes, d'autre part, des socialistes, l'adoption, par tous les partis, d'un programme de gouvernement, le rétablissement de l'autonomie de la Catalogne, sous l'autorité d'un exécutif au sein duquel cohabitaient communistes et anciens franquistes, la promulgation pour le Pays basque d'un statut de « pré-autonomie », c'est là un beau bilan, quels que soient les incidents parfois sanglants et la gravité des problèmes économiques auxquels le régime doit faire face.

Ce sont précisément les difficultés économiques qui ont entraîné, en décembre, dans le Portugal voisin, la chute du gouvernement Soares, coincé entre les exigences d'un assainissement — présentées par le Fonds monétaire international avec l'appui délégué des formations centristes, et la volonté des communistes et de la gauche socialiste de maintenir les conquêtes de la révolution au premier rang desquelles la réforme agraire. A vrai dire, la crise économique frappe plus ou moins la quasi-totalité des pays industrialisés, contribuant à y entretenir un climat de doute et de morosité. Mais, en fin de compte, elle aura provoqué, en 1977, bien peu de bouleversements politiques.

Si le cabinet irlandais a perdu les élections, on a vu se consolider, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Norvège, au Danemark, des gouvernements sur l'avenir desquels on n'aurait pas osé, quelques mois plus tôt, prendre le moindre pari. Au Japon, M. Fukuda est resté au pouvoir, quitte à devoir remanier son équipe en fin d'année, pour tenir compte de la volonté des Etais-Unis

de revaloriser le yen et de freiner les exportations nipponnes.

En Allemagne fédérale, le cabinet Helmut Schmidt, qui paraissait de plus en plus menacé, a été sauvé par son attitude résolue au moment du détournement d'un avion de la Lufthansa par un groupe de terroristes qui cherchaient à faire libérer les chefs de la « Fraction armée rouge », condamnés au début de l'année à la prison perpétuelle. Venant après l'assassinat du procureur général Buback et du banquier Ponto, après l'enlèvement du président du patronat allemand, H.-M. Schleyer, et le meurtre de ses gardes du corps, l'événement a suscité dans l'opinion allemande une réaction très vive, dont le chancelier a bénéficié lorsqu'un commando de la police allemande a réussi à déloger les otages, sur l'aéroport de Mogadiscio, en tuant leurs gardiens.

Seule une minorité devait mettre en doute le suicide de Basadre et de ses amis Raspe et Sudrun Ennlein, après quelques heures plus tard. Et lorsqu'on eût découvert dans un coffre de voiture le cadavre de Schleyer, c'est un peuple quasi unanime qui coopéra à la vaste chasse à l'homme déclenchée sur tout le territoire fédéral et réagit avec vivacité aux craintes exprimées ici ou là, et notamment de ce côté du Rhin, quant aux effets possibles de cette exaltation de l'ordre. L'extradition précipitée par le gouvernement français de l'avocat Croissant, poursuivi pour complicité avec la Fraction armée rouge, n'eût évidemment pas de nature à calmer ces craintes.

En Italie, où le terrorisme a également continué de frapper lourdement, le cabinet Andreotti a survécu tant bien que mal au développement du désordre et à l'impasse croissante du parti communiste, partenaire de fait d'un pouvoir de plus en plus coupé des masses populaires. Aux Pays-Bas, il a fallu six mois après les élections législatives pour mettre en place un nouveau gouvernement.

A l'autre bout de l'Europe, la situation n'a pas non plus beaucoup évolué. Les élections grecques de

La pré-autonomie est accordée au Pays basque par Madrid

Le conseil des ministres espagnol a adopté, dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 décembre, deux décrets-lois établissant un régime de pré-autonomie au Pays basque. Cette autonomie provisoire pourrait acquiescer un caractère définitif après l'approbation par les Cortes (Parlement) d'une nouvelle Constitution espagnole.

Un « conseil général du Pays basque » sera formé. A la différence de la Catalogne, le pouvoir sera exercé de façon collégiale. La question litigieuse de la Navarre, province dont la population est à moitié basque, a été résolue de la façon suivante : le « conseil foral » de Navarre, qui sera constitué par les municipalités issues des prochaines élections, décidera si la province doit participer ou non au « conseil général du Pays basque ». Sa décision devra être ratifiée par un référendum populaire dans la province.

Les parlementaires basques et le gouvernement sont donc parvenus à un compromis. L'urgence était grande, car la branche « politico-militaire » de l'organisation séparatiste ETA, qui avait annoncé il y a quelques mois qu'elle renonçait provisoirement à la lutte armée, s'appropriait apparemment à entreprendre une campagne d'attentats si le problème de la Navarre retardait encore l'autonomie.

De notre correspondant

Madrid. — La décision d'accorder la « pré-autonomie » au Pays basque a été prise, vendredi 30 décembre, à l'issue d'un conseil de ministres qui a duré plus de douze heures. Réunis au palais de la Moncloa, les ministres ont attendu jusqu'à minuit pour adopter leur dernière résolution de l'année, destinée à créer un climat d'apaisement dans l'une des régions les plus troublées du pays. La proximité immédiate de la Moncloa, M. Clavero Arevalo, ministre des régions, le vice-président du gouvernement chargé des affaires politiques, M. Abril Martorell, et le ministre de l'intérieur, M. Rodolfo Martín Villa, ont discuté jusqu'à la dernière minute avec les représentants régionaux pour trouver la solution du point litigieux qui retardait l'adoption des décrets-lois : la façon dont la Navarre pourrait décider de s'intégrer ou non dans une future région autonome d'Euzkadi, composée par ailleurs des trois provinces basques (Guipuzcoa, Biscaye et Alava).

« Le gouvernement et les parlementaires basques se sont hâtés

de trouver une formule d'accord pour éviter les incidents qui auraient pu survenir le 4 janvier lors des manifestations populaires que les partis basques majoritaires — socialistes et nationalistes — avaient décidé d'organiser afin d'obtenir plus rapidement l'adoption d'un régime de pré-autonomie. Les organisateurs de la journée de revendications avaient imaginé cette ultime forme de pression en raison du retard mis à approuver un texte sur lequel un premier accord avait été obtenu il y a plus d'un mois. Ils étaient contents en même temps que les extrémistes risquaient de faire dégénérer les manifestations prévues dans quatre villes de la région. Les parlementaires de Navarre s'étaient réunis jeudi et vendredi pour trouver une formule d'accord : les représentants du parti gouvernemental étaient opposés, au départ, à l'inclusion de leur province dans le projet de pré-autonomie, alors que les « parlementaires du parti » et du parti nationaliste en faisaient une question de principe. Les décrets approuvés vendredi et qui seront soumis lundi 2 janvier, pour la forme, à la commission d'urgence du Congrès des députés, prévoient un régime d'autonomie provisoire d'un contenu comparable à celui de la Catalogne, mais avec une forme de gouvernement bien différente : le pouvoir sera exercé en effet de façon collégiale par un conseil général des provinces qui auront décidé de s'y intégrer. Les provinces auront dans ce conseil une représentation égale, même que certaines possèdent plus que d'autres par leur puissance démographique et économique.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

L'INQUIÉTUDE DES RÉALISATEURS DE TÉLÉVISION

La création octroyée

Paul Sabon : « Je fais l'objet d'une exclusion de type esthétique », Jacques Krier : « Je ne creuse si je ne fais plus de documentaire », Gérard Guillaume : « L'unicité de l'O.R.T.F. permettait un regard fertile sur le travail des autres. Aujourd'hui, on n'a même plus envie de regarder. » Le premier précise qu'il n'a eu, du mois d'août 1974 au mois d'août 1977, « aucun contact avec la première ni avec la seconde chaîne » et qu'il est resté, au cours de cette période, « onze mois de suite sans travailler ». Le second souligne qu'il a eu, à l'occasion du chômage de mai à août 1975 et du 1er octobre de la même année jusqu'en mars 1976, le nom du dernier n'est pas apparu dans les programmes depuis « la Guerre des demoiselles ». C'était en novembre 1976. Deux de ces réalisateurs, dont le nom est, avec celui de quelques autres, lié aux grandes heures de la télévision d'avant 1974, utilisent la même image pour évoquer les productions d'alors, par rapport à celles d'aujourd'hui. L'un parle de « dinosaures », l'autre de « mammoth ».

Le temps, en effet, a passé et les normes de production ont changé depuis la grande époque des années 60, à laquelle la seconde chaîne consacrait vendredi soir une rétrospective (lire page 12). Mais diront tous ceux que n'émeut guère la nostalgie des créateurs, notre télévision n'a-t-elle pas progressé entre-temps ? N'a-t-elle pas proposé en 1977 sept mille heures d'émissions contre un peu moins de cinq mille deux cent trente en 1970 ?

La part de ces programmes réservée à la fiction apparaît néanmoins plus significative. Elle est le droit à l'imagination au règne du téléspectateur. Or cette part est chaque année plus réduite, passant de quatre cent quatre-vingt-quatre heures annuelles en 1971 à deux cent soixante en 1977. Les réalisateurs, inquiets, se sont associés en grand nombre au mouvement des artistes-interprètes du dernier trimestre de l'année dernière. Les risques de chômage se sont encore accrus cette année par l'arrivée sur le « marché » de huit cents jeunes professionnels, fraîchement homologués. Mais ce n'est pas l'essentiel : tous se plaignent surtout du climat dans lequel ils pratiquent, quand ils le peuvent, leur métier.

Marchandage sur les heures de tournage, sur les mètres de pellicule, sur les coûts de production : chapitres sur le nombre d'heures accordées à la préparation des sujets ; discussions de marchands de tapis sur les rallonges budgétaires, le droit à la création est octroyé chichement, à contrecoeur. Pour paradoxale qu'elle puisse paraître, l'attitude de Claude Sarrailh, sur ce plan, tout à fait révélatrice. Dégoûté, nous a-t-il dit, des tractations auxquelles il lui a fallu se plier pour obtenir d'Antenne 2 les crédits nécessaires à l'achèvement de « Chandelier », — crédits pourtant bien supérieurs au coût moyen d'une dramatique standard, — il tourne le dos à la télévision et se consacre dans les mois à venir au théâtre.

ANNE REY.

(Lire la suite page 11.)

مكتبة المصطفى

idées

CONTROVERSES

PRÉLUDE AUX IDES DE MARS

par TANGUY KENEC'H DU

QUE répondre à qui soulèverait l'analogie frappante des politiques suivies actuellement en France et en Grande-Bretagne ? Croirait-on que les gouvernements se réclament, à Londres du socialisme, et de principes opposés à Paris ?

Si ressemblance l'un à l'autre, jusqu'à dans leurs façons de diriger, les deux premiers ministres, en dépit de désaccords antagonistes, appliquent ou tentent d'appliquer, à mêmes maux, mêmes remèdes. Tellement, qu'aux approches de la brève saison où l'électeur est roi, leur gouvernement se requinque tant bien que mal et, du coup, dans les deux pays, l'opposition cesse de humer à la verticale la fumée délectable qui monte des urnes, les soirs victorieux.

Vous parlez sans surprise... Vous n'y avez pas songé ?... Aussi bien, si je par ce moyen, voulu vous mettre en garde contre toute philosophie débauchée comme celle qu'impliquait ma question. Qu'il vous en souvienne, sur la carte de Tendre électorale, le premier s'appelle « scepticisme », aussi l'autre à votre navigation qu'aux amants de jadis « le lac d'indifférence » ou « la mer d'indifférence ».

Ainsi qu'aux Corinthiens l'écrivait Paul, le saint patron des propagandistes :

« Si la trompette rend un son incohérent, qui donc va s'apprêter pour le combat ? » (I-XIV-B.)

Il est vrai que, à Paris comme à Londres, gouvernement des esprits du juste milieu, enclins au doute humanitaire. Aux extrêmes, les candidats n'ont point ainsi à balancer la littérature sapientiale leur vient au fur et à mesure qu'il leur suffit, si l'ose cette image, de lire les yeux fermés.

Croisé moyen que vous êtes, qu'avez-vous proposé à l'électeur (dont cette désinence savante atteste, en ces jours, la dignité), tant par affiches que par profession de foi ou élocution tribunaire ?

Or, dans sa sagesse, le législateur a prévu la publication périodique d'une somme polymorphe de propos électoraux

modèles, auxquelles on se reportera avec fruit. C'est le Barodet — du nom de son instigateur, député radical de Paris en 1881, Désiré (il fallait y penser) Barodet. Y figurent, pieusement recueillies après chaque élection, toutes les professions de foi. (Néanmoins, pour plus de sûreté, ne relèver que celles des concurrents qui, dès le premier tour, auront franchi en vainqueur la ligne d'arrivée.)

On trouve là des propos quinquas — sexas — voire nonagénaires, qui, mutatis mutandis, n'ont pas pris un seul cheveu blanc. Je vous citerais tel ministre dont les déclarations y semblent calquées sur celles, en style Art Déco (style en tous points recommandable, du reste), qui faisaient, à l'entre-deux-guerres, les belles élections de son papa.

Tabous

Lisant à vos diligences les aises du discours électoral, ses fresques abondantes en profondes plaiditudes, venons-en tout de suite aux tabous, à ces points sensibles qu'il convient d'aborder qu'à pas de loup. Non sans se tenir prêt, le cas échéant — et il écherra — à accueillir toutes questions, à leur propos et au besoin, hors de propos.

Entre dans cette catégorie tout ce qui a trait aux « généralités du feu » (expression à retenir), et il sera prudent d'y inclure quiconque aura été appelé sous les drapeaux, mettons, entre la mi-juillet 1789 et le dimanche du second tour.

N'omettez pas de dénoncer, sous les braves du public, le gigantesque tentaculaire de l'administration (leurs expressions reçues), tout en exposant par ailleurs, appuyés par l'auditoire, que les dotations budgétaires permettent d'accroître sensiblement les effectifs de la fonction publique : P.T.T., enseignement à tous les niveaux, services hospitaliers, etc. Qui oserait vous contredire ?

Côté bouteilleurs de cru, les « mille degrés », vous aurez à choisir entre deux options, selon que vous êtes :

a) Candidat dans l'Ouest, l'alcoolisme, ce fléau national, ré-

sultant alors (statistiques en main — y penser) de la surconsommation quotidienne de pinard de basse qualité :

b) Candidat du midi viticole, l'alcoolisme, ce fléau, etc., étant dû, dans ce cas (chiffres à l'appui — s'en présumer), à l'hyper-absorption journalière des produits de distillations clandestines.

Du même souffle, n'hésitez pas à exalter, discrètement, au passage, l'esprit d'indépendance au Québec, en Écosse et au pays basque (espagnol), tout en fustigeant (terme flou) sans ambages les tendances autonomistes en Bretagne, en Corse ou au pays basque (français).

Vous vous insérez le défenseur sourcilieux des petits communs, à l'encontre de tout projet visant à les incorporer dans un ensemble quelconque. En même temps, champion valeureux des libertés locales, soyez sans crainte, nul ne vous demandera d'élucider par un dessin cette légère contradiction.

Et ainsi de suite... Vous m'avez compris, comme ne disait pas l'autre.

Sachez enfin que, désormais, pour l'homme « public » que vous êtes devenu, il n'est plus de propos « privés ». Tout ce que vous direz ou laissez dire en votre nom pourra être déformé et retenu contre vous. Dorénavant, que votre langue et votre plume se laissent donc — non point asservir, ce serait indigne — mais douillettement accorder au plus grand bien du plus grand nombre, maximale s'il en fut, un point à considérer, s'agissant d'élections.

N'importe. Déjà, je le sais, on le sent, vous vous voyez élu, même si, pour l'observateur objectif, bonhomme d'Amphère électoral, le cas paraît désespéré... Qui sait ?

Déjà, et à jamais, vous en éprouvez des douceurs intimes, des jouissances sans pareilles, inconnues des profanes.

Tant il est vrai que, comme dit Pascal, l'imagination (cette superbe puissance...) ne peut rendre sages les rois, mais elle les rend heureux.

L'impasse et le vide

par LÉO HAMON (*)

PERRIER VIANSSON-PONTE a parlé d'une impression de vide ressentie par les Français au moment où se rapproche l'échéance électorale ; l'indication a été reprise, malicieusement, même si la comparaison a été discutée. Peut-être faudrait-il parler à la fois du sentiment de se trouver dans une impasse et du sentiment de vide pour parler des métaphores à la manière de M. Prudhomme, mais les deux désagréments étant en fait liés.

L'impression se répand d'un différend qui serait absurde puisqu'on ne verrait plus comment il déboucherait sur une solution : la majorité actuelle a de bonnes chances de devenir minorité quant au nombre de voix, mais si se pourrait que, à l'union de la gauche, se faisant très impatiemment au second tour, la majorité sortante retrouve une petite majorité de sièges — mais avec quelle légitimité ? —, après le fracas des contestations à l'intérieur de la gauche, que, même si ses partis additionnés obtiennent une majorité de sièges, les auraient la capacité de gouverner ensemble, ou le pouvoir de gouverner en étant séparés ?

Légal, légitime, capable

On s'imaginerait plus comment la majorité actuelle pourrait se voir confirmer la confiance qui fait la légitimité ni comment l'opposition rétablirait l'unité que requiert la possibilité même de gouverner. Mais, dans le jeu électoral, on ne peut avoir son aboutissement normal : la constitution d'un gouvernement légal, légitime et capable à la fois.

Pourtant, comme le dit fort bien l'article 4 de la Constitution, « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage ». Cela implique qu'ils expriment les expériences, les sentiments et les refus, qu'ils les encadrent, et qu'ils les disciplinent sans les trahir : les partis sont ainsi comme des « transformateurs » procurant la volonté utile de gouverner. Mais si la « transformation » ne se fait pas, car ce n'est pas le rôle des partis, l'institution des partis perd sa justification aux yeux des citoyens, et c'est le mécanisme même de la Constitution qui est faussé. Comment, n'en résulte-t-il pas une désaffection ouvrant la voie aux crises politiques les plus graves ? Le sentiment de l'absurde, du combat pour rien — du vide par l'absence

de gouvernement ; et l'incapacité d'assurer la relève d'un tel régime ne le protège pas longtemps, la prolongation même du suris pouvant seulement amener les plus mauvaises successions.

Se remettre en prise sur le réel

Il faut donc que se dégage chez les acteurs du système une possibilité de se remettre en prise sur le réel — ou qu'ils se préparent à devoir quitter la scène.

L'un ou l'autre des camps saura-t-il réaliser en lui et autour de lui, à la fois la cohérence dans les alliances, l'ajustement nécessaire pour pouvoir prétendre à autre chose qu'une mini-majorité et accéder à une majorité incontestable ? Un des partis engagés saura-t-il enrichir son image pour reténir la confiance d'autres familles encore que celles de l'habitude ; ou bien l'inanité constatée d'affrontements sans solution possible par avènement d'un gouvernement véritable, incitera-t-elle les ligueurs eux-mêmes à faire évoluer le jeu vers une large union qui ne serait certainement pas moins raisonnable que la poursuite d'un pugilat sans issue ? Et s'ils ne peuvent rien faire de tout cela, il faudra bien que d'autres se lèvent qui le feront, sans doute peu de temps après des élections pour rien. Cela est déjà arrivé dans le passé !

Ainsi le malaise qu'on éprouve maintenant est celui que procurerait une agitation à laquelle on n'imaginerait plus une suite utile. Tant il est vrai que ceux qui s'enferment dans leurs positions excellent à donner l'impression du vide !

LA POLITIQUE SANS LE CHOIX

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

LES Espagnols nous donnent une leçon d'analyse politique, les Allemands nous donnent une leçon d'analyse monétaire internationale quasi gaullienne, les Anglais nous donnent une leçon de prospective financière à moyen terme sur la Communauté européenne une seconde fois élargie, les Italiens nous donnent une leçon de vie heureuse et optimiste en dépit de tous les désordres et de toutes les difficultés. Nous, Français — incapables même de nostalgie — nous préparons depuis deux ans, trois ans, à voter pour des coalitions dont on nous a fait peur, pour l'unité desquelles chacun a excommunié ses partenaires, et qui, au moment du scrutin se présentent pour ce qu'elles sont : c'est-à-dire des partis en tout concurrents pour les places ayant négocié les désistements ou les candidatures uniques comme au champ de foire dont on dispose souverainement, et pour le reste analogues en tout pour le refus d'une imagination qui serait le vrai changement.

Des structures changées

Depuis 1962, c'est vrai, le vie politique française était bipolaire. On a trop dit que c'était le fait du mode de scrutin législatif ou présidentiel, ou même de la pratique répétée du référendum par le général de Gaulle. Ces modes de scrutin demeurent, il y a eu un référendum depuis que de Gaulle n'est plus là, mais notre vie politique a changé de structures. La bipolarisation était essentiellement le fait qu'en France existait un programme politique pour ou contre lequel on s'organisait ; ce fut jusqu'en 1969 le programme du général de Gaulle. Puis très vite après — moyennant l'attraction des scandales financiers et des campagnes de presse préparant habilement et de très longue main la succession — ce fut le programme commun de la gauche. Non qu'il faille comparer au fond ces deux programmes pour la France, mais ils ont joué la même vraie fonction de cristallisation et de bipolarisation de notre vie nationale. Celle-ci était claire et le choix, ces derniers temps, pour la conservation ou pour une autre gestion sinon un autre avenir était possible à chaque élection, précisément de plus en plus serrée.

La classe politique se révèle pour ce qu'elle est. Dans la majorité qui ne l'est plus que de nom puisqu'elle est divisée et qu'elle est en queue

des sondages, les partis s'éparpillent ; au sein de chacun, vieille et jeune gardes se défont. Dans l'opposition les nationalisations n'ont été que le prétexte ; les uns reprennent l'autogestion, tout en éliminant de leurs organes dirigeants ceux qui y prêtent ; les autres d'indépendance nationale sans pour autant s'opposer à l'élection du Parlement européen.

Ce que le président voudra

Ce désordre devant l'électeur va donner au chef de l'Etat la faculté de s'octroyer naguère l'Assemblée nationale de la IV^e République après chaque scrutin législatif, c'est-à-dire de refaire les votes après coup et de multiplier les combinaisons possibles. Les électeurs vont voter mais leur vote ne commandera en rien l'orientation, le programme et la composition du gouvernement à venir puisque toutes les coalitions sont maintenant définies. Le président de la République pourra composer celle qu'il voudra et sans doute recommencer le spectacle tantôt égoïste, tantôt désinvolte qu'il nous offre, aux dépens des intérêts du pays, depuis trois ans et demi.

Seule une élection présidentielle polariserait à nouveau les choix et au second tour rendrait aux Français la possibilité de choisir. A partir d'un tel scrutin, il faudrait que le président de la République — quel qu'il soit — comprenne enfin la leçon administrée naguère lui par M. Giscard d'Estaing qui n'osa pas se doter d'une majorité législative élue sur son seul et propre programme. Mais tant que les Français ne se mécontenteront que des grèves ou de la hausse des prix, mais la conduite d'ensemble de leurs affaires ; tant que celles-ci tourneront chaque soir au seul commentaire des résultats du lotto, du tiré, du quarté ou des raisons de disqualifier telle classe ou tel boxeur ou au spectacle ému d'une histoire qui se fait ailleurs et sans nous ; Byzance sera sur la Seine, on parlera pour les bleus ou pour les verts au grand hippodrome et le pays ignorera qu'il est assailli par ceux qui lui restent de substance et d'indépendance. Car de la faillite d'une classe politique qui — au moins intellectuellement — n'a pas su se renouveler depuis la libération, son plus grand danger est, seuls les Français collectivement par leur dégoût peuvent faire appel à Cassandre, la petite Cassandre, à elle seule ne peut rien que pleurer d'avance la catastrophe.

Gagner pour quoi faire ?

par PIERRE LEFRANC (*)

CHURCHILL a dit de la démocratie qu'elle était le plus mauvais système... après les autres.

Chaque jour nous apporte une nouvelle illustration des aspects détestables de ce système et pourtant nous sommes convaincus que c'est le seul qui puisse nous convenir. Alors, ne pourrait-on pas l'améliorer ? Vieille question.

Il semble toutefois que notre temps ait connu une démocratie qui, tout en respectant les libertés, toutes les libertés, et en consultant constamment le peuple, avait su allier l'efficacité et la hauteur de vue. Il s'agit de la V^e République, telle que de Gaulle la pratiquait.

Qu'est-ce qui permettait à cette démocratie d'être exceptionnellement vivante et efficace, alors qu'il nous paraît, avec évidence, que l'actuelle plétine et s'embourbe ?

On pourrait dire pour expliquer la présente crise que nous connaissons la fin d'une législature et qu'un nouvel élan sera pris après les élections, mais le sentiment qui, petit à petit, s'impose aux Français n'est-il pas que, quoi qu'il arrive en mai, l'avenir est bouché ?

L'opposition gagnante se disputera et les syndicats arbitreront en provoquant des désordres et faillites ; la majorité reconduite s'absorbera en rivalités et se satisfera de petits gestes publicitaires. Quant à un étalage d'un morceau de l'opposition avec un morceau de la majorité, le résultat en serait l'une de ces combinaisons qui engendrent à coup sûr l'immobilisme, l'instabilité et l'impulsivité.

La réponse, une cruelle réalité dont les citoyens se doivent de prendre conscience, consiste en ce que la V^e République, à l'image de celles qui l'ont précédée, est devenue une République des partis.

Les discussions, négociations, querelles, reconciliations et ententes auxquelles nous assistons ne sont que les péripéties d'un championnat dont l'enjeu n'est pas même la France, mais le pouvoir. C'est un match de pro-

fessionnels qui ne s'affrontent ni pour des idées ni pour la gloire, mais pour ambition et pour occupation des postes.

Certes, les partis constituent une nécessité — comment organiser autrement l'expression des citoyens ? — mais ils trahissent leur fonction dès lors que leurs intérêts passent avant ceux de la nation qu'ils prétendent éclairer et servir.

Or, dans la compétition qui se

déroule, aucun des concurrents ne s'engage réellement, aucun ne nous dit avec précision ce qu'il réalisera et dans quel délai si les suffrages le placent en situation de gouverner. Pas plus nous ne sommes informés ni des alliances susceptibles de se nouer ni des concessions qu'on accepterait pour y parvenir.

La République, des partis même à cela : abaissement de la vie publique, démantèlement des insti-

L'ONCTION

par BERNARD MEAULE (*)

AVEC la tranquille obstination d'un sage, le président de la République répète qu'il se maintiendra à son poste quoi qu'il arrive.

« Quel qu'il arrive » signifie en réalité « Si la gauche arrive au pouvoir ». Hypothèse un peu moins vraisemblable aujourd'hui. Il est donc curieux de voir alors qu'une partie du pays ne croit plus vraiment à une victoire de la gauche) le président réaffirme sa volonté de mener son mandat jusqu'à son terme et répète sa détermination de faire face dans les circonstances les plus difficiles. Cette attitude est très révélatrice et très... gaullienne.

M. Giscard d'Estaing a toujours admiré Charles de Gaulle. Plus récemment peut-être par l'homme d'Etat que par le militaire, il n'a jamais manqué de tirer une leçon de ses entretiens et de ses contacts avec le premier président de la V^e République. A plusieurs reprises, au cours d'interviews, Valéry Giscard d'Estaing a confessé avoir « observé » Charles de Gaulle dans l'exercice du pouvoir, dans ses méthodes de gouvernement, et dans sa manière d'être président. Et Valéry Giscard d'Estaing a reconnu en avoir tiré de riches enseignements.

Les circonstances historiques ont favorisé l'élection des exceptionnelles qualités de Charles de

Gaulle. Rien, jusqu'alors, dans les événements, n'a permis à M. Giscard d'Estaing de se hisser sur un piedestal.

Après une campagne difficile, il a été élu. Preuve qu'il était, on le dit, le meilleur candidat. Il lui reste à prouver qu'il est aussi le meilleur président. Grisaille de l'avenir, doute politique : dans l'air du temps ni dans la conjoncture ne l'aide à apporter la preuve par le fait.

Si la gauche gagnait les élections législatives, le scénario changerait. Zones de turbulences, et si le président malgré ses succès et les orages, maintenait le cap et assurait aux passagers la sécurité ? Ce serait alors gagné : il apparaîtrait comme le meilleur sur toute la ligne, démonstration faite par A (élections) + B (capacité de gouverner).

Dire que M. Giscard d'Estaing souhaite la victoire de la gauche, ce serait exagérer. Mais à l'entendre répéter, contre vents et marées, que, si cette victoire a lieu, on pourra compter sur lui, c'est comprendre que, finalement, il chute une obsession : après le succès des urnes, l'exigence de la qualité veut le succès tout court, celui qui dans les occasions pathétiques sacre l'homme d'Etat.

(*) Directeur-rédacteur en chef de l'Éclair normand.

AMÉRIQUES

مكتبة من الأصول

50: من الالاحل

Le Monde

diplomatie

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

En Pologne

MM. Carter et Gierk ont menagé le Kremlin

De notre envoyé spécial

Varsovie. — La tournée du président Carter s'est terminée par la publication d'un communiqué exceptionnellement creux, mentionnant seulement l'absence de telles visites et invitant M. Gierk à venir une nouvelle fois aux États-Unis. Sans doute les Polonais ne voulaient-ils pas « sensibiliser » un peu plus leur protecteur soviétique en disant trop. Mais la sécheresse de ce communiqué ne correspondait pas complètement à l'accueil réservé à M. Carter. Il est vrai que le temps massé de cette tournée d'année ne se prêtait pas aux effusions. La police ne se permettait guère non plus, qui n'avait pas annoncé à l'avance l'itinéraire du président et ne laissait approcher de lui qu'un public « organisé », amical mais peu exultant. En un endroit, près du monument aux morts du ghetto juif devant lequel le président s'était recueilli longuement, la tête dans ses mains.

Les droits de l'homme

M. Carter a annoncé au cours de sa conférence de presse qu'il espérait « éliminer bientôt l'impasse » dans laquelle se trouvent les conversations de Vienne sur la limitation des forces en Europe. Toutefois, on affirme dans son entourage n'être pas au courant d'une initiative nouvelle. Le président a aussi fait connaître pour la première fois en public sa réaction à la proposition de M. Brejnev sur la bombe à neutrons. Cette question, a-t-il dit, n'est qu'une partie du problème plus vaste des armements nucléaires tactiques ou de théâtre (1). Or M. Carter estime que l'absence de discussion dans ce domaine est un « échec précoce ». Il espère qu'un accord entre les Soviétiques et nous pour limiter l'usage des armes nucléaires tactiques et stratégiques sera conclu. Les gouvernements européens voient d'un mauvais œil une négociation de ce genre, craignant que les deux grandes ne s'entendent par-dessus leur tête sur une question qui concerne directement la sécurité du Vieux Continent. M. Carter a en tout cas confirmé que, à son avis, le nouveau missile soviétique SS-20, à portée intermédiaire, n'est pas un élément de cette négociation.

Les droits de l'homme ont été abordés à plusieurs reprises par M. Carter, mais plutôt sous la forme d'une profession de foi générale que d'une critique des conditions de leur respect en Pologne. Au contraire, le président a estimé que « nos conceptions des droits de l'homme sont devenues mieux comprises en Pologne que dans certains autres pays européens que je connais ». Il a tout particulièrement remercié ses hôtes pour le « degré de liberté religieux » qu'il a constaté dans le pays. C'est d'ailleurs un témoin de cette appréciation que son conseiller pour les affaires internationales, M. Brzezinski, a rendu visite vendredi matin à M. Gierk, et d'autre côté, le cardinal Wyszyński, en compagnie de M. Carter. Aucune précision n'a filtré sur cet entretien, qui a porté sur les conditions de la vie sociale et religieuse en Pologne.

Le président a aussi constaté un « degré substantiel de liberté de la presse » en Pologne. La seule illustration qu'il a donnée — l'organisation de cette conférence de presse — n'était pourtant pas entièrement convaincante puisque celle-ci n'a été diffusée ni en direct ni dans son intégralité, sans parler de Radio Europe Libre, dont un représentant américain siégeait dans la salle.

M. Carter a fait aussi une réserve très remarquée en regrettant que certains journalistes n'aient pas été admis à y assister. On se refuse à donner de plus amples précisions du côté américain, mais il semble que le journaliste refusé a été un représentant d'une publication clandestine, *Opinia*, qui, faite d'obtenir une accréditation, a posé par écrit des questions auxquelles M. Carter a promis de répondre.

De son côté, M. Krom et son Comité d'autodéfense sociale, qui a succédé au Comité de défense des ouvriers, formé en 1976, ont adressé une lettre au président pour le remercier de son action en faveur des droits de l'homme et de l'indépendance nationale, notamment au Chili, en Tchétchénie et en Afrique du Sud.

MICHEL TATU.

(1) Expression désormais en usage dans les conversations diplomatiques pour désigner la situation du théâtre des opérations. Les armes de théâtre sont des armes stratégiques et les armes tactiques.

A Paris, dans les milieux socialistes, on indique que pendant son séjour en France (du 4 au 6 janvier) M. Carter recevra M. Mitterrand. La rencontre aura sans doute lieu lundi matin. En publiant le programme du voyage présidentiel, le 1^{er} décembre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, avait dit que M. Carter n'avait aucune intention « de s'immiscer dans les affaires politiques françaises », mais qu'il était disposé à recevoir le premier secrétaire du P.S. (Le Monde du 3 décembre).

M. Carter veut engager l'Inde à appliquer un véritable non-alignement

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Rétablir des liens étroits entre l'Inde et les États-Unis était le principal objectif du plan diplomatique que le premier ministre, M. Desai, s'était fixé lorsqu'il succéda à Mme Gandhi. Aussi bien est-il entré, dès le début, en correspondance avec M. Carter. Ceci a largement contribué à préparer le terrain des entretiens de New-Delhi. Les deux hommes d'État présentent certains traits de caractère commun : esprit religieux, idéalisme, attachement au libéralisme économique — qui ont favorisé leur rapprochement épistolaire. Mais, au-delà de ces facteurs personnels, les changements de gouvernements et de politique, simultanément à Washington et à New-Delhi en 1977, ont eu pour conséquence un réajustement des relations indo-américaines. Celles-ci s'étaient beaucoup dégradées sous le régime de Mme Gandhi, qui, notamment, n'avait pas pardonné le « penchant » de l'administration Nixon pour le régime militaire du général Yahya Khan pendant la guerre indo-pakistanaise de 1971 et le fait que M. Kissinger s'était appuyé, pour établir un premier contact entre les États-Unis et la Chine.

Quelques mois cependant après la première explosion d'un engin atomique indien, en mai 1974, le secrétaire d'État avait renoué, semble-t-il, à considérer l'Inde comme un pays sans importance, et il était venu, en octobre, chercher à New-Delhi l'assurance que l'Inde n'utiliserait ses armes nucléaires que dans des fins pacifiques. Il avait tenté de réparer les dommages causés par la politique de l'administration Nixon, mais n'était pas parvenu à apaiser la méfiance de Mme Gandhi qui lui laissait entendre que les États-Unis complotaient, comme au Chili, contre son régime. La visite de M. Kissinger avait pourtant été suivie de la création d'une commission bilatérale chargée de développer les courants d'affaires, et le fils cadet du premier ministre, M. Sanjay Gandhi, avait par la suite à l'environnement les réserves des Indes en faveur des activités en Inde de plusieurs sociétés américaines.

Toutefois devant l'évolution autoritaire du régime de Mme Gandhi, M. Ford renonça à la visite qu'il devait faire à New-Delhi. En revanche, M. Desai fit connaître son intention de se rendre à Washington et à Moscou, et il ne renonça à ce premier projet que lorsque M. Carter annonça son voyage dans plusieurs pays du tiers-monde, parmi lesquels l'Inde, et sans doute celui où les droits de l'homme sont aujourd'hui le mieux respectés. Autre signe d'une volonté de rapprochement : New-Delhi, nommé en août un ambassadeur à Washington non pas un diplomate de carrière, mais l'un des dignitaires

du plus grand groupe économique indien TATA. M. N.A. Palkivala, considéré comme l'un des meilleurs experts constitutionnels nationaux. Si se prononçant pour un « véritable » non-alignement, le gouvernement indien veut dissiper, notamment auprès de Washington, l'impression entretenue par le régime de Mme Gandhi que l'Inde était l'aidée privilégiée de l'Union soviétique en Asie du Sud. La visite de M. Desai à Moscou, en octobre, a souligné que, si la coopération économique et militaire entre les deux pays était appelée à se poursuivre, les dirigeants indiens n'entendaient pas pour autant étendre celle-ci au plan politique. L'on estime cependant ici que le rétablissement de bons rapports avec les États-Unis ne doit pas se faire au prix d'un relâchement des liens indo-soviétiques. Au reste, il dépend beaucoup des Américains que l'influence soviétique en Inde diminue. (New-Delhi s'est tourné vers Moscou pour la fourniture d'armes le jour où Washington a fait défaut.)

La fascination des États-Unis

Aujourd'hui, si le « véritable » non-alignement indien est défini comme la volonté de se tenir à l'équidistance des grandes puissances, il n'en reste pas moins que, de cœur, les nouveaux responsables sont plus proches de Washington que de Moscou. De surcroît, un grand nombre d'Indiens sont fascinés par l'exemple et le mode de vie américains. Que n'entend-t-on pas dire, d'autre part, ces jours-ci sur les « affaires américaines », les « valeurs communes » des « deux plus grandes démocraties du monde » ? Sans doute M. Carter a-t-il renforcé son prestige ici en reconnaissant la présence de l'Inde en Asie du Sud, puisqu'il ne rend visite qu'à ce pays. Washington avait, selon les Indiens, la fâcheuse habitude, ces dernières années, de ne pas tenir compte des rapports de force entre l'Inde et le Pakistan. De plus, les porte-parole américains semblent désormais considérer comme un élément non négligeable, ce qui est également nouveau, la position stratégique de l'Inde dans la région.

Tous ces facteurs favorables à un resserrement des liens entre les deux pays devraient permettre de surmonter les difficultés, du reste nullement insurmontables, subsistant entre eux à propos de l'énergie atomique et de l'Inde, la force su, la non-prolifération nucléaire. Mais M. Desai n'a pas cessé de déclarer que son pays ne procède d'aucune façon à l'essai d'armes à caractère pacifique. Ces déclarations n'ont pas levé tous les doutes sur les intentions

Delhi, si le Congrès n'y met pas opposition. Les Indiens préféreraient que celui-ci fût attribué dans le cadre du consortium. Quoi qu'il en soit, la visite de M. Carter devrait se traduire par un renforcement de la coopération économique entre les deux pays, ainsi que des échanges culturels.

Bien qu'elle mette l'accent sur le développement des petites industries villageoises, la politique industrielle du gouvernement indien reconnaît la nécessité d'un apport de techniques de pointe dans les domaines où l'Inde se trouve en retard. Le régime envisage l'acquisition des meilleures technologies. En dépit du fait que deux grandes sociétés américaines (Coca-Cola et I.C.M.I.), très proches de la commission trilatérale (1), à laquelle est attaché M. Carter, ont préféré renoncer récemment à leurs activités en Inde plutôt que de se soumettre à la législation nationale, la porte n'est nullement fermée aux entreprises américaines. Les dirigeants de la coalition au pouvoir souhaitent au contraire, de tels investissements. Trois cents sociétés américaines, représentant 30 % de l'ensemble des intérêts étrangers, sont implantées dans le territoire indien. Aussi bien, la visite de M. Carter devrait relancer la commission bilatérale créée lors du passage de M. Kissinger, il y a un peu plus de trois ans.

GERARD VIRATELLE.

(1) La Commission trilatérale se définit comme un groupe de « citoyens privés » qui souhaitent resserrer les liens « trois pôtés » du monde capitaliste (États-Unis, Europe, Japon). Elle comporte environ 100 membres, dont des personnalités politiques, universitaires, hommes d'affaires et a été créée en 1973 par M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank. Sa branche américaine était dirigée jusqu'en 1976 par M. Raymond Barre, entre autres, a participé à ses travaux.

N'envisageant pas « pour le moment » une escale en Égypte

Le président américain rappelle qu'il souhaite une « patrie » mais non un État pour les Palestiniens

Le président Carter a indiqué vendredi 30 décembre qu'il n'envisageait pas « pour le moment » de faire une escale en Égypte pour s'entretenir avec le président Sadate au cours de son voyage au Proche-Orient. M. Carter, qui se réfère à une déclaration faite à ce sujet par son porte-parole, M. Jody Powell (nos dernières éditions du 31 décembre), ne dépendant pas complètement exclu une telle rencontre. « Si des deux côtés on juge qu'une telle escale serait pratique et digne, nous l'envisagerons », a précisé le porte-parole présidentiel. Mercredi 4 janvier, M. Carter doit quitter Ryad pour Paris et — selon son entourage — un arrêt à Israël pourrait facilement être organisé sans perturber le programme prévu.

Le président Carter a également rappelé qu'il était partisan de la création d'une « entité » ou d'une « patrie » pour les Palestiniens à condition que cet État ne soit pas indépendant et demeure lié d'une façon ou d'une autre à la Jordanie. Mais, a-t-il souligné, les États-Unis ne s'opposent pas à la création d'un État indépendant, ni à la mise en œuvre d'un règlement au Proche-Orient, et tout accord qui pourrait être conclu entre Israël et ses voisins arabes serait acceptable.

M. Carter a souligné par ailleurs que les États-Unis ne soutiennent pas la position de M. Begin sur le maintien d'une implantation militaire israélienne sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza.

précise que la création d'une zone autonome, dans la partie d'une solution intermédiaire, ne constituerait un des éléments essentiels d'un pacte global au Proche-Orient. « Certes, a-t-il ajouté, toutes les classes concernées ont le droit d'être entendues, mais elles ne sauraient l'être qu'avec l'assentiment d'Israël ».

M. Dayan a reconnu par ailleurs publiquement qu'il ne partageait pas la satisfaction de M. Begin au sujet des résultats de la rencontre d'Amman. « Nous sommes d'accord sur le plan de la paix, mais nous divergeons sur la manière dont nous devons résoudre la question », a-t-il dit. On n'a dit que j'avais fait morose à mon retour d'Amman. J'avoue que cela reflète mes sentiments ».

● AU CAIRE, l'influent hebdomadaire *Al-Ahram* du Yom compare M. Begin au Shylock de *Marchand de Venise* de Shakespeare et écrit : « Le premier ministre israélien n'est pas venu au sommet d'Amman avec un accord de paix, mais avec une reconnaissance de dette qu'il voulait faire signer à l'Égypte. » La différence entre l'initiative de Sadate allant à Jérusalem et le voyage de Begin est que nous sommes allés à bas pour nous faire entendre, et que nous sommes venus ici pour nous imposer à nous suicider. » — A.F.P., U.P.I.

● La nappe pétrolière au sud de la péninsule du Sinaï, qui a été découverte il y a quelques semaines par des géologues israéliens, pourrait produire environ 18 000 barils par jour dès le mois de mai 1978, annonce-t-on officiellement à Tel-Aviv. Avec une dizaine de forages supplémentaires la nappe devrait pouvoir fournir environ 40 000 barils par jour, soit la moitié des besoins en carburant d'Israël.

● Nous continuons nos recherches sans tenir compte des résultats des négociations entre Israël et l'Égypte. Il est évident que tout dépendra de l'évolution de la situation, mais entre-temps nous poursuivons nos activités, a dit un responsable de la société de forage. — A.F.P.

AMÉRIQUES

Chili

L'ÉGLISE CATHOLIQUE INVITE LA JUNTE A SUSPENDRE OU A REPORTER LE RÉFÉRENDUM

Santiago (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Les évêques chiliens, réunis vendredi 30 décembre pour étudier les « implications morales » du référendum du 4 janvier, ont décidé de s'opposer à la tenue de ce référendum, et à suspendre ou à reporter cette consultation dans l'intérêt du bien public. Les vingt-cinq membres de l'épiscopat chilien ont annoncé cette décision à la suite d'une longue délibération. C'est la première fois que l'Église catholique chilienne se prononce sur le référendum proposé par le général Pinochet, chef de l'État (Le Monde du 25 décembre).

(La prise de position des évêques ne devrait pas modifier la volonté du général Pinochet de tenir cette consultation destinée à réaffirmer son soutien après la condamnation de son régime par les Nations unies, le 16 décembre, pour violation des droits de l'homme. Les partis politiques dissous (y compris la démocratie chrétienne de M. Eduardo Frei) ont appelé à voter non. Des divergences ont surgi au sein même de la Junte à propos de l'opportunité de cette consultation.)

Pérou

REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Lima (Reuters). — Un remaniement ministériel partiel a été annoncé vendredi 30 décembre à Lima par le gouvernement militaire. Le général José García Calderón, représentant permanent auprès de l'Organisation des États américains à Washington, devient ministre du Travail, en remplacement du général Luis Ugaz Ribón. Le général Oscar Darío Zamora, attaché militaire à l'ambassade du Pérou à Washington, est nommé ministre de la Santé, et remplace le général ministre de l'Industrie.

Le général Juan Sánchez González, commandant de la seconde région militaire basée à Arequipa, dans le sud du Pérou, a été nommé ministre de l'Énergie et des Mines. Il succède au général Arturo La Torre de Tola. Le 1^{er} janvier, les ministères de l'Industrie, du Commerce et de l'Intégration fusionneront en un seul ministère dirigé par le général Gastón Ibáñez O'Brien, qui était ministre de l'Industrie.

Les ministères de l'Intérieur et de l'Administration sont également regroupés en un seul ministère, dirigé par le général Luis Aparicio Ibarra, qui était jusqu'à présent ministre de l'Administration.

DIPLOMATIE

1977 dans le monde

(Suite de la première page.)

En Turquie, M. Demirel s'est maintenu provisoirement en place malgré le recul de la majorité conservatrice aux élections législatives de juin et municipales de décembre. Le différend entre les deux pays demeure entier tant sur le plateau continental de la mer Égée que sur Chypre, et la mort subite de M. Makarios, en août, n'a en rien modifié la situation dans l'île.

Stabilité aussi dans les pays communistes, bien que le chef de l'État soviétique, M. Podgorny, ait été relégué aux oubliettes pour permettre à M. Brejnev d'ajouter ces fonctions à celles qu'il occupait déjà à la tête du parti. L'événement a coïncidé avec la promulgation de la nouvelle Constitution, la première depuis celle à laquelle Staline avait attaché son nom ; le moins qu'on puisse dire est que ce « changement » n'a pas changé grand-chose à la réalité quotidienne. Une amnistie a opportunément détendu le climat en Pologne, un an après les émeutes de Radom, et la visite de M. Cieniek au pape laisse augurer une période de bonnes relations entre l'Église et l'État. La Hongrie persévère dans la voie d'une prudente libéralisation et la Tchécoslovaquie, où la Charte 77 a annoncé, en début d'année, une vague contestataire, dans celle de la répression. Dans la Roumanie durement éprouvée par un tremblement de terre, M. Ceausescu a encore renforcé son pouvoir et celui de son épouse, devenue en fait le deuxième personnage de l'État et du parti. Quant au maréchal Tito, dont la succession cause tant de soucis aux chancelleries, il donne, à quatre-vingt-cinq ans, les preuves d'être le plus grand vieillard et, à peine revenu d'un voyage à Pyongyang et Pékin, s'est rendu à Paris et à Alger.

Les pays communistes n'ont pas peur de la gérontocratie. Revenant de deux épreuves M. Teng Hsiao-ping a retrouvé au mois d'août, à l'âge de soixante-quatre ans, son poste de numéro trois du régime chinois. Ce retour était attendu depuis des mois. Il a consacré l'écroulement des « dogmatiques » de la « bande des quatre » et la priorité désormais donnée au réalisme dans la poursuite du développement économique et militaire.

Rien dans tous ces développements ne laisse apparaître la moindre pro-

babilité d'une détente avec l'U.R.S.S. Bien au contraire : la Chine se rapproche de plus en plus des forces les plus antisoviétiques d'Occident, au point que l'Albanie lui reproche maintenant ouvertement de trop frayer avec l'impérialisme des États-Unis au lieu de la combattre aussi énergiquement que celui des « nouveaux tsars » du Kremlin. Les coups de cette rivalité continuent de se faire sentir ailleurs, surtout en Indochine. Des heurts sanglants ont opposé le Cambodge, d'où filèrent toujours les plus sinistres rumeurs, au Vietnam et au Laos, plus conformes au modèle soviétique, ce qui n'a pas empêché le premier ministre de Hanoi, M. Pham Van Dong, de faire à Paris une visite jugée prometteuse. Quant à M. Pol Pot, le chef du parti communiste khmer, dont on a appris à cette occasion l'existence, il n'est sorti de l'ombre et de son pays que pour aller visiter Pékin, Pyongyang et Hanoï, à l'exclusion de Moscou. Une certaine normalisation paraît cependant en cours avec la Thaïlande, à la suite du coup d'État qui a ramené au pouvoir à Bangkok des militaires plus favorables que le précédent régime au dialogue avec les pays voisins.

Dans toute l'Asie, c'est le sous-continent indien qui a été le plus agité au cours de l'année. M. Bhutto, qui, en musclant l'opposition, avait réussi à gagner les élections pakistanaïses, a été déposé par l'armée. Mme Gandhi a été « balayée » par les électeurs pour s'être attaquée aux libertés publiques et avoir autorisé des séquestrations forcées. Son épouse du Sri Lanka, Mme Bandaranaike, a été, elle aussi, battue quelques semaines plus tard.

En Amérique latine, si le Chili a fait une concession de forme aux pressions extérieures, notamment nord-américaines, en dissolvant la Dina, la police politique, qui doit bien subsister sous une autre forme, l'Argentine et l'Uruguay pratiquent maintenant un véritable terrorisme d'État. La Panama a signé avec les États-Unis un traité dont la ratification par le Congrès est d'ailleurs douteuse, qui lui rendrait la souveraineté sur le canal à la fin du siècle. Quant au Mexique, la découverte d'un pétrole a permis au président Lopez Portillo de dresser ses finances, quitte à s'écarter de plus en plus de la voie très « indépendantiste » inaugurée par son prédécesseur, M. Echeverría.

L'Afrique, champ de bataille

C'est l'Afrique qui a été, et de loin, en 1977, la partie du monde la plus agitée. Non pas qu'elle ait connu, comme si souvent, coups d'État ou révolutions. L'assassinat, en mars, du président du Congo-Brazzaville, le commandant Marien Ngoussou, n'a pas remis en cause le régime. La présence d'un important contingent cubain aide le gouvernement Nto à résister à la guérilla qui sévit dans plusieurs provinces d'Angola. L'intervention du Maroc et l'établissement d'un pont aérien par la France ont permis au président Mobutu, au Zaïre, de triompher rapidement, au printemps, d'une étrange « invasion libanaise » soutenue par sous-main par l'Angola qui avait paru un instant sérieusement menacer son pouvoir. Le président Bokassa a consacré le sien en se couronnant lui-même empereur de Centrafrique, au cours d'une cérémonie inspirée du sacre de Napoléon, et le maréchal Amin Dada continue de liquider impunément ses adversaires.

En revanche, les conflits qui ont pour enjeu les trois points de l'Afrique se sont aggravés, tout au long de 1977. Les tensions ont percé la moindre issue. C'est d'abord celui du Sahara occidental qui intéresse le plus directement la France, dont l'aviation, en fin d'année, a commencé de soutenir « au coup par coup » la Mauritanie, objet d'un des reproches du Front Polisario, lequel n'ignore pas qu'elle est le point faible du dispositif adverse. Cette intervention de fait et la prise d'otages français par le Front, après l'assassinat, le 1^{er} mai, d'un médecin français de Zouérate et de son épouse, ont été créées avec de l'Algérie, soutien numéro un du Polisario, une tension que la libération des prisonniers à la veille de Noël, n'a guère allégée, puisque aussitôt ils ont été confirmés avoir été détenus sur le sol algérien.

La France pourrait se trouver également impliquée, à brève échéance, dans la bataille pour la combe de l'Afrique dans la mesure où Djibouti, qui a accédé à l'indépendance à la suite d'un référendum du 27 juin, lui demeure liée par des accords de défense, matérialisés par la présence, sur place, d'une garnison venue de métropole. La guerre de deux ressortissants français en décembre, à mis en lumière la portée de leur situation. Comment pourrait-il en aller autrement lors que la guerre fait désormais rage tout autour de l'ex-Territoire des Aïtas et des Issas, entre le gouvernement révolutionnaire d'Addis-Abeba, d'une part, les insurgés érythréens, l'opposition éthiopienne et la Somalie de l'autre ?

Le gouvernement « marxiste-léniniste » d'Addis-Abeba, pour la première fois, mais non d'un Amharas chrétien et sémita, mais d'un Noir, un Galla, le colonel Mengistu Haile Mariam, aurait depuis longtemps perdu la partie, ou se serait effondré sous le coup des révoltes sans fin entre les chrétiens, les réfugiés, les idéologues, si l'U.R.S.S., se substituant aux États-Unis, longtemps protecteurs de l'empire du Négar, n'était venue lui apporter une assistance massive. La Somalie, elle aussi marxiste-léniniste et jusqu'ici allié fidèle de Moscou, mais qui donne la priorité à la répression de l'ogaden, province antérieurement peuplée de Somali, a rejeté toutes les tentatives de médiation aussi bien du Kremlin que de Fidel Castro, venu visiter la région au printemps. Et elle a fini par expulser purement et simplement les six mille conseillers soviétiques qui se trouvaient dans le pays, allant jusqu'à solliciter l'aide de l'Occident.

La situation n'est guère meilleure au sud du continent noir, où toutes les tentatives de médiation, britannique ou américaine ont échoué entre les pouvoirs blancs minoritaires de Salisbury et de Pretoria et les nationalistes noirs. Après avoir donné quelques signes de modération, le gouvernement sud-africain, encouragé par la victoire qu'il a remportée aux élections de novembre, a intensifié la répression et répondu aux pressions extérieures, notamment à l'interruption de livraisons d'armes occidentales, en décidant de procéder lui-même à l'enrichissement de l'uranium, avec lequel il pourrait éventuellement produire des bombes atomiques. Avec un sous-sol qui est parmi les plus riches du monde, l'Afrique australe constitue un enjeu majeur pour les connotations de l'Occident.

Jusqu'à l'automne, le conflit du Proche-Orient était lui aussi plus que jamais dans l'impasse. La déroute du gouvernement Rabin aux élections israéliennes de printemps et la désignation à sa place du chef reconnu des « faucons », M. Menachem Begin, semblaient de fort mauvais augure. Aussi bien lorsque le président Sadate déclara, le 9 novembre, aux députés égyptiens qu'il était prêt à se rendre à Jérusalem pour discuter avec les dirigeants de l'État juif, la nouvelle parut si surprenante qu'on eut quelque peine, sur le moment, à la prendre au sérieux. Il n'empêche que, dix jours plus tard, des dizaines de millions de téléspectateurs médusés pouvaient contempler sur leurs écrans l'arrivée du raï à l'aéroport de Lod, son intervention à la Knesset,

ses effusions avec MM. Begin, Dayan et Mme Meïr.

La comparaison de son discours avec celui du premier ministre israélien montrait clairement, à vrai dire, l'étendue des divergences qui subsistent entre eux, notamment sur le problème palestinien. Et s'il n'y avait que cinq pays arabes et l'O.L.P. pour se rendre à Tripoli, sous les auspices du colonel Kadhafi afin de condamner son entreprise, il ne s'en trouvait aucun pour l'approuver, tout à fait, il semblait cependant qu'en percent pour la première fois, par sa décision spectaculaire, le mur de méfiance qui depuis trente ans séparait les descendants d'Isaac et ceux d'Ismaël, le chef de l'État égyptien avait déclenché une dynamique de la paix qui ne s'arrêterait pas. Aussi bien la déception fut-elle vive lorsqu'une visite de M. Begin à Israël, le jour de Noël, eut montré que, s'il était prêt à rendre à l'Égypte le Sinaï et à reconnaître l'autonomie des populations de Cisjordanie, il ne voulait pas entendre parler d'État palestinien.

Tâtonnements américains

On voit mal, en tout cas, comment un accord durable pourrait intervenir s'il n'apportait pas une solution aux tourments du peuple palestinien, condamné aujourd'hui, comme hier le peuple juif, à l'errance, privé de patrie dans un monde où le droit à l'autodétermination est théoriquement reconnu à tous. Compte tenu de la détermination du cabinet Begin, et sans changement de majorité en Israël même, il semble que plus que jamais la clé de la solution soit dans les mains des Américains. Or ceux-ci, après avoir reconnu, par la voix de M. Carter, le droit des Palestiniens à un « foyer » et affirmé leur intention d'associer l'Union soviétique à la poursuite d'un règlement et à la convocation d'une nouvelle conférence de Genève, ont indiqué, dans les tout derniers jours de l'année, qu'ils appuyaient la position de M. Begin.

A vrai dire, ce n'est pas la première fois, depuis son installation à la Maison Blanche, au mois de janvier, que le nouveau président des États-Unis donnait l'impression d'hésiter, de tâtonner, voire de se contredire quelque peu. Les très vifs propos tenus contre Pretoria ou Salisbury par son représentant aux Nations unies, Andrew Young, pasteur noir diocésain de Martin Luther King, avaient plus d'une fois entraîné des mises au point embarrassées de la Maison Blanche ou du département d'État.

Le président lui-même, après avoir pris des positions très catégoriques sur la question des droits de l'homme en Union soviétique, a mis une sourdine à ses proclamations. Sur la question du contrôle des armements, également, M. Carter a dû rapidement comprendre à quel point était irréaliste la proposition apportée à Moscou, en mars, par le secrétaire d'État, M. Vance, de réduire d'un quart les arsenaux de fusées stratégiques des deux Super-Grands après une période difficile, où l'on s'est interrogé sur les risques d'une reprise de la guerre froide, le président et son conseiller Brzezinski, un peu jaloux des lauriers de M. Kissinger, ont bien dû montrer que celui-ci avait raison de proclamer qu'il n'y a pas d'« alternative à la détente » et que celle-ci ne peut procéder que pas à pas.

Jusqu'à présent, le dialogue soviéto-américain n'a pas retrouvé le ton de connivence qu'il avait connu par moments à l'époque de M. Nixon, et il est significatif que M. Carter n'ait pas jugé utile d'exprimer, une visite à Moscou au programme de son premier voyage autour du monde, alors qu'il comprenait une escale à Varsovie. Il n'est pas moins significatif que l'Europe, aujourd'hui pas plus qu'hier, ne soit vraiment associée à ce dialogue. On dira qu'elle n'a à s'en prendre qu'à elle-même : on ne se fait entendre que dans la mesure où l'on agit.

Certes, les divers Parlements intéressés ont maintenant ratifié le principe de l'abandon du suffrage universel de l'Assemblée de Strasbourg. Certes, les ministres de la C.E.E. ont adopté, en fin d'année, un plan de sauvetage de la sidérurgie, mais il est d'essence fondamentalement protectionniste, comme les mesures prises un peu plus tôt contre les importations de textiles du tiers-monde, et l'on admettra que c'est là une bien curieuse manière de contribuer à ce dialogue Nord-Sud que le tiers-monde appelle de toutes ses forces et dont l'année qui s'achève a malheureusement confirmé l'urgence. Or est la volonté politique de cette Europe qui n'arrive même pas à s'entendre pour ouvrir ses portes aux trois pays méditerranéens qui, au cours des années, répudièrent la tutelle, et attendent d'elle qu'elle leur aide à consolider la route à la démocratie ? Acceptera-t-elle éternellement de laisser des intérêts étrangers faire de plus en plus la loi chez elle ?

ANDRÉ FONTAINE.

ASIE

L'INVASION DU CAMBODGE PAR DES DIVISIONS VIETNAMIENNES

Fédérer l'Indochine...

(Suite de la première page.)

Les diplomates vietnamiens ont reçu l'ordre de quitter la capitale cambodgienne avant le 7 janvier. A cette date, les vols aériens seront suspendus entre Phnom-Penh et Hanoï.

Le long texte, qui accompagne le communiqué de rupture diffusé par Radio-Phnom-Penh samedi matin, est signé par le chef de l'État cambodgien, M. Khieu Samphan. Il porte à l'encontre de Hanoï les accusations les plus graves. Les socialistes vietnamiens y sont accusés de lâcheté, par les moyens militaires massifs, par le pillage, par la destruction des biens et des vies du peuple khmer, de s'approprier certaines portions du Cambodge. Selon Phnom-Penh, Hanoï veut intégrer le Cambodge à une Indochine sous « domination vietnamienne ». La communauté affirme aussi que, pour réaliser ce plan, Hanoï, en 1975 et en 1976, « a tenté de réaliser un coup d'État (à Phnom-Penh) pour mettre en place des traites, agents du Vietnam ».

Depuis un an, on a assisté, dans la région, à l'exacerbation de deux nationalismes éminemment sourdilleux, nourris par un conflit territorial qui date de l'époque coloniale et, apparemment, par la résurgence, entre les deux alliés d'hier, d'un antagonisme séculaire.

Personne cependant, du fait notamment de l'isolement dans lequel les dirigeants khmers ont confiné leur pays depuis avril 1975, et aussi de

la grande discrétion des Vietnamiens, n'imaginait que le conflit militaire avait atteint, s'il faut en croire M. Khieu Samphan, de telles proportions.

« Pire que les mercenaires de Thieu »

Selon le chef de l'État khmer, les Vietnamiens utilisent dans les régions cambodgiennes situées le long du delta du sud du Vietnam « plusieurs divisions terrestres (...), des centaines de blindés (...), des centaines de pièces d'artillerie (...), un appui aérien pour des attaques de grande envergure ». Les troupes de Hanoï sont accusées d'avoir « pillé des milliers de tonnes de riz (...), détruit des plantations d'hévéas (...), incendié des maisons (...), pillé les villages et lieux (...), emporté du bétail ». Les troupes de Hanoï, accusées de « meurtres et de viols », se comporteraient d'une manière « pire que les mercenaires de Ky, de Thieu et les troupes sud-coréennes » du temps de la guerre américaine, lors de l'offensive combinée américano-sud-vietnamienne du printemps 1970 dans le sud-est cambodgien.

Le conflit qui oppose Hanoï et Phnom-Penh n'est d'ailleurs pas uniquement frontalier et, par extension, militaire. Il est aussi idéologique et reflète les liens privilégiés qui unissent d'une part Hanoï à Moscou

et d'autre part Phnom-Penh à Pékin. Après le décrochage des États-Unis, et après trois années à peine de paix, l'Indochine dévastée va-t-elle redevenir le théâtre de l'après-rivalité entre Pékin et Moscou, par alliés interposés ?

Il faut noter que l'une des plus graves accusations portées par M. Khieu Samphan concerne « les étrangers qui aident le Vietnam dans leur agression », une référence qui semble bien viser les Soviétiques. « Le gouvernement du Cambodge démocratique lance une sévère mise en garde à ces étrangers et à leur gouvernement, afin qu'ils cessent immédiatement leur ingérence et leur agression contre le Cambodge démocratique », ajoute le chef de l'État. Comment ne pas voir là, alors que l'on sait l'étendue de l'aide que, pour sa part, la Chine apporte au Cambodge, la confirmation de cette rivalité de plus en plus directe et de plus en plus grave et, effectivement, on en est, sur le terrain, au stade des « conseillers » militaires ? Un mot qui, dans la région, rappelle de fort mauvais souvenirs.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

LES TENTATIVES DE DIALOGUE

Dans son communiqué du 31 décembre, Phnom-Penh indique qu'en juin 1975 M. Pol Pot, secrétaire général du P.C.K. et premier ministre, s'était rendu à Hanoï pour tenter de résoudre le problème frontalier vietnamo-khmer. La partie vietnamienne ne s'est jamais intéressée aux suggestions cambodgiennes, ajoute le texte. Il y est aussi précisé que l'été de la même année d'autres discussions, à Phnom-Penh, ont été rendues par M. Le Duan, secrétaire du P.C.V.

Hanoï avait, dès la fin de la guerre, ouvert son ambassade au Cambodge, fermée depuis le printemps de 1976 et le coup d'État de droite. Elle est restée longtemps, comme chef de mission, M. Pham Van Ba, ancien représentant en France du gouvernement révolutionnaire provisoire sud-vietnamien, qui n'est aucune liberté d'action et resta confiné dans une villa. Le choix de M. Pham Van Ba n'était pas dû au hasard : cette personnalité avait en effet pendant la première guerre d'Indochine joué un rôle de liaison entre le Vietnam et les khmers qui combattaient l'armée française.

Il ne semble pas qu'il y ait eu récemment d'entrevues à haut niveau entre Vietnamiens et Cambodgiens. On a, en revanche, remarqué l'été dernier que le général Vo Nguyen Giap avait fait une tournée d'inspection sur la frontière commune. D'autre part, une masse considérable de Cambodgiens ont fait leur passage en direction du Vietnam où vit traditionnellement une importante minorité d'origine khmère.



Phnom-Penh accuse les Vietnamiens de lancer des attaques sur tout le long de la frontière commune, longue de 790 kilomètres. Jusqu'à présent, les principales incidents, selon le texte, se sont produits dans la région dite du Bec-de-Canard, là où, pendant la seconde guerre d'Indochine, avaient débuté les incursions américano-sud-vietnamiennes.

L'assistance extérieure aux khmers rouges pendant la seconde guerre d'Indochine, dit le texte, a été la cause de la guerre d'Indochine. Aujourd'hui, l'aide au régime de Phnom-Penh transmise par le port de Sihanoukville (aussi appelé Kompong-Som), qui avait servi secrètement, avant le coup d'État de 1975, à l'acheminement de matériel et de ravitaillement des troupes communistes sud-vietnamiennes.

Pékin a fait son choix

(Suite de la première page.)

Sans doute l'ambassadeur du Vietnam à Pékin a-t-il diffusé un communiqué répliquant aux déclarations de M. Pich Cheang et retournant les accusations lancées contre les autorités de Hanoï. Il y est question d'épouvantables atrocités commises par les forces cambodgiennes contre les populations frontalières vietnamiennes et des efforts répétés au Vietnam pour parvenir à une solution négociée. Ce document a cependant été distribué porte à porte, et l'on ne peut manquer d'être frappé par la différence de traitement accordé aux représentants à Pékin des deux parties en conflit.

« Phnom-Penh n'a pas besoin de médiation »

Toute l'affaire comporte de graves obscurités en ce qui concerne l'attitude chinoise. La déclaration cambodgienne accuse le Vietnam de chercher, depuis 1955, à faire entrer le Kampuchéa (Cambodge) dans une fédération indochinoise d'obédience vietnamienne. On conçoit que Pékin, inquiet de voir grandir et se renforcer un voisin méridional avec lequel la Chine a déjà un différend territorial. Mais la Chine, elle-même, n'aurait-elle pas parrainé la réunion à Canton, en 1970, des dirigeants révolutionnaires des trois pays d'Indochine ? A-t-elle renoncé à cette politique unitaire ?

La déclaration cambodgienne met, d'autre part, en cause, les « étrangers qui servent en qualité de

conseillers, d'experts et de commandants dans les unités d'artillerie et de blindés » des forces vietnamiennes. L'ambassadeur de Phnom-Penh s'est refusé à toute précision sur ce point. Mais chacun pense, bien naturellement, que les étrangers en question ne peuvent être que des communistes. Si c'est exact, la Chine se préoccupe de l'influence des Soviétiques à Hanoï, sa politique avait été, jusqu'à présent, de prendre patience et d'attendre, comme l'ont dit cent fois les responsables chinois, que le Vietnam « reconnaisse un jour ses vrais amis ».

L'attitude adoptée à Pékin ne risque-t-elle pas de jeter un peu plus les Vietnamiens dans les bras des Soviétiques ? L'ambassadeur cambodgien a répondu avec réserve aux questions qui lui étaient posées après lecture de la déclaration de Phnom-Penh. Quelques points de ses propos méritent cependant d'être retenus : « Des combats sont actuellement en cours, et il est notamment de combattre. Il n'y a pas de place pour l'amitié. » Un règlement pacifique ne peut être envisagé que lorsque les forces vietnamiennes auront cessé « leurs actes agressifs ».

L'ambassadeur exclut la possibilité d'une médiation par un pays tiers. « La politique constante de notre gouvernement, a-t-il dit, est de régler les problèmes en toute indépendance, sans que l'aide d'autres pays soit nécessaire. Le gouvernement du Kampuchéa n'a pas besoin de médiation ».

M. Pich Cheang a, en revanche, exprimé la conviction que les nombreux pays qui ont apporté leur aide « politique ou matérielle » à la lutte

de libération du peuple khmer, le soutiendront encore aujourd'hui dans la défense de « sa juste cause ».

ALAIN JACOB.

HANOÏ ACCUSE LES KHMERS DE SE LIVRER A DES ATROCITÉS

Pékin (A.F.P.). — Peu après l'annonce de la « rupture temporaire » des relations entre Phnom-Penh et Hanoï, une très violente bataille de communiqués s'est engagée à Pékin.

À la suite de la conférence de presse de l'ambassadeur du Cambodge, le Vietnam a rejeté sur le Cambodge la responsabilité de la détérioration de la situation. Dans un communiqué de presse, l'ambassadeur du Vietnam à Pékin accuse le Cambodge d'avoir tué ou blessé plus de deux mille Vietnamiens depuis 1975. Il cite d'innombrables exemples de la violence de la frontière, de s'être livré au « pillage de centaines de tonnes de riz », d'avoir provoqué l'« incendie de milliers de maisons », d'avoir « arraché la fois d'être humains », y compris des femmes enceintes, et d'avoir « déshérité des milliers de personnes avant de les tuer au feu ».

Le communiqué de l'ambassadeur du Vietnam ajoute : « Face aux attaques et violations constantes contre le territoire du Vietnam par les forces du Kampuchéa, les forces armées du Vietnam doivent prendre des mesures d'auto-défense et chasser les envahisseurs hors de notre territoire pour défendre la souveraineté sacrée et inaliénable du Vietnam et pour défendre les vies et les biens de notre peuple ».

فكرنا من الأصل

EUROPE

Italie

« La crise n'est ni ouverte ni inévitable »

DÉCLARE M. ANDREOTTI

Rome. — Au cours de la traditionnelle conférence de presse de fin d'année, M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, a estimé que la crise gouvernementale dont on parle de plus en plus à Rome « n'est pas inévitable ». Rejetant l'hypothèse d'une éventuelle participation communiste au pouvoir, il a souligné, au contraire, la nécessité de « ne pas remettre en question la stabilité reconquise à l'extérieur comme à l'intérieur », en partie grâce à l'accord de juillet 1977 entre les six principaux partis (dont le S.C.I.).

ATTENTATS ET MANIFESTATIONS SE POURSUIVENT A ROME

Rome. — Deux nouveaux attentats ont été commis le 30 décembre, dans la soirée, contre le siège de l'hebdomadaire *l'Espresso* et contre une section du Mouvement social italien (extrême droite). On ne déplore aucune victime. L'attentat contre *l'Espresso*, qui a provoqué un début d'incendie, rapidement maîtrisé par le personnel de l'hebdomadaire, était le second en quelques heures contre un organe de presse. Le premier, contre le quotidien *Il Messaggero*, avait été suivi de violentes manifestations dans le centre de Rome. Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants d'extrême droite dans le quartier de la place d'Espagne, provoquant la panique parmi de nombreux passants venus faire leurs achats de fête de fin d'année. Des manifestants ont renversé plusieurs véhicules sur la chaussée pour protéger leur fuite. — (A.F.P.)

Tout en rendant hommage à « sens des responsabilités » et à la « loyauté » du P.C.I., M. Andreotti a mis en garde contre le danger de compromettre la fragile équilibre politique. En juillet dernier, les six partis ont signé un accord très précis. Ce accord a aujourd'hui cinq mois, il ne peut donc être considéré comme dépassé. Pourquoi ne conviendrait-il plus aujourd'hui ? Après avoir rappelé l'assassinat financier du pays (réduction du déficit commercial et diminution de l'inflation), le

L'annonce d'un prêt américain privé soulève des remous politiques

Rome. — L'Italie négocie un nouveau prêt de 500 millions de dollars auprès d'un consortium de banques privées américaines dirigé par la Chemical Bank, a-t-on appris, à la suite de fuites, au ministère du Trésor, des fuites pourraient avoir des motivations politiques, dans une période où les communistes insistent pour entrer au gouvernement. Selon des indications du ministre du Trésor, M. Gaetano Stancanelli, au quotidien *la Repubblica*, l'annonce d'un prêt américain est « prématurée, car l'opération n'est pas encore conclue », elle pourrait être en janvier, mais elle est exacte en substance. Les premiers contacts ont été pris en septembre et noués plus concrètement en novembre, lors d'un voyage à New York. « Notre intérêt pour l'obtention d'un nouveau prêt n'est pas déterminé par des nécessités monétaires urgentes », a précisé M. Stancanelli. Nos réserves sont importantes (17,8 milliards de dollars en novembre, dont 7,5 milliards de devises convertibles). « Il s'agit plutôt d'un besoin de financer certains investissements », a-t-il précisé. L'annonce de ce nouveau prêt, qui pourrait servir notamment au financement du plan électro-

président du conseil a expliqué : « Nous avons cherché à travailler avec une perspective lointaine ».

M. Andreotti a cependant estimé qu'il sera impossible à l'Italie « de payer toutes ses dettes en 1978 telles s'élevaient à 22 000 milliards de lire » ; il « devra donc recourir à d'autres emprunts, d'où la nécessité de ne pas perdre la confiance retrouvée auprès des banques ». Le chef du gouvernement italien a fixé ses objectifs pour 1978 : l'industrialisation, le développement économique, la défense de l'emploi (l'Italie compte un million sept cent mille chômeurs officiels) et le rétablissement de l'ordre public. Interrogé sur ce que M. Andreotti doit faire pour être acceptable aux yeux de la démocratie chrétienne, M. Andreotti a répondu : « Nous avons déjà fait un travail considérable vis-à-vis du P.C.I. qui était dans l'opposition depuis trente ans ».

République fédérale d'Allemagne

UNE CENTAINE D'INTELLECTUELS PROTESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT DU REDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « STERN »

Le conflit au sein de la rédaction de *Stern* (le Monde du 30 décembre) s'est élargi rapidement dans la nuit du 30 décembre à une centaine d'intellectuels d'Allemagne fédérale. Une centaine d'écrits ont été envoyés en effet circuler une lettre ouverte au rédacteur en chef de l'hebdomadaire M. Ernst Nannen, pour protester contre le licenciement de son adjoint et ses conséquences sur la liberté de la presse. Ce texte indique notamment : « Plus des livres, des revues et des journaux apparaissent imprimés dans de grands Konzerns multinationaux, plus grand est le danger pour la démocratie de plus en plus vaste de la réalité soviétique de ce fait exclus de toute information, parce que les intérêts des propriétaires de médias peuvent être servis ». L'évolution vers de tels cartels d'information vide de son sens l'article 5 de la Loi fondamentale. C'est pourquoi le conflit est le danger pour la liberté intellectuelle et politique dans notre pays. Nous vous demandons de résister à cette évolution. L'article 5 de la Loi fondamentale garantit la liberté d'expression et interdit toute forme de censure. Parmi les signatures on relève les noms de MM. Carl Amery, Jürgen Habermas, Alice Schwarzer, Reinhold Dühn, Günter Grass et Günter Wallraff (1).

(1) Signatures chez Klaus Staeck, 6900 Heidelberg, Imgrastasse 3.

Espagne

La pré-autonomie est accordée au Pays basque

(Suite de la première page.)

En outre, chaque territoire aura un droit de veto sur les décisions qui le concernent. Le système de représentation s'appuiera sur les municipalités. Les conseils municipaux doivent être renouvelés en 1978, et prendre un caractère démocratique. Une fois constitués, ils formeront les « Juntas generales » (assemblées locales) et les « deputaciones » (organes exécutifs), qui s'installeront dans les quatre provinces. Chaque province sera représentée au sein du conseil général du Pays basque par deux parlementaires et trois députés des assemblées locales. M. Clavero Arevalo n'a pas précisé dans ses déclarations, ce samedi à l'aube, quelle serait la formule adoptée avant les élections municipales. Le texte initial, publié par la presse, prévoyait que chaque province serait représentée au conseil par cinq députés, que les parlementaires locaux désigneraient, proportionnellement aux résultats électoraux du 15 juin.

« La sécurité de l'Etat espagnol »

Comme en Catalogne, le gouvernement a décidé que, pendant la phase d'autonomie provisoire, il pourrait avoir recours contre les décisions adoptées par l'assemblée législative. Mais cette décision, qui prévoit la possibilité de dissoudre les organes de gouvernement du conseil général du Pays basque pour des raisons touchant à la sécurité de l'Etat espagnol.

Des commissions mixtes seront créées afin d'étudier le rétablissement du régime fiscal privilégié traditionnel que le général Franco avait supprimé en Guipuzcoa et en Biscaye pour « punir » ces deux provinces d'avoir combattu contre lui pendant la guerre civile.

Le cas de la Navarre a été résolu par des concessions mutuelles. Les parlementaires des autres provinces basques souhaitent son intégration à Euzkadi. Ils avaient obtenu que la possibilité d'une telle intégration soit mentionnée dans le texte mis au point par le gouvernement. Mais cette dernière, de son côté, a refusé de mentionner la possibilité d'une telle décision par le conseil général du Pays basque. L'accord conclu il y a un mois était hélas à l'opposé de ces notables mis en place sous le franquisme, ainsi que des parlementaires navarrais de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental du parti gouverneur, M. Martin Fernandez Palacios, qui a protesté contre cette « nouvelle ingérence de l'Algérie dans les affaires intérieures de l'Espagne ».

Dans son texte, le vice-président de l'Assemblée populaire, M. Yaker Layschi, affirme que Madrid « a dévié le processus légal et naturel de décolonisation du Sahara occidental » en signant l'accord tripartite de novembre 1975. Après avoir dénoncé l'annexion du territoire sahraoui par ses deux voisins, en violation de l'accord tripartite de novembre 1975, M. Layschi estime que l'Espagne démocratique devrait : « soit dénoncer le pacte, en appuyant sur l'opinion consensus de la majorité des députés lors du débat du 30 septembre au congrès espagnol, soit empêcher l'application totale de l'accord de

fidélité exemplaire à la couronne d'Espagne. Elle assure que le rattachement de la province à l'Euzkadi serait dangereux pour elle en raison des sentiments séparatistes qui animent les trois autres territoires du Nord. Jusqu'au dernier moment, cette droite a fait pression sur le gouvernement pour maintenir « statu quo ». Vendredi, la « députacion forale » de Pampelune a adressé un télégramme en ce sens au chef de la maison royale.

Un référendum

Certains parlementaires du centre avaient une attitude plus souple : ils acceptaient d'envisager une éventuelle intégration à l'Euzkadi, mais ils souhaitaient que celle-ci soit décidée par référendum. Actuellement, les parlementaires centristes sont majoritaires en Navarre, bien qu'ils n'aient obtenu, le 15 juin, que moins de 40 % des voix. Les élections municipales peuvent donner une majorité de conseillers municipaux à la gauche. Le projet initial prévoyait que la décision de l'intégration serait prise par le conseil foral, organisme constitué par les municipalités. La formule adoptée met d'accord les uns et les autres : ce sera le conseil foral de Navarre, issu des nouvelles municipalités, qui décidera de la participation de la province au conseil général du Pays basque. Mais cette décision devra être ratifiée par référendum auprès de la population.

Les négociations sur l'autonomie provisoire du Pays basque

avaient commencé en septembre. Malgré de nombreux obstacles, elles ont été bâties par les inquiétudes du gouvernement et des parlementaires devant la menace constante que fait peser l'organisation séparatiste ETA. L'accord a été finalement conclu dans les derniers jours de l'année, pour prévenir les mobilisations pour la fête prévue pour le 4 janvier, mais aussi parce que l'organisation clandestine a multiplié les coups de main ces derniers jours, laissant prévoir une prochaine vague de terrorisme. Coup sur coup, en effet, deux cent soixante-quatre fusils ont été dérobés dans une armurerie de Guipuzcoa, et plus de 1 200 kilos d'explosifs ont été volés, mercredi et jeudi, au cours de deux attaques à main armée, dans la région de Bilbao.

Ces opérations ont été jugées d'autant plus inquiétantes qu'elles sont attribuées à la branche politico-militaire de l'organisation, qui avait décidé, voici quelques mois, de renoncer provisoirement à la lutte armée. Seule la branche militaire avait poursuivi les activités : assassinats du président de la députacion de Biscaye, du chef de la police armée de Pampelune et d'un conseiller municipal d'un « écheque » du poste de la garde civile protégeant la centrale nucléaire de Lemona, près de Bilbao. On estimait ces derniers jours que le raid apporté à établir un régime d'autonomie provisoire au Pays basque avait incité les membres de la branche politico-militaire de l'ETA à reprendre les armes.

CHARLES VANHECKE.

Un particularisme entêté

Le Pays basque comprend sept provinces. Trois sont françaises : la Labourd, la Soule et la Basse-Navarre, quatre espagnoles : le Guipuzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre.

Favorisé par une culture et une langue spécifiques, dont les origines restent discutées, le Pays basque ne cessera jamais, des deux côtés de la frontière, d'affirmer son particularisme. Les Basques espagnols sont brièvement unifiés au neuvième siècle, au moment de la création du royaume de Navarre. Mais la naissance de l'entité espagnole les rejette graduellement dans leur spécificité. Ils arrivent cependant à conserver un certain nombre de leurs droits particuliers, les fueros. En France, les « fueros » seront abolis par la Révolution.

Pendant tout le dix-neuvième siècle, le particularisme basque tenta de s'affirmer en Espagne. C'est la naissance de la République, en 1930, qui donnera sa vraie chance. Mais tandis que le Guipuzcoa, la Biscaye et une partie de l'Alava sont prêts à accepter une autonomie partielle, la Navarre se dresse contre le

nouveau régime et deviendra l'un des bastions de la rébellion franquiste. Coupé du nord du pays, le gouvernement de Madrid accorde leur autonomie aux provinces basques. Le premier gouvernement d'Euzkadi est formé le 7 octobre 1936 par Jose Antonio de Aguirre, membre du parti nationaliste basque. Il s'effondrera le 23 août 1937, après l'écrasement de ses troupes par les « requetés » navarrais. Le franquisme centralisateur tenait vainement d'écraser toute renaissance du particularisme basque.

En 1959, naît le mouvement Euzkadi Ta Askatasuna sur lequel le mouvement carliste du prince Hugues de Bourbon-Parme exercera une certaine influence. L'agitation va tourner à la violence. Attentats, répression, se succèdent. L'avènement du roi Juan Carlos et l'évolution rapide du régime prennent quelque peu les Basques au dépourvu. La naissance de la Généralité de Catalogne et la volonté de décentralisation du nouveau gouvernement avaient cependant fait naître de grands espoirs chez les irréductibles d'Euzkadi.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

LE GOUVERNEUR GENERAL DU CANADA exercera désormais, à partir de la couronne britannique, toutes les fonctions d'un chef d'Etat, a-t-on annoncé, vendredi 30 décembre, à Ottawa. M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral. Certaines de ces fonctions, telle que la signature des lettres de créances des ambassadeurs du Canada à l'étranger, étaient encore effectuées par la souveraine britannique. Cette dernière demeure cependant, conformément à l'acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, la souveraine constitutionnelle du pays. — (A.F.P.)

El Salvador

LE GROUPE CLANDESTIN DES FORCES ARMÉES DE LA RESISTANCE NATIONALE (FARN) a revendiqué, jeudi 29 décembre à San Salvador, l'enlèvement de l'industriel Victor Sáfir, survenu le 22 décembre dernier. Soulignant que « les négociations en vue de la libération de M. Sáfir n'ont pu être menées bien à cause de l'intervention des autorités », les FARN ont précisé que l'acte de voir les exigences satisfaites leur prisonnier pourrait être exécuté. — (A.F.P.)

Etats-Unis

UN JUGE FEDERAL DE KANSAS CITY (Kansas) a rejeté, le vendredi 30 décembre, une injonction de M. Robert Dole, sénateur républicain de

est Etat, visant à interdire la rétrocession à la Hongrie de la couronne de saint Etienne, symbole de la nation hongroise. Malgré l'opposition de groupes d'extrême droite, le Congrès des Etats-Unis, l'administration américaine a décidé récemment que le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, se rendrait en Hongrie, — qui se trouve aux Etats-Unis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale — aux autorités hongroises lors de leur visite à Budapest, les 6 et 7 janvier. — (Reuter.)

Grande-Bretagne

LE CHANCELLIER DE L'ECHEQUIER, M. Denis Healey, a annoncé, vendredi soir 30 décembre, dans une interview télévisée, de nouveaux allègements fiscaux pour 1978 « si la politique salariale continue à être respectée ». Le chancelier a précisé que ces allègements porteront sur les impôts directs plutôt qu'indirects, afin de favoriser les bas salaires et de réduire la différence entre les taux d'imposition des autres pays européens. — (A.F.P.)

Guatemala

UN MANDAT D'ARRET a été lancé jeudi 29 décembre contre dix-neuf terroristes ouest-allemands soupçonnés d'être entrés récemment au Guatemala. La photographie d'une trentaine d'autres extrémistes venus de R.F.A. d'autre part est distribuée à toutes les forces de sécurité guatémaltèques. — (A.F.P.)

Malaisie

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT MALAISIE.

Le premier ministre, M. Hussein Onn, nommé samedi 31 décembre, son adjoint, M. Mahathir Mohamed, ministre du commerce et de l'industrie. L'ancien ministre adjoint et ministre de l'éducation, était en effet jusqu'à présent dirigé par le comité ministériel pour les investissements. — (A.F.P.)

Mexique

DEUX MILLE PAYSANS, membres du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), ont occupé, jeudi 29 décembre, la ville d'Altamira, ville du Nord-Est, pour protester contre les résultats des élections municipales organisées le 4 décembre dernier dans l'Etat de Tamaulipas. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE QUARTIER GENERAL DES FORCES RHODESIENNES a annoncé, le vendredi 30 décembre, que des nationalistes noirs étaient responsables d'un attentat à la bombe commis à la veille dans une usine d'ordinateurs à Bulawayo, deuxième ville du pays. — (A.F.P.)

Pakistan

LE PRÉSIDENT SOMALIEN SYAAD BARRE est arrivé, vendredi soir 30 décembre, à Islamabad pour une visite officielle au cours de laquelle il devra s'entretenir avec le général Zia ul Haq, administrateur de la loi mariale. — (A.F.P.)

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Alger demande à l'« Espagne démocratique » de dénoncer l'accord de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — L'ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Khelladi, a adressé aux sénateurs espagnols la photocopie d'un texte écrit par le président de l'Assemblée populaire algérienne sur l'attitude que « l'Espagne démocratique » devrait adopter, selon lui, à propos du Sahara occidental. Cette information, donnée par un quotidien madrilène, a été confirmée par un sénateur du parti gouvernemental, M. Martin Fernandez Palacios, qui a protesté contre cette « nouvelle ingérence de l'Algérie dans les affaires intérieures de l'Espagne ».

Dans son texte, le vice-président de l'Assemblée populaire, M. Yaker Layschi, affirme que Madrid « a dévié le processus légal et naturel de décolonisation du Sahara occidental » en signant l'accord tripartite de novembre 1975. Après avoir dénoncé l'annexion du territoire sahraoui par ses deux voisins, en violation de l'accord tripartite de novembre 1975, M. Layschi estime que l'Espagne démocratique devrait : « soit dénoncer le pacte, en appuyant sur l'opinion consensus de la majorité des députés lors du débat du 30 septembre au congrès espagnol, soit empêcher l'application totale de l'accord de

Madrid en ce qui concerne le droit à l'autodétermination ». Il ajoute que Madrid devrait également décréter un embargo sur les envois de matériel de guerre vers les pays en agés dans le conflit du Sahara, reconnaître la personnalité juridique du Front Polisario et prendre l'initiative d'une réunion entre toutes les parties intéressées (Espagne, Algérie, Maroc, Mauritanie, Polisario) sous les auspices des Nations unies, pour établir les modalités d'une consultation du peuple sahraoui sur son avenir.

C. V.

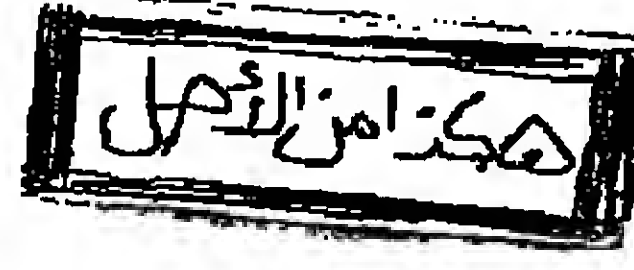
RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la crise du Sahara occidental (nos premières éditions du 31 décembre), l'omission de plusieurs mots a altéré le sens d'une mise au point de l'ambassade d'Algérie à Paris. Il convient de rétablir : « Celle-ci (l'ambassade d'Algérie) dans un communiqué, s'élève que l'on ait dit que M. Barthelemy n'a pas contesté l'alignement selon laquelle le Polisario avait détenu en territoire algérien les prisonniers français. M. de Guiraud s'est borné à demander à l'ambassade de porter deux propositions : soit la reconnaissance de son gouvernement, l'ambassade n'avait donc ni à en approuver ni à en désapprouver le bien-fondé, mais à les transmettre à son gouvernement dans la formulation même que le ministre a voulu leur donner. »

LE QUOTIDIEN « EL PAIS » FAIT L'ELOGE DE JUAN CARLOS

(De notre correspondant)

Madrid. — Le parti socialiste ouvrier a décidé de se prononcer pour la République et contre la monarchie lors de la discussion de l'avant-projet de Constitution en commission parlementaire. Comme sous le règne de Juan Carlos une telle position — les communistes se sont ralliés en effet au principe de la monarchie parlementaire défendue par les autres partis — son choix ne risque pas de finir sur la forme future de l'Etat espagnol. L'hypothèse n'est pas exclue, d'ailleurs, que le P.S.O.E. se ravise au dernier moment. En défendant le principe républicain, il veut sans doute marquer sa fidélité à ses propres statuts et répondre au souhait de la « base ». Telle est l'interprétation la plus courante d'une initiative qui était attendue mais qui a néanmoins provoqué des critiques presque unanimes. Nombreux sont ceux qui condamnent l'« infantisme » ou l'esprit partisan du P.S.O.E. Mais le plus intéressant à observer dans ces réactions est l'éloge qui est fait de la couronne et de son titulaire Juan Carlos. Dans un éditorial du 29 décembre, le directeur du quotidien indépendant *El Pais*, Juan Luis Cebrian, écrit pourquoi la présence du roi a été nécessaire pendant l'étape de transition entre le franquisme et la démocratie. L'avènement du roi Juan Carlos et l'évolution rapide du régime prennent quelque peu les Basques au dépourvu. La naissance de la Généralité de Catalogne et la volonté de décentralisation du nouveau gouvernement avaient cependant fait naître de grands espoirs chez les irréductibles d'Euzkadi.

C. V.



Le Monde

politique

LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le maire socialiste de Montpellier saisit la justice

Qualifié par M. François Mitterrand de « véritable racket » en faveur des formations de la majorité, l'usage abusif par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 relative au vote des Français établis à l'étranger continue de susciter de nombreuses protestations.

Vendredi 30 décembre (nos dernières éditions), M. François Luchaire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, avait estimé que l'article R 75 du code électoral interdisait la pratique des procurations « en blanc » (1) dans la mesure où « l'autorité consulaire devant laquelle doit être dressée la procuration a l'obligation d'en transmettre, par lettre recommandée, un volet au mandataire et un autre au maire de la commune intéressée ».

Commentant les conditions dans lesquelles se déroulent les opérations d'inscription des

Français de l'étranger, M. Roger-Gérard Schwartzberg, député général du M.R.G., dénonçait de son côté les « manipulations » en cours.

La presse d'opposition prend aussi une large part au débat : « Au train où vont les choses, il n'y aura bientôt plus aucun organisme — où la majorité a ses hommes de confiance — qui n'aura servi dans la collecte des voix des Français de l'étranger », écrit, samedi 31 décembre, « Rouge », organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), qui publie deux documents mettant en cause le rôle de l'Agence France-Presse de Bangkok (Thaïlande) dans la collecte des voix au profit, notamment, de MM. Jean-Claude Servan-Schreiber (R.P.S.), candidat à Niamey (Cameroun), et Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, candidat à Auxerre (Yonne).

« Si ce n'est pas un racket, comme l'affirme de Guiringaud, qu'est-ce donc ? », demande « le Quotidien du peuple », organe du parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), qui parle de « safari électoral ». La même expression est utilisée par « l'Humanité » du samedi 31 décembre, qui souligne que « ce nouveau safari giscardien (...) à la chasse aux voix des Français de l'étranger » n'est qu'« une des formes de la fraude », organisée par la majorité « pour préparer les élections législatives ».

La presse communiste et celle d'extrême gauche ne sont pas les seules à protester. Dans « la Croix » du samedi 31 décembre, Dominique Gerbaud souhaite que la justice soit saisie : « Il sera bon et politiquement sain, écrit-il, car

il s'agit bien de moralité politique, que toute la lumière soit faite ».

Le nombre croissant des « anomalies » signalées ne laisse plus aucun doute, en effet, sur l'ampleur de l'opération de collecte engagée à l'étranger au bénéfice des candidats de la majorité les plus menacés ou désireux de réaliser le meilleur résultat possible. Quelle serait en effet la valeur du scrutin du mois de mars dans certaines circonscriptions si la justice ne mettait fin aux manipulations douteuses ?

Le maire de Montpellier, M. Georges Frèche, député socialiste de l'Hérault, ayant déposé une plainte dans un cas qui paraît exemplaire (« le Monde » du 30 décembre), l'occasion est donnée aux magistrats de contrôler la régularité des procédures en cours et de répondre à une interrogation qui désormais concerne le corps électoral tout entier.

M. Frèche : la complicité du ministère des affaires étrangères est prouvée

La plainte déposée par M. Georges Frèche (P.S.) auprès du doyen des juges d'instruction de Montpellier, avec constitution de

partie civile, vise l'inscription sur les listes électorales de la ville, dans des conditions qu'il juge « frauduleuses », de mille deux

cents Français de l'étranger établis pour la plupart en Côte-d'Ivoire.

Au cours d'une conférence de presse, donnée vendredi 30 décembre, le maire de Montpellier a indiqué qu'il fonde sa plainte sur les articles L 113 et L 116 du code électoral visant les actes portant atteinte à la sincérité des votes ou tentant de modifier le résultat du scrutin avant, pendant ou après le vote.

A l'appui de ses protestations, M. Georges Frèche a rendu publics plusieurs modèles de demandes d'inscription en soulignant que sur des centaines d'entre elles, vérifiées par des experts graphologues, c'est la même plume, différente de celle de l'électeur, qui a porté le numéro et le nom de la circonscription et que « dans beaucoup de ces écritures est la même que celle portée sur l'enveloppe d'envoi recommandée, émanant du ministère des affaires étrangères ».

Pour le député de l'Hérault,

« cela prouve que les demandes d'inscriptions ont été complétées au ministère ou que les enveloppes ont été appropriées, complétées, du service postal du ministère des affaires étrangères avec sa complicité ».

L'avocat de M. Georges Frèche, M^{re} André Ferran, a écrit notamment au juge d'instruction : « Lesdites demandes d'inscription présentent les particularités suivantes : les unes ont été remplies et signées de la main de l'intéressé mentionné dans la ville de Montpellier, première circonscription », ayant été écrites d'une autre plume, laquelle se répète à des centaines d'exemplaires sur les demandes faites sans la mention de la ville, qui, comme demandé, avaient été laissées en blanc.

« D'autres demandes qui portaient la mention de la ville choisie par l'électeur en application de l'article 12 L in fine nouveau ont vu cette mention effacée ou ratée et surchargée de la mention « Montpellier » écrite d'une autre plume.

« D'autres demandes sont arrivées par paquets sans mention de la ville choisie, mais affectées d'autorité à Montpellier ».

Un étrange courrier

du Brésil à Châtenay-Malabry

A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), le maire, M. Jean Vons (P.S.), a rendu publique vendredi la photocopie d'une quarantaine d'inscriptions sur les listes électorales de cette commune, émanant de « Français résidents pour la plupart à Belo-Horizonte (Brésil) ». M. Vons a notamment précisé : « Chose curieuse, le nom de la commune et celui du département d'inscription figurant sur la partie de la demande théoriquement à remplir par l'intéressé étaient tous de la même main. Chose étrange, la mention écrite portée était « Hauts-de-Seine, 12^e », comme si nos compatriotes du Brésil savaient que Châtenay-Malabry était dans la douzième circonscription des Hauts-de-Seine.

détail que la plupart des électeurs métropolitains doivent ignorer ! Plus surprenant encore, sur deux de ces inscriptions, le nom de la commune et celui du département d'inscription étaient rajoutés en surcharge au moyen d'une étiquette auto-adhésive. On peut lire la mention primitive : « Vaucousses ». Comme quoi, de Belo-Horizonte on peut choisir de s'inscrire indifféremment à Châtenay-Malabry ou dans le Vaucluse... »

(1) L'article R 75 du code électoral stipule notamment : « L'autorité devant laquelle est dressée la procuration, après avoir porté mention de celle-ci sur un registre spécial ouvert par ses soins, remet de son visa et de son cachet les volets et le talon. » Elle remet ensuite le talon au mandant et adresse, par la poste, en recommandé, sans enveloppe, le premier volet au maire de la commune sur la liste électorale de laquelle le mandant est inscrit et le second volet au mandataire.

« Toutefois, ces volets sont joints par pli recommandé, sous enveloppe, lorsque les procurations sont établies hors de France. »

Près de 700 000 électeurs

Au 1^{er} janvier 1977, 1 258 765 ressortissants français résidaient dans des pays étrangers, selon les chiffres officiels de l'administration des affaires consulaires du Quai d'Orsay.

Sur ce nombre, 966 880 étaient immatriculés dans les consulats français. Les autres, soit 302 065, selon l'évaluation des affaires consulaires, n'avaient pas rempli, au 1^{er} janvier dernier, cette formalité. Comme la loi du 19 juillet 1977 sur le vote des Français de l'étranger subordonne l'inscription sur les listes électorales à l'immatriculation, seuls les Français immatriculés, âgés de dix-huit ans au moins, peuvent participer au scrutin de mars prochain : au 1^{er} janvier dernier, ils auraient été 679 613 dans ce cas, tandis que 218 000 Français en âge de voter n'auraient pu le faire faute de s'être fait inscrire dans leur consulat. Ces chiffres se sont modifiés évidemment depuis, par le jeu des départs et des

arrivées et par le fait des nouvelles immatriculations.

La qualité de Français de l'étranger est subordonnée à huit mois de résidence dans le pays étranger, et parfois, si la législation du pays l'exige, à un contrat de travail.

De tous les pays, c'est l'Allemagne fédérale qui compte le plus de ressortissants français : 194 143, dont les militaires des forces françaises qui y sont cantonnées. Viennent ensuite : la Belgique (110 012), les États-Unis (94 820), le Canada (84 689), la Grande-Bretagne (75 545), la Suisse (71 613), le Maroc (54 804), l'Espagne (46 829), l'Algérie (43 907), la Côte-d'Ivoire (45 844), le Brésil (40 150), l'Italie (38 817), le Gabon (25 401), Israël (25 145) — la France enregistrée à part les 5 750 Français résidents à Jérusalem — le Sénégal (17 344), l'Argentine (16 357), le Cameroun (12 443).

M. ESTIER (P.S.) : M. Chinnad (P.R.) sera-t-il l'un des premiers bénéficiaires ?

M. Claude Estier, secrétaire national du P.S., a déclaré qu'il avait été informé, vendredi 30 décembre, que « cinq cents inscriptions en provenance de Français du Gabon sont parvenues à la mairie du dix-huitième arrondissement, transmises par les services du ministère des affaires étrangères ».

Dans cette vingt-cinquième circonscription, M. Roger Chinnad, président du groupe du parti républicain de l'Assemblée nationale, avait battu M. Claude Estier de 747 voix en 1973.

Le secrétaire national du P.S. a noté : « L'opération sur des quelles conditions d'irrégularité, pratiquement reconnues par M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, ont été recueillies collectivement les inscriptions des Français du Gabon, on peut se demander si M. Chinnad ne sera pas l'un des premiers bénéficiaires de la fraude électorale dénoncée par M. François Mitterrand. »

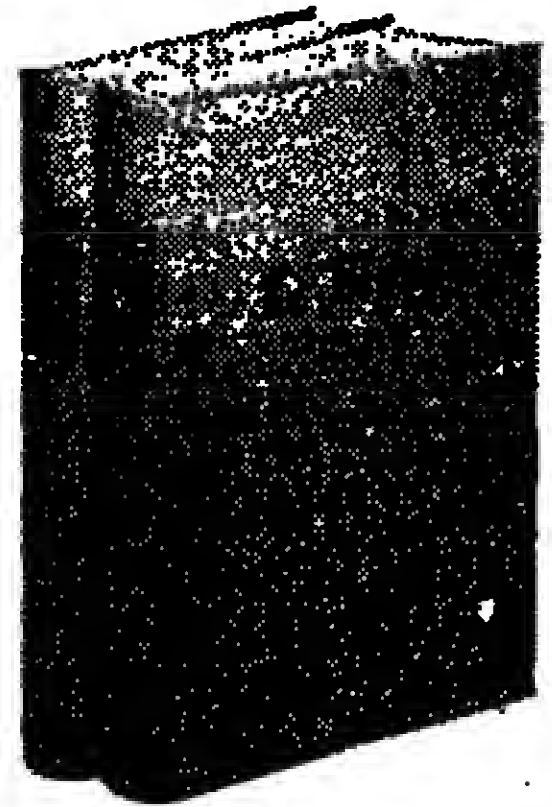
Ces inscriptions ont également été dénoncées par M. Louis Beullon, député communiste de la vingt-septième circonscription, qui précise que mille deux cents demandes, en provenance du Gabon, de Pondichéry (Inde), de Djibouti et du Luxembourg ont été enregistrées à la mairie annexe du dix-huitième arrondissement « par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères ».

M. DILIGENT (C.D.S.) FAIT CONFIANCE AU PREMIER MINISTRE

Quant à M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., il a déclaré : « Nous faisons totalement confiance au premier ministre pour que les abus — s'ils ont existé — soient sanctionnés. Les tentatives de tricherie ne sont ni de droite ni de gauche. M. Diligent a également rappelé que le C.D.S. a fait des propositions pour « moraliser la vie politique, notamment en période électorale ».

« Le secrétariat du comité central du P.C.F. a demandé à non-venir, lundi 29 décembre, qu'un débat télévisé soit organisé entre MM. Raymond Barre et Georges Marchais. Le 26 février dernier, les communistes avaient déjà proposé une telle rencontre au premier ministre.

VOUS POUVEZ CONSERVER LA TOTALITÉ DES ARTICLES PUBLIÉS DANS LE JOURNAL LE MONDE EN 1977 GRÂCE À SA RÉÉDITION ANNUELLE



réimprimées en miniformat sur papier bible et solidement reliées en 2 volumes, les 10 000 pages de 1977 n'occupent que 8 cm de rayonnage. Le volume correspondant au 1^{er} semestre est sorti. Le second sera prêt dès le 1^{er} février.

Renseignements et spécimen : FRANCE EXPANSION 336 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tél. 260.32.09

nouvelle victoire

PEUGEOT

1

104 ZS

Après les 24 heures de Chamonix (5 et 6 février 1977), la 104 ZS, pilotée par J.-C. LEFEBVRE, remporte la Ronde Hivernale de SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON. Les 104 ZS de Timo MAKINEN et Claude LAURENT se classent 3^e et 9^e. — Rappel du classement : 1^{er} LEFEBVRE (PEUGEOT 104 ZS) ; 2^e SABA (ALPINE A 110) ; 3^e MAKINEN (PEUGEOT 104 ZS) ; 4^e DARNICHE (AUTOBIANCHI A 112 ABARTH) ; 5^e KERCK (SAAB) ; 6^e ESPINASSE (ALPINE A 110) ; 7^e JUSTICE (SIMCA RALLYE 2) ; 8^e ANDRUET (FIAT 131 ABARTH) ; 9^e LAURENT (PEUGEOT 104 ZS) ; 10^e GLEIZES (SIMCA RALLYE 2).

RONDE HIVERNALE

SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON

هكذا من الأصل

LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

JANVIER

6. — TCHÉCOSLOVAQUIE : signature par une centaine de personnalités de la Charte 77 exigeant le respect des droits de l'homme.

7. — CHINE : manifestations monstres, qui dureront jusqu'au 16, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Chou En-lai. Les manifestants demandent le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping.

12. — FRANCE : arrestation à Paris par la D.S.T. d'un responsable palestinien, M. Abou Daoud. Bien que faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, délivré le 8 par les autorités judiciaires bavaroises et d'un autre mandat transmis le 11 par Israël, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, réunie le 12, décide sa mise en liberté immédiate.

13. — FRANCE : décision du Conseil constitutionnel qui juge contraire à la Constitution le texte de loi autorisant la fouille des véhicules sur la voie publique.

14. — SUISSE : remise en liberté de M. Edmund Simion, leader autonome corse, arrêté le 25 août 1975 après la fusillade d'Aléria. Il avait été condamné, le 22 juin 1976, à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

17. — ÉTATS-UNIS : exécution de Gary Gilmore, meurtrier d'un gardien de nuit, il avait réclamé l'application de sa peine. Cette exécution, la première depuis 1967, relance le débat sur la peine de mort aux États-Unis.

19. — FRANCE : conférence de presse du chef de l'État : le premier ministre est chargé de « prendre la tête de la campagne nationale » pour les élections de 1978.

19. — ÉGYPTE : instauration du couvre-feu au Caire après deux jours d'émeutes qui ont fait quarante-quatre morts et plus de six cents blessés. M. Sadate annule les élections de prix annoncées le 17.

19. — FRANCE : annonce par M. Chirac de sa candidature à la mairie de Paris.

20. — ÉTATS-UNIS : investiture de M. Carter comme trente-neuvième président des États-Unis.

20. — FRANCE : condamnation à Toulon à la réclusion perpétuelle Patrick Henry, meurtrier d'un jeune garçon, Philippe Bertrand, qu'il avait enlevé pour tuer son père.

22-23. — ABABIS SAOUDITE : voyage de M. Giscard d'Estaing.

22-23. — ESPAGNE : violentes manifestations à Madrid. Deux étudiants sont tués par des militants d'extrême droite. Le 24, enlèvement par le GRAPO, groupe de résistance antifasciste, du président du conseil suprême de justice militaire (il sera libéré par la police le 11 février). Dans la nuit du 24 au 25, quatre avocats de gauche : nt assassinés à leur étude. Le gouvernement et l'opposition démocratique lancent un appel commun au calme. Le 28, trois policiers sont abattus dans la banlieue madrilène.

28. — FRANCE : déclaration de M. Giscard d'Estaing sur la « bataille de Paris » : il demande 22 premiers ministres de prendre les contacts nécessaires pour la majorité absolue à une solution d'union. La hausse des prix de 1976 a été de 9,5 %.

27. — FRANCE : signature par dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe de la convention européenne sur la répression du terrorisme. Seuls l'Inde et la Malte refusent.

30. — LIBYE : libération de M. et Mme Claude. Mme Claude était détenue par les rebelles libyens depuis le 21 avril 1974, son mari depuis le 23 avril 1975.

AVRIL

1^{er}. — FRANCE : nomination des vingt-cinq secrétaires d'État qui complètent le gouvernement Barre ; annonce par le groupe Urdur de la suppression de trois mille sept cent vingt emplois dans la sidérurgie lorraine.

3. — REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO : nomination comme chef de l'État du colonel Joachim Youmbi-Opango.

7. — ÉTATS-UNIS : annonce par le président Carter pour limiter les risques de prolifération du répertoire « sin-die » du retraitement des combustibles nucléaires irradiés et ajournement du développement du programme de surrégénération.

7. — ISRAËL : annonce par M. Rabin, premier ministre, de son retrait de la vie politique à la suite des poursuites judiciaires engagées contre sa femme et lui-même pour avoir volé le règlement sur le contrôle des changes. M. Shimon Peres lui succède à la tête du parti travailliste au pouvoir. Il assurera l'intérim de la présidence du conseil le 16 avril.

17. — R.F.A. : assassinat du procureur général de Karlsruhe, M. Buback, revendiqué par un « groupe d'action Ulrike Meinhof ».

2. — ZAÏRE : intensification de la guerre au Shaba. Le Maroc envoie une force d'un millier d'hommes. La France met à sa disposition, le 10, dix Transal et un DC 8 pour transporter du matériel à l'exécution de tout personnel. L'opération française durera jusqu'au 15 avril.

9. — ESPAGNE : législation du parti communiste.

12. — FRANCE : entretien radio-télévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère. A propos de l'aide française au Zaïre, le chef de l'État déclare : « La France a donné le signal de la solidarité avec l'Europe et l'Afrique ».

13. — FRANCE : enlèvement à Paris de M. Revelli-Besumont, directeur général de Fiat-France et détenu du groupe armé Bréchet.

14-15. — FRANCE : séminaire gouvernemental à Rambouillet, presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale avant le plan de douze mois qui sera présenté au Parlement le 26 avril.

17. — BELGIQUE : élections législatives marquées par une progression des socialistes-chrétiens de M. Tindemans, premier ministre sortant. Débatte du Rassemblement wallon, avance socialiste en Wallonie et du Front des francophones à Bruxelles. M. Tindemans est chargé le 22

de former le nouveau cabinet.

19-21. — SÉNÉGAL : quatrième conférence franco-africaine à Dakar en présence de M. Giscard d'Estaing.

20. — FRANCE : désignation de M. Solson, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux sports, au poste de secrétaire général de la fédération nationale des républicains indépendants à la place de M. Dominiati.

25-26. — FRANCE : visite de M. Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam.

26. — FRANCE : présentation à l'Assemblée nationale par M. Barre d'un pacte national pour l'emploi (plan Barre 1978) sur lequel il engage la responsabilité du gouvernement. Ce pacte coûtera 4 milliards.

27. — CUBA : signature d'un accord sur la délimitation des zones de pêche avec les États-Unis. C'est le premier depuis seize ans.

28. — R.F.A. : condamnation à la prison à vie d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, considérés comme le « noyau dur » de la Fraction armée rouge.

28. — FRANCE : entretien radio-télévisé du chef de l'État : « Le gouvernement de la France conduira la politique de la France jusqu'aux élections législatives ».

FÉVRIER

1^{er}. — FRANCE : refus par M. Chirac des propositions de M. d'Ornano visant à constituer à Paris des listes d'union de la majorité. M. Giscard d'Estaing répond aux « dossiers de l'écran » aux questions de solennité française.

3. — ÉTHIOPIE : tentative de coup d'État déjouée par les éléments les plus radicaux de la junte qui prennent le pouvoir. Le général Tefari Bante, président du conseil militaire provisoire, est tué. Le lieutenant-colonel Mengistu Rahm est nommé chef de l'État le 11.

7. — SUISSE : ouverture à Genève de la trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Un nouveau membre, l'Ouganda, Amnesty International rappelle dans un rapport que, depuis l'arrivée au pouvoir du président Amin Dada, les exécutions sommaires ont fait des dizaines de milliers de victimes.

7-8. — FRANCE : voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne. A Pléneuf, il lance la campagne des législatives et déclare : « On ne compte pas sur moi pour renoncer aux idées sur lesquelles les Français m'ont élu ».

9. — ESPAGNE : rétablissement des relations diplomatiques, rompues depuis 1939, avec l'U.R.S.S.

12. — FRANCE : extension de la zone économique maritime à 200 milles (370 km) dans l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord.

13-15. — NAL : voyage de M. Giscard d'Estaing qui annonce un renforcement de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud.

15. — DANEMARK : succès des sociaux-démocrates aux élections législatives. M. Joergensen renforce sa position bien que son parti reste minoritaire. Echec des libéraux de M. Hartling.

17. — ESPAGNE : législation de sept partis politiques dont le parti socialiste populaire.

19-22. — PROCHE-ORIENT : visite de M. de Guiringaud au Liban, Syrie, Jordanie, Égypte. Il s'entre-entretient au Caire avec un responsable de l'O.L.P.

21. — FRANCE : refus de M. Giscard d'Estaing de recevoir en personne l'ambassadeur soviétique contestataire André Amalrik.

22. — ÉTATS-UNIS : lettre de soutien du président Carter à Sakharov.

23. — ALGERIE : élection de l'Assemblée populaire nationale : 30 % des élus appartiennent au corps enseignant. Elle choisit comme président M. Rabah Bitat, un des chefs historiques de la révolution.

27. — FRANCE : occupation de Salvadorville. Echec des libéraux de groupe de chrétiens traditionnels.

27. Les cinquante otages du train et les quatre professeurs de l'école seront libérés par une action de commando de l'Armée rouge allemande le 11 juin. Il y a huit morts (deux otages, six terroristes). Les auteurs de cette prise d'otages seront condamnés le 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison.

24. — BELGIQUE : conclusion d'un pacte communautaire. Il y aura trois régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), deux communautés (francophone et néerlandophone). Chaque région aura son gouvernement et son parlement. Chaque communauté son assemblée.

24. — U.R.S.S. : plénum du comité central du P.C. soviétique : exclusion de M. Podgorny du bureau politique. Approbation du projet de Constitution présenté par M. Brejnev pour remplacer la Constitution de Staline appliquée depuis 1936.

25. — PAYS-BAS : élections législatives : nette victoire du P.S. et surtout du premier ministre sortant, M. Joop den Uyl ; gain des libéraux, maintien des chrétiens-démocrates.

26. — ZAÏRE : annonce officielle de la fin de la guerre du Shaba. Le contingent marocain ne participait plus aux opérations depuis le 20 mai.

MARS

13. — FRANCE : premier tour des élections municipales : la gauche obtient la majorité dans 45 % des plus de trente mille habitants. M. Chirac devance M. d'Ornano dans onze des dix-huit secteurs de Paris, où les écologistes obtiennent 10,13 % des suffrages.

14. — R.F.A. : interdiction par le tribunal administratif de Fribourg-en-Brisgau de la centrale nucléaire qui devait être érigée à Wyhl, sur le Rhin, en face de Colmar.

16. — FRANCE : cession par M. J.-J. Servan-Schreiber, qui abandonne la présidence, de 45 % des capitaux de « L'Express » à M. Goldsmith.

16. — ITALIE : manifestation de deux cent mille personnes (communistes et chrétiens-démocrates) à Bologne, pour protester contre les violences.

16. — LIBAN : assassinat de Jomblatt, chef de la communauté druze, dirigeant de la gauche. En représailles, plusieurs dizaines de chrétiens sont tués.

16-20. — INDE : élections législatives perdues par le parti du Congrès au pouvoir depuis 1947. Mme Gandhi, battue dans sa propre circonscription, démissionne. Le chef de l'État « Jantarat » a quatre-vingt ans.

16. — FRANCE : deuxième tour des élections municipales : la victoire de la gauche, majoritaire dans le pays, s'amplifie. M. Chirac l'emporte à Paris, où M. d'Ornano est battu.

20. — FRANCE : deuxième tour des élections municipales : la victoire de la gauche, majoritaire dans le pays, s'amplifie. M. Chirac l'emporte à Paris, où M. d'Ornano est battu.

21. — U.R.S.S. : avertissement de M. Brejnev aux États-Unis pour qu'ils cessent leurs interventions en faveur des dissidents soviétiques.

22-24. — AFRIQUE : tournée en Tanzanie, Zambie, Mozambique, de M. Podgorny. C'est la première fois qu'un chef d'État soviétique se rend en Afrique noire.

23. — FRANCE : assassinat de Timonin, meurtrier, le 25 février 1972, du militant maoïste Pierre Overmyer. L'attentat est revendiqué par les « moyens armés pour l'autonomie populaire Pierre Overmyer ».

25. — FRANCE : élection de M. Chirac comme maire de Paris.

26. — ITALIE : réunion à Rome des chefs d'État et de gouvernement de la C.E.E. pour le vingtième anniversaire du traité de Rome.

27. — ESPAGNE : collision entre deux Boeing-747 sur l'aéroport de

Santa-Cruz-de-Tenante : cinq cent soixante-quinze morts ; soixante-cinq blessés.

29-30. — U.R.S.S. : échec de la première visite de M. Cyrille Vassilov. M. Brejnev rejette les deux propositions américaines pour la conclusion d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques.

30. — FRANCE : formation du deuxième gouvernement Barre, qui comprend quinze ministres, dont sept seulement deux nouveaux : M. Peyrefitte (R.P.R., Justice) et M. Monory (senateur centriste, Industrie, Commerce et Artisanat). Les trois ministres d'État : M. Giscard d'Estaing, Lecanet (C.D.S.), Foulatowski (R.L.) s'en vont. MM. Durafour et Brousse, battus aux municipales à Saint-Etienne et Béziers, et Mme Giroud battue à Paris, quittent le gouvernement.

31^{er} avril. — ISRAËL : visite de M. de Guiringaud. Selon les deux parties, les entretiens ont consacré la « normalisation » des relations entre Paris et Jérusalem.

30-31. — MOZAMBIQUE : réunion à Maputo, sous la présidence de M. Nhamitanga, de la Conférence internationale de l'ONU pour le soutien aux pays du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie. Une centaine de délégations d'États et de mouvements de libération sont présents.

17. — FRANCE : réunion au « sommet » des dirigeants des partis signataires du programme commun pour engager des négociations sur l'actualisation de ce programme. Un groupe de travail, composé de cinq représentants de chaque parti, est mis en place.

17. — ISRAËL : élections législatives remportées par la droite nationaliste. M. Menahem Begin, président du Likoud, première formation de droite, est appelé à former le gouvernement. Défaite des travaillistes, qui occupaient le pouvoir depuis la création de l'État d'Israël, en 1948.

19. — FRANCE : création à Paris du parti républicain (R.P.), qui succède à la Fédération nationale des républicains indépendants. Son secrétaire général est M. Solson.

19-20. — AUTRICHE : rencontre à Vienne entre M. M. Mondale et Vorster, les États-Unis mettent en garde l'Afrique du Sud contre sa politique raciale.

19-21. — SUISSE : rencontre Vassier-Groumko sur les armements stratégiques à Genève. Des progrès ont été accomplis pour la poursuite et la « conclusion rapide » des négociations SALT.

22. — PAYS-BAS : prise d'un train et d'une école par des extrémistes maoïstes dans le nord du pays. Plus de cent cinquante personnes sont détenues en otage. Les cent deux enfants de l'école seront relâchés.

JUIN

JANVIER	MARS	MAI	JUIN	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
1. — Emmanuel Aubert, P.D.O. du « Parisien Libéré ».	1. — Marcel Duhamel, traducteur et écrivain.	1. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	1. — Roberto Rossellini, cinéaste italien.	1. — Jean Rostand, de l'Académie française, poète français.	1. — Henry Rey, ancien ministre.	1. — René Goscinny, scénariste de bandes dessinées.	1. — René Goscinny, scénariste de bandes dessinées.
2. — Errol Garner, pianiste de jazz américain.	2. — Jan Patocka, philosophe tchécoslovaque.	2. — Tibor Déry, romancier hongrois.	2. — Vladimir Nabokov, écrivain russe.	2. — Leopold Stokowski, chef d'orchestre américain.	2. — Félix Gounod, ancien président du Conseil.	2. — Giorgio La Pira, ancien maire de Florence.	2. — Alexis Stakhanov, ancien mineur de choc soviétique.
3. — Henri Langlois, fondateur et animateur de la Cinéma-tèque française.	3. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	3. — Pierre Abelin, vice-président du C.D.S., ancien ministre.	3. — Modobo Keita, ancien président du Mali.	3. — Maria Callas, cantatrice grecque.	3. — James Cain, écrivain américain.	3. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	3. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
4. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	4. — André Nio, romancier, actrice et chanteuse.	4. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	4. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	4. — Robert Lowell, poète américain.	4. — Henry Rey, ancien ministre.	4. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	4. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
5. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	5. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	5. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	5. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	5. — Robert Lowell, poète américain.	5. — Henry Rey, ancien ministre.	5. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	5. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
6. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	6. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	6. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	6. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	6. — Robert Lowell, poète américain.	6. — Henry Rey, ancien ministre.	6. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	6. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
7. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	7. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	7. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	7. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	7. — Robert Lowell, poète américain.	7. — Henry Rey, ancien ministre.	7. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	7. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
8. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	8. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	8. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	8. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	8. — Robert Lowell, poète américain.	8. — Henry Rey, ancien ministre.	8. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	8. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
9. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	9. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	9. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	9. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	9. — Robert Lowell, poète américain.	9. — Henry Rey, ancien ministre.	9. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	9. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
10. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	10. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	10. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	10. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	10. — Robert Lowell, poète américain.	10. — Henry Rey, ancien ministre.	10. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	10. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
11. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	11. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	11. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	11. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	11. — Robert Lowell, poète américain.	11. — Henry Rey, ancien ministre.	11. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	11. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
12. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	12. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	12. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	12. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	12. — Robert Lowell, poète américain.	12. — Henry Rey, ancien ministre.	12. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	12. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
13. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	13. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	13. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	13. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	13. — Robert Lowell, poète américain.	13. — Henry Rey, ancien ministre.	13. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	13. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
14. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	14. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	14. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	14. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	14. — Robert Lowell, poète américain.	14. — Henry Rey, ancien ministre.	14. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	14. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
15. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	15. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	15. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	15. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	15. — Robert Lowell, poète américain.	15. — Henry Rey, ancien ministre.	15. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	15. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
16. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	16. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	16. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	16. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	16. — Robert Lowell, poète américain.	16. — Henry Rey, ancien ministre.	16. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	16. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
17. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	17. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	17. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	17. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	17. — Robert Lowell, poète américain.	17. — Henry Rey, ancien ministre.	17. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	17. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
18. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	18. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	18. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	18. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	18. — Robert Lowell, poète américain.	18. — Henry Rey, ancien ministre.	18. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	18. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
19. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	19. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	19. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	19. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	19. — Robert Lowell, poète américain.	19. — Henry Rey, ancien ministre.	19. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	19. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
20. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	20. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	20. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	20. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	20. — Robert Lowell, poète américain.	20. — Henry Rey, ancien ministre.	20. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	20. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
21. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	21. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	21. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	21. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	21. — Robert Lowell, poète américain.	21. — Henry Rey, ancien ministre.	21. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	21. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
22. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	22. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	22. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	22. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	22. — Robert Lowell, poète américain.	22. — Henry Rey, ancien ministre.	22. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	22. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
23. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	23. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	23. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	23. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	23. — Robert Lowell, poète américain.	23. — Henry Rey, ancien ministre.	23. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	23. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
24. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	24. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	24. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	24. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	24. — Robert Lowell, poète américain.	24. — Henry Rey, ancien ministre.	24. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	24. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
25. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	25. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	25. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	25. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	25. — Robert Lowell, poète américain.	25. — Henry Rey, ancien ministre.	25. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	25. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
26. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	26. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	26. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	26. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	26. — Robert Lowell, poète américain.	26. — Henry Rey, ancien ministre.	26. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	26. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
27. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	27. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	27. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	27. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	27. — Robert Lowell, poète américain.	27. — Henry Rey, ancien ministre.	27. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	27. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
28. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	28. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	28. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	28. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	28. — Robert Lowell, poète américain.	28. — Henry Rey, ancien ministre.	28. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	28. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
29. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	29. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	29. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	29. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	29. — Robert Lowell, poète américain.	29. — Henry Rey, ancien ministre.	29. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	29. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
30. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	30. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	30. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	30. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	30. — Robert Lowell, poète américain.	30. — Henry Rey, ancien ministre.	30. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	30. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
31. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.	31. — Dzemal Bijedich, chef du gouvernement fédéral yougoslave.	31. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.	31. — Ernest Bloch, philosophe allemand.	31. — Robert Lowell, poète américain.	31. — Henry Rey, ancien ministre.	31. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.	31. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.



it la justice

provoquée

le re EOT

04 75

RNALE

LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

JUILLET

1. — ARABIE SAOUDITE : hausse de 5 % du prix du pétrole saoudien et de la Fédération des Emirats arabes unis.
2. — ITALIE : accord à Rome entre le P.C.I., la démocratie chrétienne et les quatre autres partis constitutionnels sur un programme de gouvernement.
3. — FRANCE : visite du lieutenant-colonel Ibrahim Mohamed El Hamdi, président de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord).
4. — FRANCE : signature par le C.E.A. d'un important accord de coopération avec la R.F.A. sur les surrogences.
5. — PAKISTAN : coup d'État militaire dirigé par le général Ziaul Haq, qui renverse M. Bhutto, placé en « détention préventive ».
6. — ALBANIE : démission de la doctrine chinoise des « trois mondes ».
7. — FRANCE : publication par le conseil d'administration d'un document qui met en garde contre le marxisme. La Commission épiscopale du monde ouvrier publie une note sur « Foi et marxisme en monde ouvrier ».
8. — FRANCE : discours à Carpentras de M. Giscard d'Estaing qui invite la majorité à mettre en œuvre, sous l'autorité de M. Barre, un « programme d'action pour la légalité » et stigmatise le programme communiste.
9. — FRANCE : libération de M. Revell-Beaumont, directeur général de Fiat-France, après quatre-vingt-neuf jours de détention.
10. — FRANCE : conférence de presse de M. Mitterrand qui annonce la signature d'un accord de coopération avec le P.C. et le P.S. sur le programme commun.
11. — FRANCE : bilan officiel du chômage à la mi-1977 : un million cent cinquante mille chômeurs.
12. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
13. — FRANCE : bilan officiel du chômage à la mi-1977 : un million cent cinquante mille chômeurs.
14. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
15. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
16. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
17. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
18. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
19. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
20. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
21. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
22. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
23. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
24. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
25. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
26. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
27. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
28. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
29. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
30. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
31. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.

AOUT

1. — CHYPRE : mort subite de Mgr Makarios. Il est nommé à la tête de l'Église par le président de l'Assemblée, M. Kyprianou, qui sera confirmé dans ses fonctions le 31 août.
2. — IRAN : démission du gouvernement de M. Hoveyda, premier ministre depuis douze ans, qui est remplacé par M. Amouzgar.
3. — PANAMA : accord avec les États-Unis qui renouent à leurs droits pérennels sur le canal. Panama devrait retrouver, en l'an 2000, sa souveraineté théorique sur l'ensemble de son territoire.
4. — IRLANDE DU NORD : voyage de la reine Elizabeth.
5. — AFRIQUE ORIENTALE : voyage de M. de Guiringaud au Kenya, au Zambie, au Mozambique, au Zimbabwe. Il s'agit d'un voyage de courtoisie après des manifestations antiracistes.
6. — CHILI : dissolution de la Dina, police politique instaurée en 1973.
7. — ÉTATS-UNIS : premier vol libre de la navette spatiale américaine.
8. — CHINE : 11^e congrès du P.C. qui s'ouvre à Pékin. Le thème central est la « révolution culturelle ».
9. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
10. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
11. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
12. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
13. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
14. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
15. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
16. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
17. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
18. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
19. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
20. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
21. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
22. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
23. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
24. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
25. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
26. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
27. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
28. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
29. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
30. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.
31. — FRANCE : week-end de contestation à Paris de 50 000 personnes.

SEPTEMBRE

- 1^{er}. — FRANCE : annonce par M. Peyrefitte de la suppression, à compter du 1^{er} janvier 1978, des droits de taxes au maître de justice civile.
2. — SOMALIE : Paris, Londres et Washington ajournent leurs livraisons d'armes à la suite de l'intervention des troupes régulières dans l'opération.
3. — R.D.A. : expulsion vers la R.F.A. d'un nouveau groupe de contestataires. En neuf mois, une centaine d'intellectuels ont dû quitter le pays.
4. — ÉTATS-UNIS : lancement de la sonde « Voyager 1 » qui devrait observer Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans.
5. — FRANCE : signature du manifeste de la majorité.
6. — FRANCE : visite du roi Hussein de Jordanie.
7. — ÉTHIOPIE : rupture des relations diplomatiques avec la Somalie.
8. — FRANCE : approbation en conseil des ministres du projet de budget pour 1978. Le déficit, son déficit sera inférieur à 10 milliards de francs.
9. — FRANCE : exécution à Marseille de Hamed Djandou, condamné à mort le 27 février pour l'assassinat d'une jeune fille après tortures. C'est la troisième exécution capitale depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing.
10. — NORVÈGE : élections législatives remportées de justesse par les partis « bourgeois ».
11. — ÉTATS-UNIS : déclaration du département d'État qui affirme pour la première fois la nécessité d'une représentation palestinienne à la conférence de Genève.
12. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
13. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
14. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
15. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
16. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
17. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
18. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
19. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
20. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
21. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
22. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
23. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
24. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
25. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
26. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
27. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
28. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
29. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
30. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.
31. — FRANCE : visite de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale.

OCTOBRE

- 1^{er}. — PROCHE-ORIENT : déclaration commune américano-soviétique reconnaissant « les droits légitimes du peuple palestinien » et demandant à Israël de se retirer des territoires occupés depuis 1967.
2. — BANGLADESH : tentative de coup d'État : une centaine de morts.
3. — ALGERIE : libération des derniers otages du D.G.S. japonais détourné le 23 septembre par un commando de l'Armée rouge et le gouvernement de Tokyo a cédé aux exigences des terroristes.
4. — YUGOSLAVIE : ouverture à

L'AFFAIRE BAADER

1. — Enlèvement, à Cologne, de Hannu-Martin Schleyer, président du patronat ouest-allemand, dont les quatre gardes du corps sont abattus. Les cinq ravisseurs exigent la libération de onze militants du groupe Baader-Meinhof.
2. — M. Peyot, président de la Ligue suisse des droits de l'homme, est arrêté comme messageur entre la police et les ravisseurs.
3. — Visite de M. Ponsiatowski, ambassadeur de France à Bonn, au ministre de la Justice du gouvernement français.
4. — Arrestation à Paris de M. Klaus Grosse, ancien avocat d'Andreas Baader et de nombreux membres de la Fraction armée rouge. Il avait demandé l'asile politique en France le 11 juillet et était depuis le 13 sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par le parquet de Stuttgart. Le gouvernement de Bonn demande son extradition. Un mandat d'arrêt est délivré contre lui par la cour fédérale de justice de Karlsruhe le 30 septembre.
5. — M. Baader : nouveau gouvernement dans lequel l'histoire occupe huit postes.
6. — RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN : assassinat du colonel Ibrahim El Hamdi, président de la République, et de son père. Un conseil présidentiel de trois membres est mis en place.
7. — FRANCE : visite du maréchal Tito.
8. — ESPAGNE : loi d'amnistie qui permet la libération immédiate de quatre-vingt-neuf prisonniers politiques.
9. — AFRIQUE DU SUD : durcissement de la répression avec la fermeture de deux journaux à la clientèle noire et l'interdiction de dix-huit organisations.
10. — ÉQUATEUR : violents incidents au cours d'une grève des ouvriers de sucreries : près de cent morts.
11. — THAILANDE : coup d'État militaire dirigé par les chefs d'état-major des trois armées. La junte promet des élections pour 1978.
12. — FRANCE : attentat contre les installations de télévision de Pré-en-Pail (Mayenne). Les six auteurs-récepteurs couverts par la Gendarmerie sont défaits.
13. — FRANCE : vente du paquebot « France » à un homme d'affaires saoudien.
14. — MAURITANIE : enlèvement par la Polisario de deux cheministes français travaillant sur la voie ferrée Nouadhibou.
15. — NATIONS-UNIES : condamnation à la quasi-unanimité de l'installation de colonies juives dans les territoires occupés.
16. — FRANCE : première réunion du gouvernement autour de M. Barre pour la définition des « objectifs d'action » pour la prochaine législature.
17. — FRANCE : visite du chah d'Iran.
18. — ALGERIE : ajournement des négociations du représentant français avec des émissaires du Front Polisario pour tenter d'obtenir la libération des huit Français enlevés en Mauritanie.
19. — INDE : violent cyclone sur la côte orientale du pays : près de vingt mille morts.
20. — FRANCE : nombreux attentats dirigés essentiellement contre des locaux de l'O.E.C.F.
21. — GRECE : élections législatives : demi-succès pour M. Karamanlis qui garde la majorité absolue à la Chambre ; importants gains du Pasok (socialiste) de M. Papandréou.
22. — POLOGNE : visite du

2. — Devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, le procureur général Sadon réclame l'extradition de M. Grosse.
3. — Mort à la prison de Munich d'Ingrid Schubert, membre fondateur du groupe Baader-Meinhof. L'enquête conclut au suicide.
4. — « Avis favorable partiel » de la chambre d'accusation de Paris pour l'extradition de M. Grosse. Celui-ci est remis aux autorités allemandes aux premières heures du 17 novembre.

LES PRIX NOBEL

6. — LITTÉRATURE : Vicente Aleixandre, poète espagnol.
10. — PAIX : Amnesty International. Pour 1976, Mmes Corrigan et Williams, deux pacifistes irlandaises.
11. — CHIMIE : professeur Ilya Prigogine (Belgique).
12. — PHYSIQUE : MM. Anderson et John Hasbrouck Van Vleck (États-Unis) et Sir Nevill Martin (Grande-Bretagne).
13. — MÉDECINE ET PHYSIOLOGIE : MM. Guillemin, Schally et Mme Rosalyn Yalow, tous Américains.
14. — SCIENCES ÉCONOMIQUES : professeur Bertil Ohlin (Suède) et James Mead (Grande-Bretagne).

NOVEMBRE

- 1^{er}. — ÉTATS-UNIS : retrait de l'Organisation internationale du travail.
2. — FRANCE : visite de M. Lévesque, premier ministre du Québec, reçu avec un faste exceptionnel.
3. — U.R.S.S. : 90^e anniversaire de la Révolution de 1917.
4. — ÉTATS-UNIS : libération de Mgr Caspelli, chef de l'Église grecque catholique de Jérusalem emprisonné depuis août 1974 pour transport d'armes.
5. — FRANCE : visite du chef de l'État à la marine à Brest.
6. — ÉTHIOPIE : exécution du lieutenant-colonel Atanfu Abate, numéro 2 du régime.
7. — SOMALIE : expulsion des experts soviétiques et rupture des relations diplomatiques avec Cuba.
8. — FRANCE : première réunion du gouvernement autour de M. Barre pour la définition des « objectifs d'action » pour la prochaine législature.
9. — FRANCE : visite du chah d'Iran.
10. — ALGERIE : ajournement des négociations du représentant français avec des émissaires du Front Polisario pour tenter d'obtenir la libération des huit Français enlevés en Mauritanie.
11. — INDE : violent cyclone sur la côte orientale du pays : près de vingt mille morts.
12. — FRANCE : nombreux attentats dirigés essentiellement contre des locaux de l'O.E.C.F.
13. — GRECE : élections législatives : demi-succès pour M. Karamanlis qui garde la majorité absolue à la Chambre ; importants gains du Pasok (socialiste) de M. Papandréou.
14. — POLOGNE : visite du

DÉCEMBRE

2. — AFRIQUE DU SUD : réaction « scandalisée » de Washington après le non-lieu dans l'enquête sur la mort en prison du leader de la Conscience noire Steve Biko.
3. — FRANCE : assassinat à Paris du gardien de l'Amicale des Algériens en Europe. Ce meurtre revendiqué par une organisation Delta est en relation avec la détention des otages français par la Polisario.
4. — ESPAGNE : violentes manifestations à Málaga en faveur de l'autonomie de l'Andalousie : un mort, une trentaine de blessés.
5. — CENTRAFRIQUE : couronnement de l'empereur Bokassa 1^{er}.
6. — AFRIQUE DU SUD : indé-

LA RENCONTRE HISTORIQUE DE JÉRUSALEM

1. — Discours du président Sadate qui se déclare prêt à se rendre à Jérusalem pour discuter avec les parlementaires israéliens des problèmes de paix.
2. — Invitation officielle faite à M. Sadate par M. Begin de se rendre en Israël.
3. — Voyage de M. Sadate accompagné avec deux exceptions : M. Begin et M. Begin.
4. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.
5. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

6. — Devant le Parlement égyptien, M. Sadate invite toutes les parties concernées à venir au Caire pour préparer la conférence de Genève.
7. — ESPAGNE : accord entre le gouvernement et l'opposition sur un programme de redressement économique.
8. — FRANCE : voyage de M. Giscard d'Estaing à Lyon pour la rencontre nationale du troisième Agn.
9. — U.R.S.S. : échec de la session spatiale Soyuz 25. Les deux cosmonautes n'ont pu s'arrêter à la station Saliout 6 lancée le 29 septembre.

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

voit le gel des relations diplomatiques avec l'Égypte.

31. — L'Égypte rompt ses relations diplomatiques avec l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Yémen du Sud.

14. — Ouverture de la conférence de paix en présence de l'Égypte, d'Israël, des États-Unis, de l'O.N.U. Un représentant du Vatican y assiste.

14-18. — Voyage de M. Begin aux États-Unis. Il expose son

« plan de paix » qui prévoit essentiellement l'autonomie pour la Judée et la Samarie et l'autogouvernement des autorités religieuses sur chacun des lieux saints de Jérusalem. Ce plan est accueilli défavorablement dans l'ensemble du monde arabe.

21. — Libération des détenus arabes en Israël.

25-26. — Rencontre Sadate-Begin à Amman : des divergences subsistent sur le problème palestinien, confié à un comité politique.

30. — CONFÉRENCE DE TRIPOLI en présence de l'Algérie, de la Libye, de l'Irak, des Palestiniens, du Yémen du Sud et de la Syrie. L'O.L.P. réaffirme condamner tout règlement négocié. L'Irak n'a pas signé le communiqué commun qui pré-

vo



Le Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

JEU

Mais où sont
les toiles d'antan ?

PONT-AVEN est cette délicieuse petite ville qui a l'orgueil de la peinture et ne sait pas retenir les toiles où les meilleurs peintres ont su retracer son âme. Chaque année, le musée municipal alloue le touriste par des banderoles avantageuses. Le nom de Paul Gauguin s'y inscrit en lettres royales, mais on cherchera vainement, dans ce musée, une seule toile de ce peintre sauvage dont on vous conte pourtant, complaisamment, les couleurs et les mœurs. Pont-Aven souffre d'une « gauguinisme » chronique qui débouche sur un commerce de cartes postales on ne peut plus fructueux. C'est peu, pour être à la hauteur d'une réputation qui fit naguère le tour du monde. Mais où sont les toiles d'antan ? Les Gauguin sont à Moscou, Paris, New-York. Il faut aller que les bourgeois de la Belle Époque se souviennent assez peu d'acquiescer les œuvres d'un artiste qu'ils considéraient comme un voyou sans importance. C'est à la fin du siècle, ne les fréquentant guère. Il préférait la compagnie de la belle Angèle qui était cabaretière, et celle des paysans et des marins. Il n'était pas le seul, au surplus, à promener sa palette sur les bords de l'Avon : il y avait Émile Bernard, Paul Sérusier, Maurice, Moret et beaucoup d'autres. Mais où sont les toiles d'antan ? On peut croire que ces toiles n'étaient pas si loin de la petite ville puisque les hôtels de vente de Brest, Morlaix et Quimper les mettaient régulièrement « sur le marché ». On a vendu tout dernièrement, dans la première de ces villes, quatre toiles splendides de Paul Sérusier, dont « Le Bois d'amour à Pont-Aven » et « Jeune Bretonne sur la colline ». Si fait que l'on trouvera un peu partout les œuvres de l'école dite de Pont-Aven, hormis à Pont-Aven même. Quelques-uns en regrettent qui se demandent sur quel patrimoine la cité pourra s'appuyer plus tard pour retenir les visiteurs.

XAVIER GRALL

Ce Loto qui fait courir la France

C'est n'est pas d'hier que les moralistes gémissent ou s'indignent de voir l'État se faire teneur de jeux pour exploiter un vice, disent les plus sévères, à tout le moins une faiblesse, qu'il ne peut ni ne veut réprimer. Mais « quelle est aujourd'hui la puissance sociale qui peut, pour quarante sous, vous rendre heureux pendant cinq jours et vous faire totalement tous les bonheurs de la civilisation ? Le tabac, impôt mille fois plus immoral que le jeu, détruit le corps, attaque l'intelligence, il hébète une nation ; tandis que la Loterie ne cause pas le moindre malheur de ce genre ». C'est à Béziers que nous devons cette caution bourgeoise (et posthume) donnée au Loto d'aujourd'hui (1). Ne causait-il, écrit-il exactement (et avec une pointe de regret) en 1842. Le gouvernement de Louis-Philippe avait mis fin, en 1838, à la Loterie royale qui, établie en 1776, avait traversé sans encombre soixante ans de tourmente politique. En dépit de son titre, cette Loterie royale était plus proche du Loto de 1976 que la Loterie telle que nous la connaissons, et plus proche encore d'un « tiers » sans chevaux. On la tirait de cinq jours en cinq jours, à Bordeaux, à Lyon, à Lille, à Strasbourg et à Paris. La « roue de Paris » était la plus importante, revenait le 25 de chaque mois ; les billets en étaient vendus comme le sont aujourd'hui ceux du Loto, du 20 au 24, à minuit. Dès 10 heures, le 25, « un attroupement de mille personnes se pressait, rue Neuve-des-Petits-Champs », devant la liste affichée des numéros gagnants. La mise minimale était de 2 francs-or : le salaire journalier d'un ouvrier très dévoué, environ 50 francs d'aujourd'hui. Le joueur pouvait rechercher, en même temps, pendant vingt ans, comme l'un des personnages de Balzac, un « tiers » (c'est-à-dire un tiers de la mise, soit 2,1 % ou 1,4 %, chacun a sa statistique).

La mise moyenne a hésité entre 827 et 948 F, pour se stabiliser à 880 F, puis à 9 F. On ne « flambe » pas au Loto ; on y laisse régulièrement une partie de risée. C'est bien à l'écoulement très rapide du nombre de joueurs que le Loto doit son triomphe. A mesure que les centres et les points de vente se multiplient dans toute la France, le nombre de bulletins sortis passe à 3 millions par tirage en février, dépasse les 4 millions en mars, les 5 millions en juin ; une pause durant l'été (le Loto est un « lot »), puis un regain en septembre et les 6 millions sont atteints en octobre, dépassés en novembre. Au dernier tirage en date (celui du 21 décembre), un peu plus de 6 millions de bulletins ont été soustraits, et c'est sans doute autour de ce chiffre que se fera le plein du Loto. La mise moyenne a hésité entre 827 et 948 F, pour se stabiliser à 880 F, puis à 9 F. On ne « flambe » pas au Loto ; on y laisse régulièrement une partie de risée. C'est bien à l'écoulement très rapide du nombre de joueurs que le Loto doit son triomphe.

Et aussi à un calcul psychologique heureux, sinon moral, diront les censeurs. Pour le comprendre, on peut se représenter le système du « jeu d'État » en France comme un triangle dont deux angles étaient déjà occupés, l'un par la Loterie nationale, l'autre par le P.M.U. (essentiellement par le tiers), et dont le troisième, sans doute le plus fructueux, l'a été en 1976 par le Loto. Le plus fructueux parce que le plus « juste » et en définitive le plus humain, abstraction faite une fois pour toutes des considérations de morale sociale. Jacques Cellard, (Lire la suite page 15.)

Au fil de la semaine

Où, oui, on le sait ; on ne cesse de nous le répéter, et nul ne peut l'ignorer : les femmes n'ont pas, dans la vie publique française, la place qui leur revient. C'est à dire, elles ne sont pas « au » Parlement en 1945 ; elles ne sont pas « au » quinquante aujourd'hui. C. 1936 à 1974, en près de quarante ans, on n'a comblé que neuf femmes dans les gouvernements, trois sous chaque République, et elles ne sont encore que quatre aujourd'hui, parmi trente-quatre hommes. Dans les conseils municipaux, les conseils généraux, c'est pire : alors que les femmes représentent 25 % du corps électoral, elles n'occupent que 1,6 % des sièges, à moins que ce ne soit 2,1 % ou 1,4 %, chacun a sa statistique.

Où, tout cela, nous le savons bien, puisqu'il ne se passe pas de jour ou presque, sans que ces chiffres, et bien d'autres nous soient assénés, à l'appui de réquisitoires virulents, de démonstrations définitives, qui s'échangent entre eux, les uns et les autres, en chœur d'une même voix : « Il faut que ça change ! » Et cela change, en effet, mais dans le mauvais sens. En période pré-électorale, comme en ce moment, la litanie devient obsessionnelle.

Madame le...

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Premier élément du débat, une donnée sûre, dix fois mesurée, cent fois vérifiée : les femmes ne votent pas toutes, et il s'en faut de beaucoup, pour les femmes. Faut-il croire qu'elles n'aiment pas leurs coreligionnaires, qu'elles n'ont pas confiance, les jugent « a priori » plus changeantes, plus fragiles, moins capables ? On peut, certes, incriminer la tradition, l'éducation, les usages et la société, bref les hommes, et plaider que le pouvoir masculin les a conditionnées au point de leur inspirer une méfiance à l'égard de leur propre sexe, un complexe d'infériorité, si on les juge l'homme plus fort, plus intelligent, plus habile. Il reste que le premier changement que les femmes, si promptes à se plaindre de n'avoir pas leur place dans la vie publique, devraient rechercher, c'est dans l'esprit des femmes, dans leur vision d'elles-mêmes, qu'il convient d'abord de le poursuivre. « Je ne fais pas de politique. C'est l'affaire des hommes », entend-on dire bien souvent. Et si l'on a au moins selon les conceptions du sexe, qui, d'ailleurs, n'en donne plus, de leurs proches ou de leur mari, elles sont loin encore, très loin, du secret de l'histoire, de s'effrayer de ces tentatives au point de donner la préférence à des candidates, leurs semblables, leurs sœurs.

Plus étrange : quand on passe en revue les femmes qui sont considérées comme ayant réussi en politique, celles qui ont obtenu un mandat parlementaire en particulier, force est de constater que le plupart ne sont pas féministes. En termes familiers, on entend même dire, et par les femmes elles-mêmes, que « cette femme-là, c'est un homme ». Ce genre de formule suscite immédiatement, et à bon droit, l'accusation de sexisme, quand elle est lancée par un homme. Sont-ils donc si satisfaits d'eux-mêmes, qu'ils n'imaginent pas de plus grandes louanges envers certaines femmes que d'admettre une « flatteuse ressemblance » ? Mais ce sont aussi les femmes qui le disent, et dans leur bouche, la remarque peut revêtir plusieurs significations opposées. L'éloge est, en effet, à double tranchant, et, après tout, mieux vaut pour une femme être ce qu'elle est que de se voir ainsi élevée — ou abaissée ? — à l'éminente dignité de mâle.

Ces remarques ne valent guère pour les femmes conseillères municipales et même conseillères générales : dans ces assemblées-là, on aime bien montrer précisément qu'on n'est pas sexiste, en faisant place à deux ou trois femmes. Pas trop quand même, mais juste ce qu'il faut, de la même façon qu'il était jadis convenu, dans les gouvernements de la IV^e République, au temps de feu l'Union française, d'avoir un ou deux ministres noirs, pour montrer qu'on n'était pas raciste. D'ailleurs, on est bien tranquille : aux conseillères, on confiera les enfants, les malades, les vieux, c'est-à-dire des tâches d'assistantes sociales — n'est-ce pas leur lot dans la vie ? — et on restera entre hommes pour les affaires sérieuses.

Une femme maire, c'est déjà plus rare et plus difficile à faire admettre. Il y en a cependant, mais pas beaucoup, et jamais dans les grandes villes. Au village, dans la petite cité, exceptionnellement, elles réussissent aussi bien que les hommes, surtout si elles sont, ajoute-t-on aussitôt, bien entourées, bien secondées.

Une femme ministre, c'est autre chose. Là encore, leurs attributions seront, sauf rares exceptions, limitées à la famille, à la santé, au panier de la ménagère, à l'école, voire à la condition féminine. En principe, elles sont nommées et non élues, quitte à être cherchées par la suite à obtenir un mandat. Elles restent donc marginales dans la classe politique, où leur manque le label que constitue le sacre du suffrage universel. On juge certains choix curieux, d'autres, ma foi, heureux, mais, de toute façon,

tout cela est bien loin, et on s'en moque.

Restent donc les femmes députées ou sénateurs, actuellement au nombre de quatre. Qui sont-elles, et comment sont-elles entrées au Parlement ? Aux élections de 1973, sur 3 023 candidats, on comptait 200 candidates, soit 6,6 %. Huit avaient été élues (1). Toutes avaient pour suppléants des hommes. Deux d'entre elles, entrées au gouvernement dès 1973, ont donc laissé leur siège à un homme (2). Quatre autres femmes sont devenues députées en cours de législature, toutes succédant à des élus dont elles étaient suppléantes (3), et l'une d'elles est devenue à son tour suppléante d'un élu (4). Pour être complet, il faut ajouter qu'une femme a siégé temporairement à l'Assemblée, en 1976 (5). Ce qui fait, à ce jour, neuf femmes au Palais-Bourbon, tandis que cinq sont sénateurs, l'une d'elles — seule dans ce cas — présidant un groupe parlementaire (6). Huit votent avec l'opposition, six avec la majorité. Le parti communiste compte six élus ; les réformateurs et le R.P.R., deux ; les autres partis (P.S., radicaux de gauche, radicaux-socialistes, P.R.), chacun une. Et c'est tout.

Mais, surtout, les « députettes », comme disent leurs collègues masculins — on n'est pas plus galant ! — et les femmes sénateurs ont dû franchir les mêmes obstacles que les hommes, mais autrement élevés, autrement difficiles. Qu'en on juge.

Si la candidate est jeune, elle manque évidemment d'expérience. Si elle est jeune et célibataire, cela devient hautement suspect : on lui prêterait une foule d'aventures qui, chez un homme, feraient sourire d'un air entendu, mais qui, attribuées à une femme, la feraient sévèrement juger. A moins qu'elle ne soit laide, vraiment laide : que voulez-vous, elle n'a pas de vie privée, concédant-on, alors elle s'ennuie, et, en se présentant, elle cherche à se distraire.

Est-elle mariée ? Si elle n'a pas d'enfant, on se demandera pourquoi, et on ajoutera qu'elle ne peut pas connaître les problèmes des familles. Si elle en a, le verdict sera sans appel : elle ferait mieux de s'occuper de ses enfants et de son mari, voire, si elle est moins jeune, de ses petits-enfants.

Le métier, aussi. Une femme qui ne travaille pas : « Que peut-elle comprendre à nos affaires ? » disent ceux qui travaillent. Elle a un métier. Peuh ! Ce n'est pas sérieux, ce n'est pas un vrai travail, c'est pour s'occuper ou pour gagner le superflu. Mais qu'il s'agisse

justement d'un « vrai » métier, alors c'est le déshonneur. Les hommes se sentent vaguement humiliés : une femme qui commande, ils n'aiment pas cela. Et les femmes vaguement jalouses : « Elle a eu de la chance, elle a pu faire carrière, elle. Moi, mon mari ne l'aurait pas admise, et puis il y a les enfants... »

Electricité depuis une trentaine d'années tout juste, incapables juridiques rangées par le code entre les fous et les mineurs il y a quelques années à peine, voilà qu'elles prétendent parler en notre nom, voilà qu'elles veulent gouverner ! Le sentiment différé, mais puissant, d'être sous-représentées, par un élu ou rabais, explique, s'il ne le justifie évidemment pas, le recul de beaucoup d'hommes et de davantage de femmes, électeurs et électrices, devant une candidature féminine. Le premier résultat de cette attitude est que, n'ayant nulle envie de perdre des sièges, les élus — majors politiques qui distribuent les investitures et les places répugneront à choisir des femmes qui porteront, du seul fait de leur sexe, un handicap supplémentaire.

Soyons clairs. Il ne sert à rien d'incriminer les hommes, ces tyrans, qui défendent pieds et griffes leur primauté, presque leur exclusivité, contre les femmes, leurs victimes. A rien non plus de s'en prendre aux femmes si, au niveau du grand nombre, elles n'ont pas confiance dans leurs semblables. Il a fallu un siècle et demi pour que le droit de vote, envisagé dès la Révolution, finisse par être arraché par les femmes en 1945. En dépit de l'accélération de l'histoire, croit-on qu'il suffirait de trente ans pour qu'elles obtiennent la place qui devrait être la leur dans la vie publique ? C'est dans les esprits, dans les jugements, dans les mœurs d'abord, qu'il faut leur faire cette place, dans l'esprit des hommes comme dans celui des femmes, et ce ne sera pas aisé, ce sera long.

(1) Mmes Chabanet, Constant et Morvan (P.C.), Thérèse-Peterson (rad. de g.), Fritsch (rad.), de Hauteclouque et Fiori (U.D.R.), Dienbach (app. U.D.R.). (2) Mme Suzanne Floux a été remplacée par M. Jean Gryn. Mlle Marie-Madeleine Dienbach par M. André Glion. (3) Mme Crispin (rad.) et Mme Stéphan (P.S.) ont succédé à M. Boas et Bonnet, devenus membres du gouvernement ; Mme d'Harcourt (R.P.R.) a remplacé M. Perrot, devenu président du Conseil constitutionnel ; Mme Missette (R.P.R.) a pris la place de son mari, parlementaire en mission. (4) Mme Missette, secrétaire d'Etat depuis le 1^{er} avril 1977 et dont le siège est ainsi sans titulaire. (5) Mme Tizé, suppléante de M. Tiberi, de janvier à novembre 1976. (6) Mme Gottmann, présidente du groupe parlementaire communiste, Mmes Luc et Perleau (P.C.), Bagnoli (P.S.) et Gros (non-inscrit rad.).

SOUVENIR

Les absents du Struthof

Vu d'ici, le monument de la déportation, grande voûte de pierre hissée sur un emplacement enfoncé, paraît tout petit. Depuis ce versant lointain, c'est une simple virgule blanche posée sur le tableau bleu des forêts. Même si elle ne s'était éteinte, voilà plus de trente ans déjà, la plainte du camp de la mort, avec ses gémissements, ses stridences, ne parviendrait pas jusque sous cette voûte. C'est l'automne. Sous les arbres, on croit entendre les feuilles se détacher, et de temps en temps un gland de chêne s'abat avec fracas.

La déportation, « accident de l'histoire », a-t-on dit. Devant l'énormité de l'accident, on est tenté de renverser les termes de la définition. Et si l'histoire elle-même n'était qu'un accident ? Un bouillonnement d'écume à la surface d'un globe en fusion, une agitation d'insectes enfoncés dans la loi de leur espèce ? Les fourmillières, cette année, sont de taille. Celle-ci, tout près, fait bien plus d'un mètre, quarante fois moins, quand même, que le monument sur l'autre versant où je serai bientôt. A midi, en ce dimanche tiède de décembre, je serai au pied du monument comme un marin au pied de son mât. La voûte de pierre, impeccablement taillée, se détache sur un ciel de Provence ; la pierre a la blancheur d'un mas. Autour de la dalle du « déporté inconnu », la base du mémorial fait un arc de cercle où les chuchotements du vent sont amplifiés comme dans une conque. Jadis, sur ce versant nord, des hommes déchamés grelottaient sous les zébrures de leur uniforme. Non loin du camp se trouve l'ancienne carrière de granit où travaillèrent les détenus.

En ce dimanche-ci, sur le bord de la route qui sépare le camp de la carrière, un amateur de deltaplane, entouré de sa troupe de curieux, prépare méticuleusement son ascension et bientôt s'élève au-dessus des têtes levées et des cous tendus. La brise est bonne. On la sent au soi où elle fait osciller la paille blonde des hautes herbes. Ici ne paraît pas craindre le soleil ; allant et venant régulièrement sur son aile bariolée, il le coupe hardiment en tranches inégales. D'un côté donc, un camp d'extermination, de l'autre, un divertissement dominical, et cela sans le moindre respect, sans la moindre volonté de profanation. L'oubli pousse naturellement, comme les orties.

Un silence minéral

Dans la carrière de granit, c'est le silence minéral de blocs inertes, pachydermes endormis dans la rouille des fougères, petite manière trapue accompagnant les épilobes aux vilaines filiformes et les genties à présent noires. Dans le cercle des collines, c'est l'indifférence végétale diversement habillée : les sapins que les doigts caressent de loin — on dirait des tapis de billard, — sapins toujours jeunes au milieu de feuillus moribonds, en jaune, ocre, brun, lie-de-vin. Aucune meurtrissure visible sur ce comble des Vosges pourtant riches en champs de bataille ; aucun arbre déchiqueté par les obus, aucune fibre étalée ou incrustée d'éclats. Les sauteurs de la vallée, me confirme un bûcheron, ne rachignent pas à scier du bois provenant de cette montagne. L'horreur de la bataille — car c'est toujours l'homme contre l'homme — s'est fait infiltrer sous terre, au-dessus de la surface, sur les anfractuosités plates, formes des baraquas, sur les paliers des escaliers en granit, sur l'aire propre où se dressent encore aujourd'hui la potence.

La fascination du lieu, mélange d'attrance et de répulsion, est malsaine. On y succombe malgré soi car on ne peut choisir ses émotions. La délectation morbide est d'ailleurs renforcée par un goût piquant d'antithèse : le décor est en contradiction absolue avec le drame qui s'y est joué, soigneusement soustrait au regard du monde. Le site est beau ; la pente, élégante, pourrait être celle d'un grand hôtel, l'agencement des baraquas, celui de jardins d'agrément. Tout autour, on a planté généreusement depuis la fin de la guerre. Pour un peu, les sapins, si on les laissait faire, s'approcheraient du camp et supplanteraient les poteaux de l'encelaste.

La matière noble du bois aura servi à bon nombre d'infamies dans l'histoire des hommes : bois de la potence, du cheval, de la cage, bois de la croix. Ici, les entrecroisés, certes reconstruits, sont bien faits, les planchettes de la guérite se chevauchent proprement, comme des bardeaux.

PIERRE MEYER.

(Lire la suite page 15.)

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LA CHUTE DE LA PRISON

De un an à douze mois de prison

Le quotidien de Bruxelles, LA LIBRE BELGIQUE, publie ce conseil à ses lecteurs :

« On croit rêver en apprenant que, dans l'administration pénitentiaire, et en application très stricte des lois, il y a une différence de cinq jours entre un an de prison et douze mois de la même peine. »

« L'article 25 du code pénal a précisé très clairement que la durée d'un mois de prison est de trente jours ; par contre, le même code n'a rien précisé concernant la durée d'une année, et on doit en déduire qu'il s'est référé à l'année civile. »

« Si vous risquez un an de prison ou davantage, essayez de faire libérer la condamnation en mois : vous y gagnerez cinq jours par an. »

« La précaution est particulièrement utile les années bissextiles, où le compte en mois fait gagner six jours. Retenez bien cela pour 1980 et 1984 : ça peut toujours servir. »



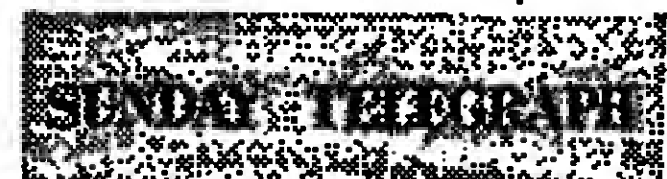
La cuisine qui réchauffe le cœur

Les Américains sont devenus des fanatiques de la bonne cuisine, raconte l'hebdomadaire TIME. Il suffit, pour s'en assurer, de voir les rayons d'alimentation des grands magasins « Chez Macy's », à New-York, on trouve deux cents variétés de fromages, cent de confitures, cinquante de pain, une douzaine de café et quarante de thé ; à Seattle, sur la côte ouest, Truffles vend des truffes fraîches, 32 espèces de pâtes, 45 de miel, 750 de vins. (...) Les plats « dans le vent » ont été successivement le chichetebab, le steak tartare, la fondue, le boeuf bourguignon, la paëlla, le coq au vin, la sole meunière et les trilles à la mode de Caden. Aujourd'hui, les cuisines indienne, indonésienne, vietnamienne, chinoise et japonaise sont à l'honneur. (...)

« Un dictionnaire anglais, Terence Conran, auteur de livres de cuisine écrit : « Grâce à Dieu, nous sommes enfin revenus à la situation quasi médiévale où la cuisine est à nouveau le cœur de la maison ». (...) Pour un nombre grandissant d'Américains, elle est redevenue la pièce chaude, follement méublée, où la famille et les amis se retrouvent pour partager les odeurs et le parfum du repas qui mijote et s'en régaler ensemble. (...)

« Le mouvement féministe a joué son rôle dans cette affaire en répétant que la cuisine est aussi la place des hommes. D'ailleurs, beaucoup d'Américains ont déjà l'entraînement du « bonbec » du jardin et étaient tout prêts à transplanter leur talents dans la maison. (...)

« Le docteur Bernard Simon, chef de clinique de chirurgie plastique à New-York, soixante-cinq ans, dit : « A ce stade de ma vie, je préfère donner que prendre. Je trouve que faire la cuisine est une jolie façon de faire un cadeau aux autres. »



Les nouvelles pistes de Heathrow

La station de métro de Heathrow qui, depuis quinze jours, relie l'aéroport à Londres en 40 minutes, fait l'objet d'une surveillance soignée de la police, et pas seulement à cause de terroristes potentiels. Selon THE SUNDAY TELEGRAPH, « des gradés patrouillent discrètement dans les couloirs qui relient la station aux trois terminaux de l'aéroport à la recherche de contrebandiers en planches à roulettes. Parmi les tenants de ce sport, la nouvelle s'est en effet répandue comme une traînée de poudre que les corridors et les rampes d'accès des nouvelles installations sont un paradis pour les « aficionados ». Plusieurs bandes de jeunes ont déjà été priées de renoncer à considérer les nouveaux souterrains de Heathrow comme des pistes de skate-boards. »

EL PAIS

Cercueil hors de prix

La grève des fossoyeurs a posé de graves problèmes à Madrid. Les familles des morts se sont rendues au cortège, avec fleurs et couronnes, au centre de la ville où leur manifestation a été dispersée par la police. L'un des grièvement blessés a ainsi résumé la situation au quotidien EL PAIS :

« Nous voulons des salaires équitables à ceux des ouvriers du bâtiment, c'est-à-dire 15 000 pesetas par mois (840 F.). Nous demandons aussi de meilleures conditions de travail. Bientôt, vers la mi-janvier, vont commencer les exhumations : on déterre des corps pour aller les déposer dans de nouvelles sépultures. Nous sommes obligés de prendre les cadavres à bras-le-corps, et il s'agit souvent de cadavres de plus de cinquante ans. Au bout d'un certain temps, nous retrouvons nos manches de chemise et nous faisons le travail sans prendre aucune précaution d'hygiène. Beaucoup d'entre nous cachent à leur famille ce genre d'activité, par peur de les dégoûter. Et tout cela pour une retraite de 6 000 pesetas (337 F.) par mois : à peine de quoi s'acheter un cercueil ! »

The Japan Times

Les Japonais aussi...

Selon le Livre blanc sur la jeunesse, présenté chaque année par le cabinet du premier ministre et dont le JAPAN TIMES se fait l'écho, 42 % des élèves des classes terminales des lycées japonais regardent la télévision de deux à trois heures par jour pendant la semaine alors qu'en 1956 68 % d'entre eux ne la regardaient que rarement.

« Quarante et un pour cent des « terminales » n'avaient pas lu un seul livre depuis un mois quand l'enquête a été faite en 1976, contre 63 % en 1956. Il y a vingt ans, les journaux hebdomadaires et mensuels étaient les instruments de travail les plus répandus chez les jeunes. Aujourd'hui, les « comités » les dépassent largement en popularité. »

En 1956, de nombreux jeunes interrogés déclaraient que leur but, dans l'existence, était de mener « une vie saine et honnête » ou de se « dévouer au bien de la société ». Aujourd'hui, ils parlent de « vivre avec facilité » ou « de la manière la mieux adaptée à ses goûts ». La plupart des jeunes interrogés veulent cependant « fonder une famille heureuse. »

« Enfin, si les jeunes sont prêts à profiter de l'expérience de leurs parents, ils ne veulent en aucune manière qu'on les force à suivre les mêmes voies. »

En conclusion, le rapport suggère que « les adultes considèrent les jeunes comme une « force sociale vitale du vingt et unième siècle » et « messagers du siècle à venir. »

Lettre de Louisville (Kentucky)

Une odeur de tabac et de bourbon

Le bras de la statue de Louis XVI semble désigner, en un geste gracieux et nonchalant à la fois, l'hôtel de ville situé de l'autre côté de la rue. Cette effigie en pied, sculptée en marbre blanc de Carrare, en 1827, et qui, malgré l'éléance du drapé, pèse ses 13 tonnes, avait été commandée sous la Restauration par la municipalité de Montpeller (Hérault), en guise d'« exploitation » à l'égard du roi guillotiné. En 1830, elle était remise dans un dépôt pour des raisons politiques évidentes. En 1967, le maire de Montpeller découvrit un moyen élégant de se débarrasser de cette encombrante œuvre d'art... en l'offrant à la municipalité de Louisville (Kentucky), qui l'accepta de bon cœur. On eut quelques peines, cependant, à convaincre les édiles de la cité américaine de ne pas procéder à l'installation solennelle de la statue sur son nouveau socle, à l'occasion du 14 juillet, comme ils en avaient d'abord exprimé l'intention...

L'assemblée législative de Virginie avait, à la fin du dix-huitième siècle, la charge d'administrer les nouveaux territoires qui allaient devenir l'Etat du Kentucky. Par gratitude envers Louis XVI, qui venait d'apporter son aide aux treize colonies rebelles contre l'Angleterre, l'assemblée donna, en 1780, le nom de « Louisville » au petit campement de pionniers établi sur la rive méridionale de l'Ohio, à la hauteur de rapides franchissables en bateau (les chutes). L'histoire de ce premier établissement mérite d'être contée. Le général George Rogers Clark descend l'Ohio en 1778 sur des radeaux avec cent cinquante soldats pour attaquer un fort anglais situé plus au nord. Quelques familles de pionniers s'étaient jointes à la petite expédition au grand dam du général qui n'avait pas, en tant que militaire, une estime excessive pour les « pékins ». Clark campe au printemps sur Com-island, une petite île située en l'amont des chutes, aujourd'hui engloutie par l'Ohio, et qui devait son nom au fait que des Indiens y recrutaient du bois sauvage. Clark et sa troupe partent en juin, mais les « pékins », séduits par le site, intéressés par le maïs et le peu d'effort de voir des soldats anglais de trop près, s'installent. En tout, « onze couples mariés, vingt-cinq enfants, quatre célibataires et un esclave noir appelé Caton ». De façon très américaine (le goût du contrat écrit), ils rédigent une charte, élisent des « trustees », c'est-à-dire des mandataires, dont on retrouve encore les noms aujourd'hui, singulièrement multipliés dans l'annuaire téléphonique de Louisville (Harrod, Bullitt, Patton, etc.), se mettent d'accord sur un plan, partageant le terrain en lots et trent ces derniers au

sort au cours d'une loterie publique. Le premier hiver est très dur. Plusieurs enfants et vieillards meurent de froid. Mais l'établissement se maintient. La ville est née.

Les bateliers qui descendent l'Ohio doivent procéder à une rupture de charge à la hauteur des chutes (jusqu'à ce qu'une écluse régularise le cours de la rivière soit construite au milieu du dix-neuvième siècle). Il faut des entrepôts pour les marchandises en transit, des auberges pour les voyageurs contraints à une escale forcée. Des industries annexes, notamment une florissante prostitution, suivent le mouvement.

Les immigrants anglais, écossais, irlandais puis allemands (ces derniers formant peut-être le groupe le plus important numériquement) affluent. Quelques français aussi, au moins dans les toutes premières années. L'origine de ces derniers est triple : il y a les huguenots qui ont fui en Hollande ou en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes et qui, après d'étonnantes péripéties et quelques générations, aboutissent à Louisville. Il y a les colons chassés du Québec par les « maudits Anglais » et qui au cours du « grand dérangement » se sont fixés ici, au lieu de poursuivre leur route vers la Louisiane et la Nouvelle-Orléans. Il y a enfin les émigrés de la Révolution de 1789, ci-devant gentilshommes originaires pour leur vie, bourgeois ruinés ou compromis, ou simples gens que l'ébranlement général de la société s'est incrusté à l'âme.

A Portland et Shippingport, deux faubourgs peu à peu absorbés par la ville, on parle français au début du dix-neuvième siècle. L'enseignement, de même que les sermons, sont délivrés dans cette langue. Jean et Louis Tarascon, qui ont fui la cité méridionale française, même nom per peur de la Révolution, blâment une grande maison de commerce et d'armement fluvial à Shippingport. Leur beau-frère, Jacques Berthoud, construit une meunerie actionnée par le courant de l'Ohio et considérée à l'époque comme une des plus importantes de la région du Midwest.

Une époque du fleuve dévot. Shippingport, en 1832, et Portland et son tour ruinée, en tant que centre commercial, par la construction en 1851 du chemin de fer Louisville-Frankfort-Lexington. Les familles françaises, qui avaient gardé leurs traditions et leur langue dans les faubourgs, sont rapidement assimilées par la culture dominante quand elles s'installent en ville. Le processus est déjà presque achevé au moment de la guerre civile. Mis à part quelques noms de famille, d'ailleurs prononcés à l'anglaise, plus rien ne rappelle aujourd'hui ce lointain passé français.

Les favoris des citoyens de Louisville se partagent entre le Nord et le Sud pendant la guerre civile (les deux présidents, celui de l'Union, Abraham Lincoln, et celui de la Confédération, Jefferson Davis, sont nés dans le Kentucky). Cette ambigüité, qu'explique la géographie, se retrouve aujourd'hui. La ville n'appartient vraiment ni au Sud ni au Middle West. Elle n'a ni la culpabilité du Sud ni les paysages désertiques, générateurs d'émphase, du Middle West, mais mêle les deux traditions, généralement dans ce qu'elles ont de meilleur. Le voyageur yankee (c'est-à-dire originaire du Nord) pourra être abasourdi par le lourd accent du Sud d'un barman local. Les beuveries entre copains, les manifestations sportives, les réunions politiques, en particulier celles du parti démocrate, sont l'occasion d'une débauche d'expressions audacieuses, de grandes tapes dans le dos et d'évocateurs émus des « Good ol' boys » (« braves gars »). On ne ferait pas mieux à Plains (Georgia), une cannette de bière à la main, en compagnie de Billy Carter, le pittoresque frère du président, qui se définit lui-même comme un « redneck » (un « péquenot du Sud »).

A grande bourgeoisie d'affaires de la ville évite en revanche tout ce qui pourrait ressembler à une intonation trop chantante ou trop nasillarde, évocatrice du Sud profond. Les businessmen ont les manières de leurs collègues des grandes villes du Middle West. Louisville est le plus grand centre mondial pour la fabrication de cigares, et l'un des tout premiers pour celle du bourbon et du gin. Il flotte parfois sur les quartiers industriels une odeur de tabac et d'alcool qui monte des distilleries et des manufactures. Les produits de base ne viennent pas de loin. Les champs de blé et de maïs (pour le bourbon) commencent à la sortie de la ville.

Un décret local, avant la seconde guerre mondiale, interdisait les mariages interracialisés, et punissait d'une sévère amende le directeur d'école qui aurait eu l'idée incroyablement de mettre des enfants blancs et noirs dans la même salle de classe. Tout cela semble appartenir à un autre monde. Les règlements racistes ont été abolis, la déségrégation scolaire est strictement et sévèrement appliquée. Mohammad Ali, alias Cassius Clay, qui est né et a grandi dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, presque uniquement peuplé de Noirs, ne se verra pas refuser comme jadis l'accès d'un restaurant « chic » du centre. Le préjugé racial prend des formes plus subtiles. On a fêté la guerre civile. Mis à part quelques noms de famille, d'ailleurs prononcés à l'anglaise, plus rien ne rappelle aujourd'hui ce lointain passé français.

Arrive un pitoyable inconnu, tout apeuré à l'idée que la police le poursuive. On l'entoure avec curiosité : quel crime a-t-il commis ? Tué un Intendant ? Un gérant ? Mieux encore : un land-lord ? Car une auréole entoure toujours la tête de qui lutte contre l'autorité britannique. Non, finit-il par dire : il a tué son père au champ, d'un coup de bêche. Quelle histoire ! On l'invite à rester là comme garçon de cabaret, et Pegeen commence à s'embrasser de lui ; les filles du voisinage viennent le voir, lui apportent des cadeaux. Main-tenant, qu'il est libéré de la tutelle de son père, qui le tyrannise, il prend de l'assurance, devient éloquent et amoureux de Pegeen. La jolité est entrée au village, à la fête duquel Christy est vainqueur dans tous les jeux. Pegeen ne veut plus de Shawn : c'est le poète, le braccioni — Christy — qu'elle veut épouser.

La vérité de l'imagination

titre du tonnerre et un coup de

saoud. Et tous les paysans du coin partagent son sentiment.

En fait, le père de Christy n'est pas plus mort qu'après le premier coup de bêche. Il repartirait encore, délie son fils, qu'on avait attaché avec une corde, et secoue la poussière de ses souliers sur le Mayo ; père et fils vont mener ensemble « une vie de baladins à déviter des histoires jusqu'à l'aube du Jugement dernier » ; mais, cette fois, le père suivra le fils, comme l'esclave palestinien suit un vaillant capi-

la rue à laquelle on avait donné un peu rapidement son nom. Elle traversait un quartier majoritairement blanc.

La cité proprement dite compte 360 000 habitants, et l'agglomération urbaine environ 870 000. Un quart d'entre eux sont noirs. Ils habitent pour la plupart dans le centre ou dans les quartiers ouest (le triste West End). L'Est appartient aux Blancs aisés, qui y tendent leurs vertes pelouses devant leurs confortables maisons particulières. Blancs et Noirs ne se côtoient vraiment qu'aux heures de travail dans le centre de la ville (« Downtown »), que la plupart des résidents aisés ont déserté et où les gratte-ciel des banques et des grands hôtels voisinent avec les taudis et les terrains vagues.

E malin, M. Harvey Sloane, un jeune patricien au sourire kennedien à qui l'on prête, en dépit de son apparente nonchalance, de grandes ambitions politiques, croit possible de réintroduire la vie dans le cœur de la cité. Il termine son mandat à la fin de l'année (il n'est pas rééligible), et se balance dans son fauteuil, entouré du drapou américain et de celui, trappé de trois fleurs de lys (Louis XVI, toujours...), de la ville. Sa confrontation tortueuse lui permet d'exercer sa profession de médecin dans un dispensaire social. La philanthropie traditionnelle n'est pas morte à Louisville, même si elle prend des aspects moins désuets que les ventes de charité de jadis. « Il faut que l'on ait envie de se promener à pied dans le centre. Il faut cesser de raser des bâtiments « anciens » qui sont aussi très remplacés par des parkings », explique M. Sloane.

De fait, à Louisville, on rénove tout ce qui a plus de cinquante ans d'âge. Des entrepôts en brique noircie, près de l'Ohio, ont été pieusement transformés l'un en musée, l'autre en théâtre. Les débris ont été un scandale : ils datent de la fin du siècle dernier. La quatrième rue, traditionnellement la plus animée, a été transformée en « Mall », interdit aux voitures, plantée d'arbres, et agrémentée d'un « bistrot » avec terrasse en plein air. C'est une rupture avec la tradition puritaine qui veut que l'on ne s'exhibe pas, pour boire ou manger, aux yeux des passants (surtout dans le Sud, où l'on craignait l'envie, ou les moqueries, des Noirs). Une vieille dame de Louisville commente ces « innovations » avec nostalgie. Elle évoque le temps lointain où, le samedi soir, garçons et filles roulaient lentement en voiture dans cette rue, pratiquant, de façon traditionnelle pour l'Amérique, l'art éternel de la drague et les rites des premières amours.

DOMINIQUE DHOMBRES.

IRLANDE

Après « le Baladin du monde occidental »

EN juillet dernier, revoyant Belfast et les vaines inscriptions de ses murs : « Brits out ! Peace in ! » (« A la porte les Britanniques ! Vive la paix ! ») ; « Sectarianism kills workers » (« Le sectarisme tue les travailleurs »), je me demandais : Qui apportera un message de paix à cette malheureuse Irlande du Nord ?

Il y a des artisans de paix à Belfast, connus ou inconnus. Mais l'Irlande porte aussi des œuvres, sorties de ses profondeurs, qui ont parfois été reconnues comme irlandaises dans le monde entier avant de l'être chez elle, et qui l'interpelleront en permanence. Aucune n'y a survécu autant de controverses que le Baladin du monde occidental, aucune n'est restée d'une aussi brillante actualité.

On sait que, pendant ses séjours à Paris, John Millington Synge rencontra la révolutionnaire à demi-irlandaise Maud Gonne, adhéra à son Association irlandaise, fondée à Paris à la fin de 1896, puis lui envoya sa démission au printemps suivant. « Je souhaite, écrit-il, alors, travailler à ma façon pour la cause de l'Irlande, et je ne pourrai jamais le faire si je me mets à un mouvement révolutionnaire et à demi-militaire. »

De 1898 à 1902, Synge passa plusieurs semaines chaque été dans la pauvre chaumière d'une famille des fies Aran, au large de Galway ; mais il séjourna aussi dans le Wicklow et dans le Kerry. Il portait le peuple irlandais en lui comme un problème, comme un appel auquel il devait répondre.

Sa réponse dans laquelle il mit le plus de lui-même, c'est le Baladin du monde occidental. Plus je l'écoutais, plus cette pièce me parlait d'aujourd'hui, malgré tout ce qui sépare l'Irlande britannique de 1907 des deux Irlandes de 1977.

Son action se passe dans un misérable cabaret du Mayo, en pleine campagne, ou plutôt en pleine nature. Pegeen, la jeune fille du cabaretier, est plus ou moins fiancée, faute de trouver mieux à Shawn Keogh, un gros jeune homme riche qui possède une troupe de génisses et un beau taureau bleu, mais qui tremble devant le prêtre de la paroisse. Il n'y a plus de Dancien Sullivan pour faire sauter l'œil d'un gendarme, représentant de l'autorité britannique, ni de Marcus Quin pour multiplier les brebis de quelque landlord britannique.

Mais, ô stupéur ! le père du jeune triomphateur parait, la tête enveloppée d'un bandage. Il n'a reçu qu'un petit coup de bêche, et s'est lancé presque aussitôt à la poursuite de son fils. Christy, d'abord terrifié, puis exaspéré d'être traité de menteur par Pegeen, se saisit à nouveau d'une bêche, et se lance à la poursuite de ce père insupportable, dont, un moment après, on annonce qu'il l'a tué. Pegeen va-t-elle revenir vers lui ? Pas du tout : elle vient d'apprendre que l'abbé qui y a entre une his-

toire, Bon débarras, se dit Shawn ; voilà la paix revenue ; maintenant nous pouvons nous marier. Mais Pegeen lui envoie une taloche : « Fiche le camp ! Et elle lance une lamentation : « O douleur ! J'ai perdu le Baladin du monde occidental. »

Pegeen, c'est l'Irlande qui veut et ne veut pas le Baladin du monde occidental, qui aime l'éloquence et la poésie, mais pas les coups de salaud.

Dans cette pièce, impitoyable en apparence, mais ardente, Synge montre qu'il ne tirera pas Pegeen de sa peine. Ni le pleure Shawn, toujours tremblant, ni le baladin, si romantique soit-il, et symbolique du défilé à l'autorité, ne l'ont vraiment aimée telle qu'elle est ; ni le troupeau de génisses et le beau taureau bleu, ni le braconnage, la révolte et l'ivresse verbale ne lui ont, en fin de compte, rien apporté. Entre Christy et Pegeen, la rencontre ne s'est faite que le temps d'un éclair, une rencontre en paroles et en rêve qui leur laissera un éternel regret. La révolte de Christy n'a produit finalement qu'une imitation du père, en substituant une tyrannie à une autre : deux baladins, désormais, parcourront l'Irlande sans le voir.

Pour sa part, Synge regarde son pays bien en face : il aperçoit ses faiblesses, ses incertitudes ; il ne le flatte pas. Comme Keats, il n'est « sûr de rien, si ce n'est de la sainteté de l'affection du cœur et de la vérité de l'imagination. »

RENÉ FRÉCHET

هكذا من الأصل

LES TROUBADOURS SUR TF 1

L'amour fou contre l'Inquisition

Il faut dépasser les dix premières minutes un peu « sèches » (catalogue épais de faits et dates), pour plonger ensuite — et jusqu'à la fin — dans la vie, dans l'effervescence bouillonnante de la poésie médiévale et méditerranéenne. Elle bouillonnait, cette poésie des troubadours. Guillaume IX d'Aquitaine faisait rire son auditoire avec le récit de son expédition désastreuse en tant que Croisé. Amoureux d'une femme appelée Dangereuse, il fut un des grands et des premiers poètes.

Marc Abba, l'enfant trouvé, Beaucard de Ventadour, Ribault d'Orange, Girault de Bornell, les Troubadours — titre donné à l'émission de Jacques Roubaud et Jean-Pierre Frévest — étaient « des rois, des princes, des comtes et des barons, des petits chevaliers, des aventuriers, des orfèvres, des bourgeois, des vauriens ».

Il y eut même des femmes. Invitées de château en château (ils trouvaient Catalogne, en Italie, au Portugal), ils chantaient l'amour fou comme les surréalistes, amour fou, mais parfois chaste. La dame qui invitait son chevalier à passer une nuit avec elle, l'invitait aussi à ne pas dépasser les caresses, épreuve difficile qui devait témoigner de son respect. On dit que l'amour est né au douzième siècle.

Is chantaient la guerre et les croisades. Ils s'en moquaient aussi. La poésie des troubadours, qui a ridé les mœurs de l'époque, pouvait prendre l'apparence d'une satire morale, religieuse, politique. Quand la France royale, prenant prétexte du phénomène cathare, déclenche la croisade contre l'Occitanie, elle pourchasse même les troubadours qui n'étaient pas cathares, mais leur chant d'amour est suspect.

En 1100, Guillaume IX. En

1170, première rencontre internationale des troubadours. Le mouvement, qui atteint son apogée au début du douzième siècle — on en suit les différentes générations et leur évolution — va disparaître en quelques années, au milieu des massacres sanglants et de l'inquisition. L'occupation engage les troubadours à la véhémence. « Ces curés-là sont des tueurs », dit Guiraut Riguer, qui a symbolisé la résistance contre l'homme du Nord, l'homme d'Eglise, le clerc. Ces curés-là méritent que je parle d'eux. Ce sont les pères ennemis de Dieu ! Je n'ai jamais vu pareille race d'authentiques salauds ! » La répression aura raison d'eux.

Les Troubadours, histoire d'un mouvement artistique extraordinaire et méconnu, éclaire une autre histoire, celle des mœurs et de l'histoire tout court. L'Eglise, les pouvoirs. Discours en biais, l'érudition n'est jamais apparente. Il a fallu traduire les poèmes occitans, retrouver les documents (beaucoup sont inédits, les miniatures aussi), restituer la musique. « C'est grâce aux Occitans qu'on a pu retrouver la musique des troubadours », dit Jean-Pierre Frévest, grâce en particulier à l'important travail fait par le Mont Joia ou Marh... L'Association Mont Joia, qui est à Aix, a retrouvé les sonorités arabes, la joyeuseté d'une culture dont les Allemands avaient donné jusqu'à maintenant une lecture austère, proche, du chant grégorien. Leurs chants à variations infinies nous ramènent au présent (au mouvement occitan), les pastourelles et joutes, la dramatisation de certaines scènes font vivre une histoire que l'on voit d'habitude dans le brouillard empoissé des manuscrits.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 21 h. 55.

LES LOIS DU FEUILLETON

A propos d'« Au plaisir de Dieu »

D E 1906 aux années 50, un aristocrate français, issu d'une grande famille légitimiste, « qui n'a pas participé au pouvoir depuis 1830 », tente de maintenir, dans son château de province, une idéologie de classe, une manière de vivre traditionnelle et l'unité de son clan. Mais au fil du temps, et des changements inéluctables de l'histoire, tout s'effrite, puis s'effondre, chez ces nobles qui avaient pour devise « Au plaisir de Dieu ».

A certains égards, *Sosthène de Plessis-Vaudreuil*, le patriarche, ressemble au « Guépard » siennois dont Luciano Visconti peignit magistralement la décadence, au seuil de temps nouveaux pour l'Italie du dix-neuvième siècle. Mais Visconti plaçait sa reconstitution historique dans l'ère d'une analyse marxiste, « Au plaisir de Dieu », feuilleton en six films d'une heure trente présenté par TF 1 pour les fêtes, ne prend pas cette distance. Cela ne gêne pas un public friand de saga familiale et qui fait à celle-ci le même succès qu'aux « Gens de Mogador » (pour ne citer que cet autre feuilleton déjà réalisé par Robert Mazoyer). La critique, par contre, s'est séparée en deux camps. « Pour » à droite et « contre » à gauche.

Un homme de droite

Les aristocrates que fait revivre Mazoyer sont moins en cause que leur mémorialiste, Jean d'Ormesson, auteur du roman adapté. Pour libéral qu'il soit et se dise, l'ancien directeur du *Figaro* n'en est pas moins un homme de droite. Et les personnages de sa propre famille ont inspiré ceux d'« Au plaisir de Dieu ». Voilà bien de quoi provoquer, à gauche, plus que des réticences. L'œuvre d'un inconnu ou d'un simple écrivain de romans populaires n'aurait pas été accueillie de cette façon.

Et si cette querelle était vaine ! Si les lois du feuilleton étaient plus fortes que les préjugés idéologiques ! On n'a pas assez remarqué que Paul Savatier, l'adaptateur, avait adroitement transformé le roman de Jean d'Ormesson en une série de scènes et d'épisodes où c'est le temps, le rapport au monde extérieur, qui fait prendre la distance entre *Sosthène* et les valeurs auxquelles il se raccroche malgré tout. On n'a pas assez remarqué — faute peut-être d'avoir suivi le feuilleton comme il devait l'être — que les personnages étaient des types dotés d'une psychologie narrative et qu'ils incarnaient, dans

leur ensemble, le destin d'une famille traversant l'histoire de la France, à la fois prise dans les événements et dans les passions des individus. Tout feuilleton « de famille » répond à ces règles et « *Sosthène de Plessis-Vaudreuil* », de Jean Herman et Gilles Grangier (d'après le roman de René Fallet) sur Antenne 2, situé en milieu populaire, obéit grosso modo à la même technique descriptive et narrative.

Chasses à courre, châteaux et salons

Le public ne s'y trompe pas. Il ne s'attendait pas sur les chasses à courre, les châteaux et les salons. Il y retrouve une manière de vivre qui a existé, comme les bals et les cérémonies à la cour de Versailles. Mais il s'intéresse au choc des caractères et de l'histoire. Qu'en 1906 un duc ait été antidreyfusard et ait défendu l'épée de son village contre les « inventaires » sans appartenance comme un salaud, ce n'est pas du tout invraisemblable. Mais l'histoire a remis les choses en place : nous le savons quand commençons le feuilleton et, dès lors, nous n'avons plus qu'à suivre le déclin et la mort d'une manière d'être et d'une idéologie antérieures à la Troisième République. La lutte des classes aura raison du paternalisme d'un aristocrate qui traitait mieux ses « gens » que les bourgeois exploités, mais qui a dû leur consentir, en 1938, les congés payés voulus par la loi.

C'est cela que transmet la mise en scène de Robert Mazoyer : la chronique de l'ancien et du nouveau, ce qui s'en va et ce qui vient, ce qui veut rester immobile et ce qui se transforme. Et encore que les images de Jean Badal soient fort belles. Au plaisir de Dieu, vu par Mazoyer, ce n'est pas seulement de la « belle image ». Un soir d'été, dans le parc tranquille, des ombres heureuses remontent vers le château, mais c'est déjà fini, le passé emporté le bonheur. La bourgeoisie d'aujourd'hui, les guerres, les crises économiques, les divisions politiques, ressemblent à des « circuits parallèles » au passé. Les fils ne ressemblent pas forcément au père ni les petits-fils à leur grand-père. Et quand *Sosthène* meurt il faut dire enfin que, dominant une interprétation fort bien dirigée, Jacques Dumesnil est admirable, il sait bien que sa lutte était vaine.

Que cette cause ne nous paraisse pas bonne (ni sur les chasses à courre, ni sur la condamnation ?) n'empêche pas qu'on s'en émeut.

JACQUES SICLIER.

AUX « DOSSIERS »

D'une République l'autre

Le gaullisme a fait de la IV^e République l'incarnation du mal. Pour ceux qui n'ont connu que par ouï-dire ces douze années d'histoire de France, l'image dominante est celle de gouvernements éphémères ballottés au gré d'événements qui les dépassent, de guerres perdues par l'aveuglement de dirigeants irresponsables, de combines et de compromissions imposées par de tout-puissants groupes de pression. Pure et dure, la V^e République s'est faite, par contraste, de toutes les vertus — l'autorité de l'Etat, la souveraineté de la nation, il va de soi que nul n'a jamais été complètement dupe d'un tel manichéisme. Pourtant, parce que les gaullistes ont su habilement concentrer leurs attaques sur les faiblesses patentées de la défunte République, ce schéma conserve, en dépit de tout, un fort pouvoir de persuasion.

Le principal mérite du film que Georgette Elgey et Daniel Lander ont réalisé pour les « Dossiers de l'écran » est de démentir, par le simple rappel des faits, la légende que la V^e République a forgée avec tant d'insistance. Car les travaux des historiens ont déjà fait justice de cette vision partielle du passé. Mais les documents rassemblés pour la télévision — rendez-vous diplomatiques, déclarations politiques, engagements militaires en Indochine ou en Algérie, conflits sociaux — donnent évidemment plus de relief à leurs conclusions. Ils nous montrent une nation, une société, une vie politique tout à la fois différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui et étrangement semblables, le recul du temps rendant plus sensibles les analogies.

Analogies, ces controverses sur l'Europe qui n'empêchent pas de passer les bases d'un Marché commun dont la V^e se contentait d'arrêter le développement. Analogies, ces manifestations de l'éveil du Tiers-monde qui modifiaient durablement l'équilibre du globe. Analogies, cette interview de M. Pinay en 1953, contre les discours de M. Barre et les voyages de M. Giscard d'Estaing.

Même si les hommes — et encore, pas tous — ont changé, ils représentent les mêmes forces, les mêmes tendances profondes. Il n'est pas jusqu'au jeu des parties qui n'obéisse à des règles redevenues familières depuis que communistes et gaullistes, comme il y a trente ans, sont entrés en semi-dissidence. La IV^e République n'était pas si noire qu'on l'a dit, ni la V^e si blanche : l'une, à bien des égards, prolonge l'autre.

Georgette Elgey est de ceux qui entendent contribuer à cette réhabilitation posthume. « Le bilan de la IV^e République est d'autant plus positif », explique-t-elle, que le régime avait hérité, en 1946, d'un pays ruiné, à bout de souffle. Les chiffres cités, les décomptes exposés, parlent d'eux-mêmes.

Le montage proposé aux téléspectateurs, par scrupule d'objectivité peut-être, demeure cependant un peu à la surface des choses. Sans doute les films d'Harris et Sédouy (le Chagrin et la Piété, Français si vous sachiez !) nous ont-ils rendus exigeants. Le travail de Georgette Elgey est d'une parfaite honnêteté, et ne se limite pas aux péripéties politiques. Les conditions économiques et l'environnement international ne sont pas négligés, une esquisse d'analyse de mœurs est même tentée. Néanmoins, le résultat n'est pas tout à fait à la hauteur des ambitions. Les perspectives ne se dégagent pas clairement.

Surtout, il manque à cette chronique les témoignages de ceux qui, à un degré ou à un autre, ont été mêlés aux événements de cette période. Le récit en recevait une plus grande force, des accents plus personnels. Ceux qui ont vécu ces années difficiles ne sauraient en parler, il est vrai, d'une manière détachée. Mais plutôt que de réserver aux débats l'ardeur des polémiques, selon la tradition des « Dossiers de l'écran », on aimerait plus de passion dans le traitement même des images. On ne peut plus écrire aux froides reconstitutions d'époque. L'histoire à la télévision, ce devrait être un autre regard sur le monde d'hier et d'aujourd'hui.

THOMAS FERENCZI.

* Lundi 2 janvier, 21 h. 25 (première partie : 1945-1952), et mardi 3 janvier, 20 h. 35 (deuxième partie : 1953-1958), Antenne 2.

L'INQUIÉTUDE DES RÉALISATEURS

La création octroyée

(Suite de la première page.)

Q'EST-CE qu'un réalisateur ? Dans un pamphlet incendiaire, émettant les fossomoyers de l'O.R.T.F., Jacques Frémontier y consacrait, voici juste trois ans, tout un chapitre : « Au sommet de l'Olympe, énigmatique, hiératique, ils règnent sans partage. Ils connaissent les chiffres mystérieux qui tordent le Pouvoir : « Ce plan-là, tu me le tasses en douze semaines », ils possèdent le suprême privilège de lancer l'ordre sacré : « Silence, on tourne. Prêts ? Moteur... » et de tigrer l'univers entier d'un seul mot sans appel : « Coupez... » Ils ont, ces quelques hommes, inventé depuis vingt-cinq ans « la plus belle télévision du monde ».

Beaucoup moins que des ingénieurs

Le producteur de *Vivre aujourd'hui* et de la *Vie ensemble* doit cela en 1975, date de la grève consécutive à l'éclatement de l'Office, grève à laquelle s'étaient associés les réalisateurs, ceux que l'on nomme alors par dérision les « syndicalistes en Rolls ». Milliardaires ? Pour l'exercice 1971-1972, notait encore Jacques Frémontier, cent cinquante réalisateurs ont travaillé moins de cent jours dans l'année, soixante-deux de cent à cent cinquante jours, cinquante-neuf de cent cinquante à deux cents jours, et cent quarante plus de deux cents jours. Toujours pour le même résultat, cent quarante-quatre réalisateurs ont gagné de 1 000 à 2 000 F par mois ; soixante-dix entre 2 000 et 5 000 F ; quarante-trois entre 5 000 et 7 500 F ; vingt-sept plus de 7 500 F. A âge égal et qualification comparable, beaucoup moins que des ingénieurs.

Remis à jour par le syndicat C.G.T. des réalisateurs (majoritaire avec cent trente-six adhérents), ces chiffres donnent aujourd'hui : de 53 000 F à 107 000 F pour six mois de travail (temps nécessaire à l'achèvement d'une « dramatique »). Les barèmes varient en fonction du classement des productions (selon leur genre) et des réalisateurs (selon leur notoriété et leur ancienneté).

Signés en juillet 1977, les conventions collectives relatives à la profession devaient lui fournir toutes les garanties. Mais les sociétés ne devaient pas tarder à trahir de plus en plus souvent avec les organismes de production privés plutôt qu'avec la Société française de production, ce qui leur permet de ne pas appliquer les normes prévues et de traiter à des coûts inférieurs de près d'un tiers à ceux de la S.F.P. Le chèque du réalisateur s'en trouve chaque fois diminué d'autant.

Productrice des *Musées imaginaires*, de l'Art sur le vit, des *Inventaires* et de *Sylviane*, la mère s'appelle — (film sur l'adoption de Bernard Bouthlier, récemment couronné par la Fondation de France) (1). — Pascale Breugnot reste parmi les seuls à défendre la cause, désormais bien entamée, du documentaire de création. Elle raconte comment son travail consiste, désormais, à aller mendier du temps de travail pour elle et son équipe de réalisateurs.

* Un documentaire, dit-elle, dure en principe cinquante-deux minutes. Alors, on vous dit : pour cinquante-deux minutes, vous aurez droit à quatre semaines de préparation, bien qu'il soit parfois impossible de savoir au départ si le sujet pourra être traité dans cette

durée : s'il ne nécessitera pas trois mois de recherches. Les quatre semaines, on les dépasse toujours. Mais, comme on s'est déjà accroché, on prend les dépassements à sa charge. On cède lâchement. L'Académie, nous avions besoin d'une heure et demie. Ça a été toute une bagarre pour obtenir une rallonge. Puis il a fallu lutter pour obtenir que l'émission soit diffusée à 20 h. 30 : ça a duré cinq mois, mais on y est arrivé. Après, nous nous sommes dit : « Ça a marché, le public a aimé, le directeur de chaîne a approuvé, il va nous redemander un projet. » Mais pas du tout. A chaque fois, tout est à recommencer. Nous subissons tous les inconvénients du système libéral sans en avoir les avantages. Quand les responsables n'ont pas fait de création, rien ne sert de leur offrir les plats les plus succulents.

Entre les mailles de l'O.R.T.F.

Du temps de l'O.R.T.F., pourtant, tout n'était pas rose. Mais, estime Paul Savatier, le « béton » avait été posé. Certains postes de décisions étaient confiés à des gens médiocres, comme aujourd'hui. Mais d'autres étaient à des hommes de culture. Leur échafaudage produisait des œuvres aussi contradictoires que « Au théâtre ce soir » et les émissions de recherche.

Réalisateur régulier des après-midi de TF 1 et d'émissions artistiques sur A 2, Pierre Desfons, lui, est de ceux qui gagnent leur vie grâce au droit et à la vidéo. Cet ancien assistant de Jean-Christophe Averty a

appartenu, avec Ventura, Dugowson et Boter, à l'équipe de « Tous en scène » à la grande époque des « variétés de création » (l'émission devait disparaître pour s'être moquée du Vatican un jour de Pâques). Il se souvient comment on passait, alors, entre les mailles de la censure : « A la direction, dit-il, personne avant Claude Contamine, n'avait vraiment de politique des programmes, personne ne mesurait précisément les pouvoirs du petit écran : on bluffait auprès des responsables de la rubrique, on leur faisait miroiter nos connaissances techniques. Si on osait, on obtenait.

« Aujourd'hui, la bureaucratie est moins lourde : les structures des nouvelles sociétés sont plus rapides et plus souples. Mais on perd son temps à tractations. Et qui travaille ? Les vétérans, ceux qui ont des amis dans les directions ou ceux qui ont, comme moi, une sorte de réputation de scandale. Les jeunes réalisateurs sont en général réduits à faire de la télévision de service déshabillée. A moins d'obtenir les petits restes d'écriture par l'image, sur FR 3. Les après-midi d'Antenne 2 ne sont même pas garnies par des réalisateurs, mais par les seuls caméramans. Les sujets filmés sont si courts ! »

Dépréciation de la profession : fermeture des « créneaux » autrefois alloués au documentaire ; mise à contribution, par des chefs de rubrique tout-puissants, de « jeunes espoirs » non qualifiés ou de vieux routiers du cinéma pour qui la télévision est un pis-aller, tout juste dignes d'un minimum d'efforts et d'imagination ; disparition de la notion d'équipes de réalisateurs réunies autour d'un producteur faisant office

de « directeur de collections » et d'intermédiaires avec les directions ; regret de voir régner les lois de la rentabilité et du profit sur la service public ; volonté de ne pas se couper de l'antenne en recourant à des « circuits parallèles » — style ciné-club — ou en se réfugiant dans le « ghetto » que constitue pour certains l'Institut national de l'audiovisuel. Communs aux réalisateurs de la génération de Paul Seban, Jacques Krier ou Gérard Guillaume, ces thèmes se retrouvent chez un Guy Olivier, arrivé dans le métier au tout début des années 70.

Le désir en chômage

Rien, pour lui, entre sa contribution à la « Saga des Français » avec *Au bout de la vallée longue* (c'était il y a deux ans) et l'émission sur Olivier Messiaen, en juillet dernier, avant les vingt-cinq minutes sur le tatouage pour Banned à part (diffusées lundi 9 janvier).

« Après la Saga, dit-il, on a beaucoup parlé de moi. Qu'aimeriez-vous faire, me disait-on, bien fort. J'aurais préféré des offres plus discrètes et plus précises. La négation — la dé-négation — du créateur était apparue nettement dès la mise en place de la réforme : on a demandé à Armand Jammot, à Jacques Chancel, à Eliane Victor, de donner un style, une couleur, à plusieurs heures de programme quotidien. Le réalisateur, lui, appartient à un autre système : son rendement n'est guère que de six heures d'émission en deux ans. Alors, on s'est demandé si le véritable auteur n'était pas le producteur.

A quoi ça sert, en effet, un réalisateur ? A donner une expression, à laisser échapper dans ses images un désir, qui éveille le désir du spectateur. Le producteur, lui, ne le peut pas. Il travaille vite, il sélectionne le réel, il dit qu'il travaille à l'instinct, il produit machinalement, comme dans une usine sans plaisir.

C'est donc dans ces veines que l'on essaie d'enrôler le réalisateur. S'il le veut bien, il peut faire fonctionner la machine, il peut travailler et gagner honorablement sa vie. Il n'est pas au chômage. C'est son désir qui est au chômage.

ANNE REY.

(1) *Sylviane, la mère s'appelle* est rediffusé sur TF 1 le 10 janvier, à 20 h. 30.

Sept années de fiction

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Total des heures d'émission diffusées sur les chaînes 1 et 2.....	5 229	5 422	5 671	5 700	6 000	7 000	7 800 (environ)	7 800
Total des heures de fiction diffusées Dont :	433	451	437	390	225	219	269	269
Heures de fiction réalisées à l'O.R.T.F. ou à la S.F.P.	233	260	218	180	175	128	121 h. 30 (46 %)	121 h. 30
Heures de fiction réalisées dans le privé	180	224	188	210	50	121	138 h. 40 (60 %)	138 h. 40

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de la Harpe PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission nationale des journaux et publications : n° 57457.

RADIO-TELEVISION

VU

Album de famille

DANS sa baignoire, Jacqueline Huet, singeant une publicité Palmolive, avait chanté les Feuilles mortes en se savonnant les mollets. — Il était une fois la télévision... Jacqueline Joubert et Martin Even venaient, en moins d'une heure, de tourner sur Antenne 2 les pages de l'album de famille, album où figuraient de trop courts extraits — pas toujours en très bon état — d'émissions « historiques » exhumées des archives de l'Institut national de l'audio-visuel.

Les images que regardaient les habitants de Fréjus le 2 décembre 1969, au moment même de la rupture du barrage de Malpasset, les grandes inondations de Hollande, le couronnement de la reine Elizabeth, Kelly aux Jeux olympiques de Grenoble, les premiers pas sur la Lune, puis, en « flash-back », le premier journal télévisé : Pierre Sabagh, Claude Dargel, Pierre Tchermak rappelaient, sur le plateau, que les télé-spectateurs — trois mille, pas plus, alors, — téléphonaient pour s'ébahir : « On voit et ça bouge ! » Le Moyen Age.

La préhistoire, plutôt. Et presque le déluge quand apparurent les visages de Gilles Marguerite sur sa « Piste aux étoiles », de Daniel Sorano dans Cyrano, de Mireille Mathieu débutant au « Palmarès de la chanson », de Guy Lux juvénile et de Sheila quasiment au berceau.

A qui parlent encore ces restes fossilisés d'un art des plus temporaires et mal fait, justement, pour être embaumé ? Qui, dans la génération de l'après-guerre et, parmi eux, dans les familles modestes (un récepteur, à la « grande époque », des années 60, c'était encore un luxe), oui, qui, âgé de la trentaine aujourd'hui, avait envie de « charger vendredi soir » sur le deuxième canal, la nostalgie de ces « grands ancêtres » ?

Avant de plaider courageusement contre la télévision « pauvre » d'après la réforme, Jacques Siclier était venu nous rappeler que la fin de « Janique Aimée » — la grande feuilleton de l'année 1967 qu'il a lui-même adaptée — s'est déroulée en dernière heure, sur les vœux formels émis par les télé-spectateurs, C'était revenir aux mœurs du dix-neuvième siècle et à Eugène Sue qui, lui aussi, attendit le courrier de ses lecteurs pour poursuivre ses Mystères de Paris.

Alice Sapritch défendit, elle aussi, le bon vieux temps, celui où les critiques « taillaient et délaissaient » la carrière des comédiens. Il n'existe plus de télévision pour les critiques ni de critiques pour la télévision, a-t-elle conclu, en substance. Et si les critiques — en admettant même que cette forme de journalisme ne soit pas un peu dépassée — avaient désormais, et plus que jamais — en période de chômage, quelques scrupules à exercer leur dictature ? — A. R.

Sur France-Culture

Radio-passion

A partir du lundi 2 janvier, France-Culture inaugure, avec « Nuits magnétiques », une nouvelle « tranchée » de programmes. De 22 heures 30 à 23 heures 50, Alain Veinstein mène une expérience de « radio-débat », destinée, selon lui, à un auditoire jeune, qui « cherche à humer l'air du temps ». Un air pur, en dépit de la formule, qui ne veut sacrifier ni aux modes ni à la routine. Tentative ambitieuse, puisqu'elle prend le risque d'une surprise quasi quotidienne : « Les auditeurs de cette « tranchée » nocturne, assure Alain Veinstein, sont plus disponibles que les couche-tôt, accablés, des émissions traditionnelles plus lourdes, comme les dramatiques, et plus régulières. Avec eux, nous pouvons tenter de combler une lacune de l'information en parlant de ce que le radio télé généralement pour de multiples raisons. Les programmes de « Nuits magnétiques » sont ouverts à ceux que l'on n'entend guère, et n'ont pas de contrainte de grille ».

D'un jour ou d'une semaine sur l'autre, on trouvera donc pile-mêle : des journaux de voyage (« New-York-Moy », de Pascal Dupont, du 2 au 7 janvier ; « Montréal », par Jean Montabetti...), des entretiens autour d'un thème (« Les Nouveaux ethniques », « L'art au féminin », « L'art

corporel » : des créations radiophoniques (« Le Couple », de Nizko Falocci et Bruno Sourcil) ; des autobiographies (Romains Gary, Marguerite Yourcenar) ; des redécouvertes (Rivory, Galt, Gadenave, Bova...) ; un magazine sur les livres dont on ne parle pas (« Bruits de page ») ; des biographies (Rimbaud, Verlaine, Lou-Andréas Salomé) ; des lectures intégrales de livres, échelonnées sur la semaine (« Le Lecteur », de P. Quignard) ; des dialogues avec des personnalités (Pierre Tal-Coat, André du Bouchet, Bernard Noël, Jorge-Luis Borges, Salvador Dali...).

La couleur de ces soirées polymorphes est assurée par une animation en direct, et par la recherche d'une tonalité constante, celle de la passion. « Seuls les passionnés ont quelque chose à dire », souligne Alain Veinstein, et la radio est un terrain particulièrement favorable à leur expression. C'est donc à la boussole passionnelle de chacun, et non plus aux petites habitudes horaires, que veut s'adresser l'innovation de ces « Nuits magnétiques ». Gérard-Marc Dupré, qui assurait jusqu'ici ces dernières heures du programme, assure désormais les phylax, espère Alain Veinstein, se risqueront nombreux sur les ondes.

XAVIER DELCOURT

Sur R.T.L.

Télé-audition

« L'A GRANDE PARADE », l'émission de variétés proposée par R.T.L. depuis le mois de septembre, du lundi au vendredi, entre 11 heures et 13 heures, prend le relais des jeux traditionnels (« Case Trésor » et « Bingo »), tombés en désuétude pendant les grandes vacances. Cette tranchée horaire si convoitée (puisque la concurrence avec les autres postes est la plus cruelle à ce moment-là et que la seconde de publicité est alors la plus chère) a mobilisé les responsables de la station. Ils ont donc cherché une formule « choc » qui rassemble l'audience, comme le « Non-Stop » de Philippe Bourard il y a quelques années ; ils ont dans ce sens — fait appel à Michel Drucker (qui a l'expérience des samedi et des dimanche après-midi sur TF 1) pour donner un ton à l'émission. Et, dans l'ensemble, ils ont réussi à offrir chaque matin « un spectacle qui s'écoute », manière de télé-audition.

Tous les jours, Michel Drucker accueille en effet un chanteur ou une vedette dont

le rôle consiste à provoquer la détente, à faire sourire, à jouer avec les auditeurs (il y a six jeux au cours de l'émission) et à chanter six chansons. C'est une émission qui ressemble à une balade, comme se baladent sur un plateau de télévision l'invité de Danièle Gilbert dans « Midi Magazine », l'invité des Carpentier dans un « Numéro 1 », l'invité de Michel Drucker sur TF 1. On parle de spectacle, en musique. Peu importe s'il manque l'image, puisque l'écoute avec un écran dans la tête.

Au total, ce spectacle radiophonique est assez gai, net dans sa forme, rigoureux dans son ton. De Sheila à Georges Brassens (qui a accepté de venir au mois de janvier), de Marcel Azzola à Wolinski, les invités ne se font pas prier, des invités qui, pour certains, n'avaient pas l'habitude de fréquenter les stations périphériques. Quand l'expérience du service public sert aux radios privées.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

CORRESPONDANCE

L'audience de Guy Thomas

Nous avons reçu de M. Guy Thomas, conseiller à la rédaction de l'Expansion et ancien présentateur du journal de 20 heures sur Antenne 2, les précisions suivantes :

A la veille de la création d'Antenne 2, en novembre et décembre 1974, à 20 h. 15, c'est-à-dire au moment où le journal est déjà suffisamment entamé pour que ceux auxquels il ne plairait pas aient changé de station, la première chaîne réunissait 32,7 % de télé-spectateurs, et la deuxième chaîne 20,2 %. En mai 1975, soit cinq mois après le démarrage d'Antenne 2, les pourcentages d'écoute, toujours à cette même heure, étaient respectivement de 29,2 % et 19,3 %. En novembre et décembre 1975, le journal de 20 h. 15 réunissait 26,3 % de télé-spectateurs, et celui d'Antenne 2 que je présentais alors depuis trois mois 22 %, soit 9,5 millions de télé-spectateurs pour Guy Thomas et 7,5 millions pour Thomas. Plus que n'en a jamais eu la seconde chaîne.

En mars-avril, l'érosion habituelle du printemps, aggravée par l'institution de l'heure d'été, fait régresser l'écoute du journal de 20 heures, mais pour la saison, et s'agissant de la chaîne couleur, c'est encore un record.

Aujourd'hui, après deux révolutions de palais, dont j'ai été la victime avec Georges Leroy et quelques confrères, le journal d'Antenne 2, qui en est à son quatrième directeur en moins de trois ans, a perdu la moitié de son audience de l'automne 1975, soit près de quatre millions de ses fidèles, tandis que le journal de Roger Gicquel s'est consolidé. Peut-on, dans ces conditions, s'agissant de ma collaboration à Antenne 2 en tant que présentateur du journal de 20 heures, parler d'« expérience malheureuse » ? Aux lecteurs de répondre. J'ajouterais que ce qui me paraît malheureux et regrettable, c'est qu'en un an près de cinq millions de télé-spectateurs se sont désintéressés des journaux télévisés de 20 heures.

Écouter-voir

• **ÉVOCATION : JEAN DE LA FONTAINE.** — Mardi 3 janvier, TF 1, 21 h. 30.

L'auteur des Fables a fait venir un confesseur : il veut, avant de mourir, mettre au net sa conscience d'écrivain libéral, de courtois, facile, d'époux déplorables, de cocu pacifique. À ce « gros garçon rêveur », à ce poète « onduant et divers », Jean Orluau a dédié une grosse et passionnante biographie qu'il a lui-même adaptée pour la télévision. Jean de La Fontaine, cousin de Racine et fidèle ami de Fouquet, a le visage de Pierre Vernier dans cette évocation pleine de fantaisie et de charme.

• **FEUILLETON : LA FILIÈRE.** — Jeudi 5 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Au cours de la dernière guerre, un avion canadien est abattu au-dessus du territoire belge. Trois rescapés, recueillis par des cultivateurs, empruntent pour gagner l'Espagne une « filière » dans laquelle s'est introduit un espion allemand. Qui est le traître ? Bonne interprétation et réalisation honnête pour une coproduction de TF 1 avec les télévisions suisse et belge.

• **LÉGENDAIRES : LE MORFONDADI.** — Jeudi 5 janvier, A 2, 22 heures.

Un vrai reportage sur une croyance ancestrale toujours vivace dans le Limousin : le Morfondadi, procédé des guérisseurs, garde son pouvoir sur les rhumes et maux de dents. Pour cette première émission d'une nouvelle série, l'équipe de « Questions sans visage », Pierre Dumayet, Philippe Alfonsi, Patrick Pesnot, a confié la réalisation à Marcel Teulade.

• **SÉRIE DOCUMENTAIRE : LA QUALITÉ DE L'AVENIR.** — À partir du vendredi 6 janvier, FR 3, 20 h. 30.

En guise d'introduction à la série des douze émissions, consacrées par FR 3 à ce que l'on peut appeler au sens large l'écologie du futur, Manuel Leguy et Francis Wullaume dressent une sorte de bilan du passé. Des cinq milliards d'espèces animales qui se sont succédées sur la Terre, il n'en existe plus que trois ou quatre millions. Et depuis quelques décennies s'accroissent à cause des hommes. Le professeur Jean Dorst, directeur du Muséum d'histoire naturelle, Peter Scott, le vice-président du World Wildlife Fund, et Desmond Morris, auteur du Singe nu et du Zoo humain, disent en spécialistes les conséquences des destructions des équilibres naturels. Ces constats pessimistes sont accompagnés d'images magnifiques réalisées par Daniel Mossman. Ce bestiaire fantastique a pu être constitué grâce aux documents fournis par de nombreux pays étrangers.

• **SAMÉDIS DE L'HISTOIRE : LAZARE CARNOT OU LE GLAIVE DE LA RÉVOLUTION.** — Samedi 7 janvier, FR 3, 20 h. 30.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a choisi pour ce nouveau « Samedi de l'histoire », celui qui est resté pour la postérité le « Grand Carnot ». Lazare Carnot est souvent négligé dans les évocations de la période révolutionnaire. Il n'a pourtant cessé de défendre les principes fondamentaux de la République. Après avoir organisé la

levée en masse et protégé le territoire français de l'invasion en 1793, Lazare Carnot, un an plus tard, sera le président de la Convention. Il fera partie également du Comité de salut public où, contre tous, il tentera de limiter les excès de la Terreur. Entré au Directoire, Lazare Carnot, qui distinguait et protégeait Bonaparte, ne mesura peut-être pas l'ambition des généraux vainqueurs qu'il plaça à la tête des armées françaises.

Après un premier exil, Carnot revient, on le charge à nouveau du ministère de la guerre. L'époque est trouble et les convictions s'émoussent. Carnot sera le seul à voter contre l'Empire. Il se retire alors et ne reparaitra qu'en 1814 pour défendre la France menacée, jusqu'à la fin du règne. Jusqu'à Waterloo, quand personne n'y croit plus « Je vous ai mal connu, je vous ai méconnu », lui dira Napoléon. Proscrit en 1816, Lazare Carnot finit ses jours en exil à Magdebourg.

L'émission, réalisée par Jean-François Delassus, reconstitue les troubles et les intrigues de la période post-révolutionnaire, la « comédie du pouvoir » d'abord, des pouvoirs successifs. M. Michel Debré tire ses conclusions. Son admiration pour ce destin achevé fait l'intérêt de cette biographie d'un des premiers grands serviteurs de l'État, au sens contemporain du terme. Défenseur du progrès, Lazare Carnot fut l'homme des fidélités successives, non par opportunisme, mais par loyauté. Ce stratège avait une « idée » de la France, ce politicien avait une conception de l'État. Sa simplicité à lui, qui n'était pas dictée seulement par le goût du pouvoir, dérangeait les ambitieux. La longue carrière de ce modeste, selon M. Debré, une leçon d'intégrité politique. Le chemin est intéressant et le personnage séduisant. Il est ici interprété par Alain Motte.

Les films de la semaine

• **LE CORNIAUD**, de Gérard Oury. — Samedi 31 décembre, A 2, 21 h. 55.

Le corniaud, c'est Bourvil. Le malin — du moins, le croit-il — c'est Louis de Funès. Réunion explosive de deux acteurs comiques dans un film au scénario pas tellement original, mais qui se distingue par le soin apporté aux gags, aux dialogues, aux images (éclaircies par Henri Decae) et à la mise en scène. Gérard Oury avait, en somme, inventé la comédie populaire de luxe.

• **UN DIMANCHE À NEW-YORK**, de Peter Tewksbury. — Samedi 31 décembre, FR 3, 0 h. 10.

Seul intérêt de cette pièce filmée (écrite par Norman Krasna) : l'héroïne est une vierge de Boston, qui veut choisir l'homme de son cœur, tout en préservant sa vertu. Janet Fonda n'avait pas encore abordé aux rivages du féminisme militant. Son interprétation donne du sel à cette manière de vaudeville américain.

• **ALEXANDRE LE BIEN-HEUREUX**, d'Yves Robert. — Dimanche 1^{er} janvier, A 2, 16 h.

Où l'éloge de la paresse, qui procure à l'homme sa vraie liberté. Ce n'est pas, chez Yves Robert, un système philosophique, mais l'expression d'une joie de vivre qui ne prend qu'un peu de divertissement. Un monde paysan cocasse — on le dirait sorti d'un conte de Maupassant — se dégage autour de Philippe Noiret, le bienheureux interprète d'une fable donnant à rêver.

• **LE MASSACRE DE FORT APACHE**, de John Ford. — Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 17 h. 40.

Premier film d'une trilogie sur la cavalerie américaine, qui comprend aussi Le Charge héroïque et Rio Grande. Ford n'a pas son pareil pour reconstituer la vie de garnison en Arizona, à l'époque des guerres indiennes. Et lui, il prend parti contre la légende de gloire du général Custer, en montrant comment une faute militaire peut être transformée en action d'hécatyre.

• **DIS-MOI QUE TU M'AIMES**, de Michel Boisrond. — Dimanche 1^{er} janvier, TF 1, 20 h. 30.

Revoilà de toutes les femmes soumises contre trois maris phalloclastes. Cela ne dure pas, le cinéma boulevardier s'accommodant mieux de la misogynie souriante que des revendications féministes. Mais Annette Wademant et Michel Boisrond savent flatter des fac-similés de l'éternelle comédie américaine.

• **THE BOY FRIEND**, de Ken Russell. — Dimanche 1^{er} janvier, FR 3, 23 h. 20.

Comment transformer une revue banale en comédie musicale à la manière de Busby Berkeley. Le style ultra sophistiqué de Ken Russell, esthète trop vanté des années 60, a fait pâlir les snobs. Il n'y a rien là qu'un film à la mode rétro, qui lance de la poudre aux yeux. Berkeley, c'était tellement plus poétique, plus fon, plus inventif.

• **LES ZOZOS**, de Pascal Thomas. — Lundi 2 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Ils étaient lycéens en 1960 : ils habitaient la province. Tournant le dos au cinéma « parisien », Pascal Thomas — ce fut son premier long métrage — en a fait les personnages de cette chronique au naturel très élaborée, mais qui est d'une bien autre justesse de ton que A nous les petites Anglaises.

• **JOHNNY GUITARE**, de Nicholas Ray. — Mardi 3 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Dans son salon baroque, Joan Crawford, en robe blanche, joue du piano et défie les bonnettes gens venus pour la lyncher. Dure et virilisée, puis soudain terriblement féminine, elle règne sur ce western flamboyant où Marie-Louise Dietrich sur l'âge des maudits, de Fritz Lang. Ici, le romantisme de Nicholas Ray ne connaît plus de limites.

• **BREVES VACANCES**, de Vittorio de Sica. — Mercredi 4 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Entre le Temps des amants et le Voyage, mélodrames sentimentaux aux images bien figurées Vittorio de Sica réalise ce film — inédit en France — qui raconte sur un scénario de Zavattini, la vie d'une Calabraise, devenue ouvrière à Milan et envoyée dans un sanatorium. Souvenirs, sans doute du néo-réalisme et des films sociaux d'autrefois.

• **L'HOMME D'HAUTES PLAINES**, de Clint Eastwood. — Mercredi 5 janvier, FR 3, 20 h. 30.

La megalomanie de la star fabriquée par Sergio Leone éclate dans ce western américain, tourné à la manière italienne. Non content de donner le beau rôle, Clint Eastwood se fait mettre en scène sur toutes les coutures par Clint Eastwood. Soyons justes : il y a un bel incendie à la fin.

• **JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ**, de Franz Bortz. — Vendredi 6 janvier, A 2, 22 h. 50.

La vie passionnée d'une pianiste amoureuse et aimée

d'un maestro jaloux de son talent. Bortz a traité cela tout en délicatesse et en sentiments lyriques. Régul musical aussi. C'est, en réalité, Arthur Rubinstein qui joue du piano.

• **LES DIABLES DE GUALCANAL**, de Nicholas Ray. — Dimanche 8 janvier, TF 1, 17 h. 45.

Le chef militaire intraitable, dur envers ses hommes et lui-même, tyrann pour la bonne cause, a longtemps fait partie de la panoplie hollywoodienne. Ici, on exalte un commandant d'escadron pendant la guerre contre les Japonais. John Wayne porte le mythe à bout de bras. Nicholas Ray, exécutant une commande, n'a pris aucune distance envers le sujet.

• **BONS BAISERS, A LUNDI**, de Michel Audiard. — Dimanche 8 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Truands minables cherchant à dépouiller un riche du « show-business » et ses amis. Audiard fait l'éloge de la mythomanie et Jean Carmet est un très grand acteur comique et poétique. A part cela, le scénario est bâclé et deux ou trois idées de mise en scène se perdent sous l'avalanche des mots d'auteur.

• **HUIT ET DEMI**, de Federico Fellini. — Dimanche 8 janvier, FR 3, 22 h. 40.

Un cinéaste en proie à ses fantasmes. Fellini plonge dans l'univers intérieur et en ramène des images folles, troublantes, hantées, tandis que Marcello Mastroianni assume ses visions. C'est le film, génial, à partir duquel tout bascule, la porte d'un cinéma entièrement subjectif s'ouvrant sur Juliette des esprits, le Salmagrec, Roma, Amarcord et Casanova.

• **BARBARELLA**, de Roger Vadim. — Lundi 9 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Les aventures d'une héroïne de bandes dessinées (inventée par Jean-Claude Forest dans les années 60) sur une planète d'un lointain futur. Roger Vadim put sacrifier à son goût du décoratif (il y a de ce point de vue, des choses étonnantes, jusque dans les artifices de la mise en scène) et mettre en valeur les traits érotiques de Jane Fonda.

• **LA POUDRE D'ESCAMETTE**, de Philippe de Broca. — Lundi 9 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Marlene Jobert, Michel Piccoli et Michel York, en trois dans une jeep au milieu du désert de Libye en 1942. Joyeuse et spirituelle démythification d'un taxi pour Tobrouk. Film de guerre viril. L'action, pittoresque. Quelques moments d'émotion et de tendresse portent la comédie beaucoup plus loin.

Petites ondes

Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Magazine de P. Bouleiller ; 10 h. Chansons à histoires ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. 15. L'Apocalypse est pour demain ; Jean Yvane ; 12 h. 30. Inter-midi (semaine magazine à 13 h.) ; 12 h. 45. Le jeu des mille francs ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salmagrec ; 19 h. Journal ; 20 h. Marche ou réve ; 22 h. Le Pop-Club.

Samedi : 9 h. F. de Closser ; 10 h. J.-F. Kahn ; 13 h. Spectacul inter ; 20 h. Tribune de l'histoire ; 21 h. 15. La musique est à vous ; 22 h. 5. Au rythme du monde.

Dimanche : 9 h. 30. L'oreille en coin ; 12 h. J. Pagan ; 20 h. Le masque et la plume ; 21 h. 15. La musique est à vous ; 22 h. Histoire d'opérettes ; 23 h. Jam parade.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations : 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 5 h. J.-P. Allain ; 6 h. 40. Jeux : Faites vos prix ; 9 h. Journal de C. Collange ; 9 h. 10. Denise Fabre ; 10 h. 30. File ou taze ; 11 h. 30. Cash ; 13 h. Journal d'André Arnaud ; 15 h. 30. Les Aventuriers ; 14 h. Histoire d'un jour ; 15 h. Viviane ; 17 h. 15. Basket ; 18 h. 30. Journal ; 19 h. 15. Music Story ; 19 h. Europe-Soir ; 19 h. 30. Disco ; 20 h. 21 h. J.-M. Desjardins ; 22 h. 30. Europe-Panorama ; 22 h. 45. Dragstore ; 0 h. G. Saint-Bris.

R.T.L. : 5 h. 30. Maurice Faviers (informations) ; 7 h. 8 h. et 8 h. 30. avec J.-M. Cavadi ; 8 h. 45. A.M. Peysson ; 11 h. La grande parade ; 13 h. A. Baloud ; 13 h. 15. Les amours célèbres ; 14 h. et 15 h. Menie Grigore ; 14 h. 30. Disque d'or ; 16 h. 30. Appelez, on est là ; 16 h. 30. Les grosses rires ; 18 h. Journal de J. Pail ; 18 h. 30. Hite-Parade ; 20 h. 30. Les routiers sont sympas.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Jean-Pierre Chevenement (lundi), Zizi Jeanmaire (mardi), le docteur Pierre Roumain (mercredi), Raymond Bourguin (jeudi), Emmanuel Robic (jeudi).

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Service religieux de la Fédération protestante de France ; 9 h. 10. Écoute Israël ; 9 h. 40. Le Grand Orient de France (le 1^{er} et 10 h. Mercredi).

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Jeudi 5 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. L'Évangile en papier ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Feuilletton : La filière, de G. Perreault et J. Coenot, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Briand. Lire nos « Écouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; 21 h. 40. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

10 h. Visite en France du président Carter ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilletton ; 18 h. 35. Série : Les lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Manu ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. 15. Jeux.

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. 15. Jeux.

Vendredi 6 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. L'Évangile en papier ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émission régionale ; 13 h. 50. Objectif santé ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Feuilletton : La filière, de G. Perreault et J. Coenot, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Briand. Lire nos « Écouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; 21 h. 40. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 11 h. 55. Ski, en direct de Pfronten ; 12 h. 15. Descente dames ; 13 h. 30. Feuilletton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Les brigades du Tigre ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. 15. Jeux.

Samedi 7 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 10. Émission régionale ; 12 h. 30. Cuisine légère ; 12 h. 45. Jeune pratique ; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50. La France défigurée ; 14 h. 10. Restez donc avec nous ; 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 13. Le ski de fond ; 19 h. 15. 15 minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Claudia Cardinale) ; 21 h. 30. Feuilletton karaté : La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Magazine : Samedi et dimanche ; 13 h. 30. Actualité du disque ; 14 h. 15. Les jeux du stade ; 17 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

Dimanche 8 janvier

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 12. Judaïca ; 9 h. 15. Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 10. La séquence ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Série : Gortti le diable ; 16 h. 10. Tiersé ; 16 h. 5. Vive le cirque ; 16 h. 15. Sports premiers ; 17 h. 45. FILM (Cyril) : LES DIABLES DE GUADALCANAL, de N. Ray (1951), avec J. Wayne, R. Ryan, D. Taylor, W. Harrigan, J. Carter. (Rediffusion) ; 18 h. 30. Au cours de la seconde guerre mondiale, dans le Pacifique, un chef d'escadron américain commande ses hommes avec une courtoisie sévère ; 19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : BONS BAISERS, A LUNDI, de M. Audiard (1974), avec J. Carmet, B. Blier, M. Bouquet, J. Canselier, M. Pacôme, E. Buyle, B. Mars ; 21 h. 30. Les animaux du monde ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.

19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : BONS BAISERS, A LUNDI, de M. Audiard (1974), avec J. Carmet, B. Blier, M. Bouquet, J. Canselier, M. Pacôme, E. Buyle, B. Mars ; 21 h. 30. Les animaux du monde ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.

Lundi 9 janvier

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Émissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Feuilletton : La filière, de G. Perreault et J. Coenot, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Briand. Lire nos « Écouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; 21 h. 40. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 11 h. 55. Ski, en direct de Pfronten ; 12 h. 15. Descente dames ; 13 h. 30. Feuilletton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Les brigades du Tigre ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. 15. Jeux.

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

CHAÎNE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Samedi soir ; 20 h. 15. Jeux.

de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois ténants qui ont sorti de prison. 22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer : portrait d'une ville : Avignon).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; 8 h. 30. L'espace et le temps à la mesure animale ; 8 h. 50. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 45. Panorama ; 14 h. 30. Musique extra-européenne ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mariages », de Charles Filsart ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture ; 15 h. 30. Musique d'aujourd'hui ; 16 h. 15. Les pouvoirs de la musique ; 16 h. 30. Feuilletton : « Le Mystère du Docteur Cornélius », de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; « Sous le soleil de Satan » et

« Histoire de Mouchette » adapt. M. Mañoll, avec H. Folmer, G. Franck, V. Billeloux, réal. G. Godebert ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. 30. Chansons : Grèce ; 13 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 10. Divertimento ; 14 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 30. Prélude ; 15 h. 32. Musique française : « Ballets » ; L. Aubert, P. Haqueu, M. Constant ; 17 h. 30. Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

Les écrans francophones

Lundi 2 janvier
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Les grands détectives ; 21 h. Le retour de Saboteur, film de P. Kramer.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Tona ; 21 h. Les Derniers Jours de Mussolini, film de C. Lizan.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Prestige ; 21 h. 20. Ballet : la Pile mal gardée ; R.T.B. bis : 19 h. 50. Madame je vous aime ; 20 h. 10. Émission dialectale.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Jean-Christophe ; 21 h. 15. Mardis et au chat blanc.
Mardi 3 janvier
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Michel Stroup ; 21 h. Don Comodo en Russie, film de L. Comenich.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Les grands détectives ; 21 h. Le retour de Saboteur, film de P. Kramer.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Prestige ; 21 h. 20. Ballet : la Pile mal gardée ; R.T.B. bis : 19 h. 50. Madame je vous aime ; 20 h. 10. Émission dialectale.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Jean-Christophe ; 21 h. 15. Mardis et au chat blanc.

Mercredi 4 janvier
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Brigade spéciale ; 21 h. Pas si méchant que ça, film de C. Corcia.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Cosmos ; 21 h. Les Visiteurs du soir, film de M. Carné.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Prestige ; 21 h. 20. Variétés ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Jean-Christophe ; 21 h. 15. Mardis et au chat blanc.

Vendredi 6 janvier
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Les grands détectives ; 21 h. Le retour de Saboteur, film de P. Kramer.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Tona ; 21 h. Les Derniers Jours de Mussolini, film de C. Lizan.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Prestige ; 21 h. 20. Ballet : la Pile mal gardée ; R.T.B. bis : 19 h. 50. Madame je vous aime ; 20 h. 10. Émission dialectale.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Jean-Christophe ; 21 h. 15. Mardis et au chat blanc.

Samedi 7 janvier
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Les grands détectives ; 21 h. Le retour de Saboteur, film de P. Kramer.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Tona ; 21 h. Les Derniers Jours de Mussolini, film de C. Lizan.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Prestige ; 21 h. 20. Ballet : la Pile mal gardée ; R.T.B. bis : 19 h. 50. Madame je vous aime ; 20 h. 10. Émission dialectale.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Jean-Christophe ; 21 h. 15. Mardis et au chat blanc.

كذا من الأصل

JEU

CE LOTO QUI FAIT COURIR LA FRANCE

(Suite de la page 9.)
Le joueur à la Loterie et le joueur au tiré sont également impuissants face au destin, si le mot n'est pas trop ambitieux pour la chose.
Le premier, de façon évidente, parce que son choix est extrêmement restreint par rapport au nombre de billets mis en jeu. Dans l'hypothèse d'école on un rêve prémonitoire particulièrement insistant lui apprendrait que le numéro 77 552 gagnera à coup sûr le mercredi suivant, 1 million de francs nouveaux, ses chances de se procurer le billet fatidique sont pratiquement nulles, même s'il y consacre sa semaine à travers toute la France.
Le joueur du tiré, lui (et c'est ce qui fait le succès de la formule), établit son jeu à

partir d'informations apparemment techniques, de sa connaissance (plus ou moins imaginaire) des conditions de la course : terrain, chevaux, handicaps, jockeys, etc. En quelque sorte, il fait son destin.
Mais le rapport du tiré n'est pas fixe. Il n'est élevé ou très élevé qui si un hasard de la course (ne parlons ici que de « hasards » par pudeur) a trompé le pronostic général. Paradoxalement, c'est au joueur le plus indifférent aux montures et aux cavaliers (celui qui « tire » la date de naissance de sa fille), que vont les chances du plus gros gain. Le « scientifique », lui, peut espérer au mieux nourrir sa chimère en échange d'une perte acceptable ; et faire vivre de cette chimère les seuls vrais gagnants du tiré : l'Etat, les points de jeu et la presse spécialisée.

La France se trouvait d'ailleurs, aussi surprenant qu'il paraît, en « retard de jeu ». La clientèle de la Loterie nationale a constamment décliné en nombre depuis les années fastes 1933-1950, où elle était le seul jeu vraiment national et populaire. Les mises, et par conséquent les lots, ont eux aussi constamment diminué en valeur réelle depuis 1933.
Cette double baisse préoccupait les deux grands bénéficiaires de la Loterie : l'Etat, bien sûr, mais aussi les associations d'anciens combattants, au bénéfice desquelles elle avait été rétablie en 1933, après un siècle de quarantaine, et qui voyaient se tarir les ressources de leurs œuvres sociales.
Le Loto, qui n'est officiellement qu'un tirage supplémentaire de la Loterie nationale, est né de ce souci financier. Si spectaculaire qu'il est la place prise par le tiré dans le jeu national, l'Etat n'en tire en effet qu'un bénéfice médiocre, et les œuvres sociales des A.C. rien.

Il restait donc un marché à prendre, un « créneau » à occuper. L'expérience a prouvé que le calcul était juste. Au demeurant, la ponction du Loto sur les ressources des ménages est plus faible en France que dans bien des pays qui ne sont pas particulièrement réputés pour « flamber » : l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, par exemple, jouent plus gros que la France.
Et puis, en restaurant le Loto, nos gouvernants n'ont fait que suivre un mouvement très gé-

néral. Sous des formes voisines, il existe dans une dizaine d'Etats européens, dont la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, au « Etats-Unis, au Canada, etc. Ce sont là de mauvaises raisons pour excuser ce qui reste, venant d'un Etat responsable, une mauvaise action. En faut-il d'autres ? La République est beaucoup moins coupable. Bismarck l'avait déjà vu, d'instinct, et d'instinct même, il avait encouragé à son bénéfice l'alcoolisme ou le tabagisme, qui coûtent beaucoup plus à la collectivité qu'ils ne rapportent aux Pères Ubu de nos Phylaxies.
Et, enfin, ce serait s'aveugler que de ne pas reconnaître, même si l'on n'y prend aucune part, la fonction sociale, plus bénéfique que nuisible, du jeu institutionnel. Dans une société qui s'ennuie parce qu'elle n'a plus aucun projet collectif, sinon le double esclavage de la production et de consommation, le Loto a restauré la part d'un rêve flou et fort ; celle de l'imprévisible dans des destins programmés du berceau à la tombe ; et même, dans des vies émietées et desséchées, la part d'une certaine convivialité.
Sans doute n'y a-t-il pas là de quoi justifier la résurrection du Loto, encore moins de quoi y croire. L'homme tel qu'il est, veut être n'a besoin ni de la Loterie, ni des tirés, ni du Loto. Mais l'homme tel qu'il est s'en passe difficilement.

JACQUES CELLARD.

Un « créneau » à occuper

En somme l'égal des pontes fabuleux qui laissent ou prennent « sur le tapis », au gré de leur inspiration, des millions à Monte-Carlo ou à Nice.
Entre la Loterie vieillotte et de moins en moins attirante financièrement, et le tiré, suspect à une petite bourgeoisie qui n'a jamais fréquenté les courses (où ne fraternisent depuis toujours que les princes et les truands), le Loto a réintroduit ainsi une clientèle qui, pour sa plus grande part, n'avait jamais joué ou ne jouait plus depuis longtemps ; et s'est assuré, dans un déboulé foudroyant, la meilleure place à l'entrée de la ligne droite.

SOUVENIR

Les absents du Struthof

(Suite de la page 9.)

A l'intérieur de la baraque-musée, reconstruite en dur après l'incendie criminel de mai 1976, c'est un défilé géométrique de documents photographiques sans doute plus effrayants que certains volumes d'oubli et d'effacement que tout ce qui est imprimé (soixante-deux ouvrages cités dans la seule brochure que l'on peut acheter au Struthof). On voit, entre autres, la photo de l'enfant que l'on fait sortir de son ghetto, les mains levées. La grande casquette est posée à la tête, la visière pointant de travers. Dans le regard du garçon se lit, comme à rebours, son destin. Au milieu d'une prunelle dilatée par la peur, on croit voir deux paupiettes minuscules : le berceau et l'urne. Neuf ou dix ans à peine séparent l'un de l'autre. La fumée que fera le garçon restera anonyme, ses cendres ne seront pas réclamées. Et ce péché contre l'enfance constitue bien le suprême délit.

Une page indéchiffrable

On a beau la lire et la relire, la page de la déportation reste indéchiffrable. L'explication patriotique, pour noble qu'elle soit, est insuffisante. « Mort pour la France... Mort pour la patrie ». Dans le cimetière national de la déportation, les croix sont les mêmes sur les tombes des rapatriés de Flossenbürg, de Neuengamme, que sur les tombes militaires. Mais les croix honorent les seuls déportés politiques et résistants. Les défilés, les indésirables, les impurs, resteront à jamais inconnus. Sur un panneau qui accueille le visiteur du musée, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants nous invite à réfléchir sur « la précarité des civilisations ». Vieux rêves des philosophes du dix-huitième siècle qui voyaient l'homme perfectible à l'infini. Mais la torture, l'aviement de l'homme par l'homme, en résurgences sournoises reparaitissent partout dans le monde.
Dans le livre d'or, les réactions peuvent se résumer en ce cri unique arraché aux consciences blessées : « Jamais plus cela ! ». C'est écrit en allemand, très souvent, et l'écriture ferme est celle d'adultes. Mais il n'est pas jusqu'à certain anti-fascisme claironnant, tracé en caractères hésitants d'écoliers bien appliqués, qui ne sonne faux. Au demeurant, sur de nombreuses pages, l'égoïsme l'emporte sur l'humanisme. On veut se préserver pour l'avenir, et l'honneur rétrospectif tient lieu de pitié.
Dehors, le soir tombe. Le monument garde sa blancheur rédemptrice, mais la pointe a rosé. L'allée qui mène au camp est déserte. Elle porte le nom d'un général mort en déportation, le général Frère, et le seul nom devrait faire réfléchir la postérité. A l'entrée de l'allée, l'effigie du déporté, morte la bouche ouverte, repose sur un lit de gazon tranchant dans la brève. Sous la lumière tréante, les orbes dans le crâne sont des cratères et le vert-de-gris qui s'est déposé sur le bord de l'un d'eux est ce vert qui sait être terrible. Pour le chrétien, pour l'Occidental, le parallèle s'établit aussitôt entre cet homme décapité et l'Homme-Dieu enseveli dans son tombeau.
« Il garde tous ses os, aucun d'eux ne sera brisé » et il est tout là, dans leur nudité de bronze. C'est notre squelette, modèle unique pour tous les hommes de la terre. C'est notre carcasse transparente où pourrait brûler, inextinguible, la flamme de l'esprit. Et voici une autre pensée qui vient toujours lorsqu'on est au cœur du silence : les absents, surtout ceux qu'on aime, sont comme morts. Seul un effort d'imagination peut leur donner la vie. Les morts ne sont qu'absents. Or, la tentation est grande de s'attribuer les biens laissés par les absents et de les mettre en communauté.

Que nous ont légué, par leur sacrifice, les morts du Struthof ? Dans la communion des vivants et des morts, dans l'économie du salut dont personne ne connaît les besoins et les urgences, la réversion est-elle possible et quelles sont les permutations ? Ou ont racheté les morts ? Qu'ont-ils payé d'avance, pour eux-mêmes et nous-mêmes ? Notre droit à la beauté, le droit par exemple d'écouter le « Messie » pendant la saison musicale en bas, dans une des églises d'Alsace ? La progression de la lutte contre le cancer, à l'échelle nationale ? La paix fragile de l'Europe ? L'écriture ne pénètre pas plus qu'elle n'entend le mystère. Même formulé, il reste mystère.
Il fait nuit. Voilà un bout de temps déjà que notre Icare strasbourgeois, son aile repliée, a regagné sa ville. Par contre, le Cygne est monté dans le ciel. Les constellations paraissent avec leurs étoiles cousues à la bonne place. Novembre n'est pas encore l'heure d'Orion, mais le Cygne précisément, à 6 heures du soir est au zénith, à la verticale du camp. Il déploie ses ailes au-dessus des baraquements, au-dessus de cette cheminée lugubre qui aujourd'hui ne rougit plus. La souffleur qu'a laissée l'humanité sur ce coin de la planète au milieu des arbres, est absorbée par l'espace sidéral. Souffrance et mort, remontant le cours des années-lumière, trouvent une raison, quelque part à la source du temps.
Quand à vous-mêmes, absents du Struthof, vous revendrez dans la gloire et la tenue de bagnard déchargée contre la robe éblouissante, vous siégerez en haut de la table. Vous aurez part au festin et votre part ne vous sera plus enlevée.

PIERRE MEYER.

FAITS DIVERS

L'AGRESSEUR DU SOIR DE NOËL

UN tablier bleu autour de la taille, le ménagère prépare son réveillon. « Faites une neige », recommandent fort opportunément les frères Troisième dans une recette de coquilles saint-jacques. La ménagère est donc en train de couper ses carottes en bâtonnets — présentation oblige — quand un grand bruit retentit à l'étage supérieur. Un bruit qui a des allures de fracas. « Allons voir », se dit la cuisinière.
Au fond du couloir, un homme est debout devant une porte ouverte. De l'appartement s'échappe de la musique : le voisin a sans doute oublié d'arrêter sa radio. L'homme, qui a des cheveux gris, dit qu'il cherche « des gens ». Mais le nom qu'il avance est inconnu. Moment embarrassé. « Je crois, dit-elle, que nous allons redescendre ensemble. » L'individu passe devant, se retourne et essène un direct dans la mâchoire de la jeune femme. Pour le coup, voilà l'affaire qui s'écoule brusquement.

— Non ! hurle l'inspecteur.
— Vous ne croyez pas que vous pourriez lui parler sur un autre ton ? dit la dame. Ce n'est pas parce qu'il a cambriolé qu'il faut le traiter dans la boue ! Vous ne voyez donc pas la tête qu'il a ?
— Et si demain vos enfants se trouvaient égorgés, qu'est-ce que vous diriez ?

Les papiers de l'homme sont très propres. Sur son permis, la photo montre un homme jeune. Cheveux clairs et costume sombre. Né en 1915. Domicile à l'hôtel d'Orléans, V... Dans sa poche, deux lettres. « Des lettres de vous à des parents, pense la dame. Je pourrais peut-être les lui poster. »
Nouvelle convocation à la brigade territoriale. Murs sales. Armoires de fer. Chaises devant des machines à écrire. Par la fenêtre grillagée, on aperçoit la rue décorée : un ange suspendu joue de la trompette. « Vous avez vu l'état de nos locaux ? bougonne l'inspecteur. « Oui », dit la dame.

Tout à fait imprévisibles à donner de la police une image « digne ». Sur le bureau, la barre de fer et les lettres que la jeune femme voulait poster. On les a ouvertes. Elles étaient vides. L'adresse est celle de l'immeuble, mais le nom du destinataire est faux. Des lettres-prêt-à-porter, donc ? « A tout avoir », dit l'inspecteur. « C'est un pauvre type. Dans sa vie, il a eu une période rose, et puis il s'est mis à faire des bébêtes. Maintenant il est malade et sans travail. Vous ne portez pas plainte ? »
— Non, dit la jeune femme, son coup de poing, il n'y croyait pas... »
Lundi 26 décembre. Correctionnelle, audience des flagrants délits. Le box est comble, il est là, les cheveux gris, la mine chafouine, serré entre des jeunes et moustaches. Défendeur d'office par une petite avocate. Il était culotier, et même « extra ». Peut-être réussissait-il à mervilliser les coquilles saint-jacques ? Le précédent l'a condamné à quinze mois, mais, pendant ce temps, il mangera. Un magistrat s'occupera de lui. La jeune femme lui a fait parvenir une enveloppe limbée. Le nom et l'adresse sont exacts.

FLORENCE BRETON.

« A VOIX HAUTE »

La fraternité de Frédéric Pottecher

TEMOIN des autres, le journaliste peut-être un bon témoin de lui-même ? Du reste, pour montrer sa vie au peuple, il faut, pourrait-on dire, paraphraser Danton, qu'elle en vaille la peine. Qui va en décider ? Et comment bien décider ? L'inflation existe aussi en ce domaine. Parvenu à l'âge des souvenirs, l'homme tel que tel, Frédéric Pottecher a bien compris qu'il n'y avait qu'une façon de s'en sortir : rester journaliste, c'est-à-dire parler encore une fois des autres, s'effacer devant eux, le reste étant donné par surcroît.

« les planches » elles-mêmes qu'il n'a pas manqué de fouler. Ce n'est pas là la seule avant-guerre. Il y a tout autant celle du journaliste de Comedie puis de Paris-Soir, de l'antifasciste qui n'a pas oublié les années de la montée des périls. Et celui-là rappelle, en sachant ce qu'il a signifié l'assassinat des frères Rosselli, l'enlèvement du général Miller, une affaire Stawsky parachutée par une affaire Prince. Faut-il ajouter que c'est un anti-munichois ? Il fait sa guerre, cocasse et triste. Après il sera à Radio-Lévant Jean des Vosges pour apostropher Vichy et la collaboration.

C'aurait pu être seulement les souvenirs d'un chroniqueur judiciaire, connu, écouté, fort de trente-dix ans de pratique, d'excitation, d'émotion, d'indignation et de générosité. A cette différence essentielle qu'il tient, lui, le coccinor pour du folklore. Pottecher, c'est un peu au prétoire ce qu'est Couderc au terrain de rugby. Alors pourquoi pas raconter ses campagnes ?
Ce n'est pas cela. Mais si l'on aime le chroniqueur, on ne sera pas fâché de le mieux connaître, d'apprendre d'où lui viennent la fois son ardeur jamais éteinte et cette voix, ce « feu » qui en sont les instruments.

Et voilà, continuée de tout les autres, le plus récent Frédéric Pottecher. Il naît avec la radio de la fin 1944. Il va bientôt tenir cette chronique judiciaire, dont il dit, très lucidement, qu'elle lui permet de se laisser aller à son penchant pour le théâtre. C'est à l'époque des grands procès, des grands combats contre la peine de mort, contre l'erreur judiciaire. Ils sont dans le ton de l'époque. C'est l'occasion de dire les amitiés, les fidélités, de faire revivre un Stéphane Pizella, un Francis Crémieux, un Vital Gayman. Bientôt vont paraître Ces messieurs de la télévision. Pottecher n'a pas oublié les années 1958-1968 où il les éprouva. Ce sont celles où il est signifié sans vergogne qu'il ne faut pas parler de ceci ou de cela, où « l'un de mes directeurs me conseille d'être « griz », où l'antenne est même carrément refusée, comme pour ce premier jour du procès Ben Barka, le 5 septembre 1968.

Avant Frédéric Pottecher, avant le journaliste tout terrain qu'il fut, il y a les Pottecher, leur Est et Bussang « de ce côté-là des Vosges », comme on dit là-bas. Leur histoire apparaît dans son évidence avec le grand-père qui courait l'Europe déjà curieux de tout. Elle se poursuit avec Maurice, l'oncle, fondateur à Bussang de ce Théâtre du peuple, né tout à la fois d'un rêve d'humanisme, d'une lecture de Michelet, d'une ambition sociale et de quelques fortes croyances qui font que l'on est dreyfusard d'instinct.

Volà donc les comptes apurés ? Pas si sûr. L'homme évincé en 1968, même s'il a obtenu réparation pécuniaire, n'oubliera jamais « l'attente directe et profonde » (sa) notoriété ». Il lui fallait la faire savoir.
Au-delà de ce cri et de cette blessure, il reste la déposition fraternelle, dans ses tendresses bourrées comme dans l'amitié de ses colères, d'un homme qui dit avec cœur ce qu'il a sur le cœur et, bien sûr, à voix haute parce qu'il ne fut jamais dans ses manières de dire autrement.

On est aussi dans la familiarité de l'œuvre de Lugné-Poe, des Pitoëff, de Jean-Louis Barrault à ses débuts, de Pierre-Richard Wilton, jeune et fidèle d'œuvre de Bussang avant d'en devenir le patriarche discret.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Frédéric garde, pour ces chers « cabots », un goût, un attentionnement aussi vifs que pour

UN GRAND ARMAGNAC
Marquis de
Caussade
U.C.V.A. B.P. 16 32800 Eauze.

LE JOUR
DES MUSIQUES

Les « protest songs »
de Tom Robinson.

On parle beaucoup en Grande-Bretagne d'un tout nouveau groupe, le Tom Robinson Band. Il a suffi d'un seul 45 tours pour que Tom Robinson, le leader du groupe, s'impose comme le très digne héritier des grands compositeurs des années 60 : les Kinks, Bob Dylan. Il retrouve cette aisance pour composer des titres forts qui lient des mélodies évidentes à des textes finement imaginés. 2468 Motorway est une chanson brillante, un thème simple et efficace. Plumeur est joyeuse, les mots sonnent avec précision sur des rythmes vivaces. Tom Robinson montre une inspiration fertile, mais surtout populaire, et en cela réside l'intérêt. Il sait construire des morceaux qui se retiennent aisément. Sur l'autre face du 45 tours, il interprète une remarquable version du I shall be released de Dylan. Tom Robinson revendique la libération homosexuelle sans jalousie pudique et prononce outre-Manche toutes sortes de discours anti-fascistes. Déjaseur des minorités, il semble prendre le chemin d'une conscience politique aguerrie. Le temps des protest songs est de retour. — A. V.

* 2468 Motorway, 45 tours Pathé-Marcocil 04570.

Misère et splendeur
des Sex Pistols.

Le département d'Etat vient d'autoriser le groupe britannique punk Sex Pistols à effectuer une tournée de deux semaines aux Etats-Unis. Dans un premier temps, l'ambassade américaine à Londres avait refusé d'accorder des visas d'entrée aux membres du groupe. Les Sex Pistols et leur leader Johnny Rotten (Johnny « le pourri »), sont les principaux initiateurs du mouvement punk. Spécialistes de la provocation et de l'obscénité, ils ont interdite d'Amérique la B.B.C. et dans plusieurs stations de radio. Ils ont reçu de la presse d'outre-Manche le surnom de « bande cruchante et jurante ».

Au même moment, les Sex Pistols sont présentés par les lecteurs d'un des deux grands hebdomadaires spécialisés de Grande-Bretagne, New Musical Express, qui les salue comme le meilleur groupe de l'année et leur accordent la première ou la deuxième place dans les divers catégories : meilleur album, meilleur 45 tours, meilleur batteur (Paul Cook), deuxième meilleur chanteur (Johnny Rotten, considéré également comme « le plus bel homme du monde »), deuxième meilleur guitariste (Steve Jones).

Nouveaux albums.

● HOMMAGE A GILLES. — Auteur-compositeur de « Dollar » (1972), de « A l'enseigne de la fille sans cœur » (1974), des « Trois cloches » (1977), Gilles mena, dans les années 30, avec Julien, une carrière de duo-tiste avec des chansons qui évoquaient le quotidien, contenaient des préoccupations sociales exposées parfois sous forme de pamphlet. Gilles s'associa ensuite avec Sédith, puis avec Urvier, et enfin après la deuxième guerre mondiale un cabaret (« Chez Gilles ») qui accueillait, pendant dix ans, tout ce qui comptait alors dans la chanson française. Le double album publié aujourd'hui évoque ces quarante ans de chansons. C'est un document (ESC 353 - Dist. C.B.S.).

● A FEAST OF IRISH FOLK. — Une sélection de musique irlandaise interprétée par Planitzky, Spud, De Danann, Tommy Makem, Wolfe Tones, Dublin City Ramblers (33 t., Polydor, 2480 422).

● MELUSINE (Léon-tot et danse). — Diverses danses traditionnelles (rondeau, bourrée, d'Auvergne, polka, mazurka) par un des meilleurs groupes folk français (33 t., Polydor, 247 3074).

Le calendrier du rock.

● Status Quo le 6 janvier à Rouen (Palais des sports), le 7 à Lille (Parc des expositions), le 9 à Metz (Parc des expositions), le 10 à Colmar (Parc des expositions), le 11 à Besançon (Palais des sports), le 12 à Besançon (Palais des sports), le 13 à Besançon (Palais des sports), le 14 à Besançon (Palais des sports), le 15 à Besançon (Palais des sports), le 16 à Besançon (Palais des sports), le 17 à Besançon (Palais des sports), le 18 à Besançon (Palais des sports), le 19 à Besançon (Palais des sports), le 20 à Besançon (Palais des sports), le 21 à Besançon (Palais des sports), le 22 à Besançon (Palais des sports), le 23 à Besançon (Palais des sports), le 24 à Besançon (Palais des sports), le 25 à Besançon (Palais des sports), le 26 à Besançon (Palais des sports), le 27 à Besançon (Palais des sports), le 28 à Besançon (Palais des sports), le 29 à Besançon (Palais des sports), le 30 à Besançon (Palais des sports), le 31 à Besançon (Palais des sports).

Formes

Confrontations de fin d'année

Les traditionnels accrochages de fin d'année ont l'habitude de regrouper les artistes autour d'une galerie, et pour saluer le public au baiser de rideau et pour lui proposer des idées de cadeaux à faire aux autres ou à soi-même. J'y retrouve ceux à qui j'ai reconnu des vertus, notamment à la galerie Bellechasse internationale (« Andelà de l'image »), à la galerie Le Dessin (soixante-dix-sept petits formats signés de trente et un noms), à la Galerie suisse où figure toujours entre ses pairs De Moor, docteur d'art pu parler à temps, etc. Si je me suis arrêté à la galerie Simone Badier (1), c'est que, sous l'enseigne « Confrontations », à côté des peintures de la maison (Celle, Constant, Levan, Rozan, Zandervan...), sont venus de tous les horizons des talents de tendances assez diverses pour donner une synthèse de l'art de notre époque (tel que je le vois). Fagot, Nino, Jago, Luc, Petit, Pélégry, Messier, Hugu, Weiss, font d'ailleurs partie d'autres expositions collectives. Mais je ne puis énumérer toute la troupe. L'ensemble est, je le déclare tout net, d'une égale qualité, sans faille. Que les amis me pardonnent, si je fais deux exceptions : Maurice Rocher, auteur de deux visages tragiques, et Gérard Koch, parce qu'il fournit la preuve d'une totale métamorphose de sa manière, avec une

colonne, sous plexiglas, formée de boîtes superposées abritant des collages sculptés qui donnent une fautive envie d'en voir d'autre.

A ces mini-bilans de fin d'exercice, il faudrait ajouter les nouveaux venus qui promettent d'aller loin. En tout premier lieu Laurent Wolf (2). Des danses, des monuments, églises, cloîtres, coupoles, minarets, mosquées arides, des formes, des rampes qui bougent, des portes ouvertes ou fermées : leur architecture, stricte, en dépit de leur effacement progressif, se dissout dans une lumière froide, comme si le mystère naissait de la rigueur mathématique. On plonge, à perte de vue, dans les perspectives de ces courbes, de ces pénétrations, ou plus généralement dans ces espaces modifiés, rose saumon, quelquefois bleues, qui se dégradent en infinis subtils. Alliage sans faille du précis et du flou, sublimé par des glacis dont la perfection est obtenue sans verbiage. Et là il convient d'insister sur le côté matériel, disons artisanal, de la peinture de Wolf qui ne fait pas de distinction entre l'inspiration et la fabrication. Il prépare lui-même, avec une minutie extrême, ses panneaux de bois marouflés de toile, avec une attention à la fois des points et des lignes. La confection de ses couleurs (souvent en tout, qu'il mélange bien entendu) est

à base de pigments naturels. Autant dire qu'il a retrouvé les recettes, les secrets des vieux maîtres, au prix d'un labeur obstiné qui est toute sa raison d'être. Il s'achemine ainsi vers un dépouillement grandissant, et les vibrations lumineuses qu'il réussit à fixer, à lier sans négliger de saisir au vol la moindre de leurs variations, finiront par abolir les accidents du monde sensible.

Et il lui reste encore d'aller prendre contact avec Daniel Lacomme (3), très jeune peintre, qui a pour la première fois affronté Paris ? Il serait dommage que son nom soit passé sous silence, bien qu'il existe peu d'artistes à qui convienne mieux l'expression de « grand silence blanc ». Reste à savoir s'il peut encore, et devant l'excrément parodique des moyens employés, les soi-disant amateurs de tableaux surenchéris, hocheront la tête. Tout va pour eux. Lacomme ne nomme rien et suggère tout. L'univers se réduit à de légères notions, à peine colorées ou pas colorées du tout. Comme par miracle, tout est résolu. Encore un peintre de ma famille.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 18, rue Guénégaud.
(2) 108, boulevard de la Chapelle, 1, rue de Sévigné.
(3) Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob.

Théâtre

Bonne année pour les jeunes compagnies

Au début du mois de janvier se réunit la commission d'aide aux compagnies, qui pour tâche de proposer au ministère de la culture et de l'environnement des chiffres et des noms. Chiffres de subventions, noms de troupes souvent réduites à deux ou trois permanents. Comment assurer davantage de salaires — même amicaux — quand on reçoit 50 000 F pour l'année, avec les

quels il faut monter un spectacle, donc engager des comédiens, louer une salle de répétitions, trouver et louer un théâtre, dont la direction néglige la publicité ? Bien entendu, il ne reste plus un franc pour assurer soi-même et les recettes deviennent un rêve, le public mal informé néglige la salle. Résultat : des dettes, un capital d'énergie inutilement gaspillé.

« Adieu Supremac »
de Christopher Frank

Un théâtre rue du Château, mais des personnages et des dialogues de cinéma.

L'une des infirmités chroniques du cinéma, c'est la vaine tentative de dialogues, à la fois anonymes, pseudo-naturalistes et faux. Il y a des exceptions, comme ceux de Prévert, qui seraient plutôt trop écrits pour se fonder sur l'intermittence du langage, ou ceux de « l'Amant » de Véro, qui restent le modèle du genre, et ceux de Godard, qui ne ressemblent à rien et qui sont, eux, jouables au théâtre : les films du Conservatoire l'ont prouvé plus d'une fois en passant des scènes de Godard aux épreuves de fin d'année.

Avec « Adieu Supremac », nous revenons aux dialogues-extracts de films commentés. Il s'agit d'un scénario policier, avec prise d'otages, mais l'auteur a voulu surtout diffuser son message sur la lutte des sexes, la libération des femmes.

François Perrot interprète Supremac, un nostalgique du second romantisme. C'est un bon acteur, comme Henry Curiat, policier brutal grand enfant. L'autre, Christopher Frank, et son épouse, Tereza Delaune, complètent avec un savoir-faire sobre, la distribution de cette pièce qui n'en est pas une.

MICHEL COURNOT.

* Plaisance, 20 h. 45.

« Ombres » en Picardie

Il existe en Picardie une seule troupe de comédiens professionnels, la Compagnie Jean-Marie Bonillo, née en 1975 et installée à Longueau, près d'Amiens. Longueau, important nœud ferroviaire, a un maire communiste et une population de cheminots. L'ambition de Jean-Marie Bonillo et de ses amis est de tirer de leur quartier public permanent avec la Picardie laborieuse les sujets de leurs pièces.

Le tout dernier spectacle, « Ombres », s'inspire de la Résistance en Picardie. Sur scène, une actrice évoque pendant deux heures l'époque qui va de la débâcle au retour des camps. Christine Berthier est plusieurs personnages et leur contraire. Le collaborateur, l'attaché, le résistant. Elle joue de tous les registres de sa voix et de toute la souplesse de son corps. C'est trop symbolique, ont pu dire ceux qui attendaient qu'on leur raconte une histoire, peut-être la leur. C'est trop simple, disent les autres, le sujet n'est que l'effacement.

Par leur démarche — réflexion commune, texte d'Yves Bonnefoy, mise en scène de J.-M. Bonillo — les comédiens se proposent de traiter des rapports entre l'individu et l'histoire : « Les uns entre dans l'histoire, les autres la subissent ». La Picardie et la période de la guerre leur ont servi de support pour tenter de faire basculer le spectateur du particulier au général, de la Résistance avec un grand B à toutes les résistances de tous les temps. Mais il aurait fallu un peu plus de souffle. Le métier et le talent ne suffisent pas toujours, le souci didactique peut nuire à l'envoie.

MICHEL CURIE.

Jusqu'en 1975, Geneviève Schwoebel et Jacques Roch travaillaient à Choisy-le-Roi, dans la salle municipale. Ils n'en avaient pas l'entière jouissance, mais savaient au moins où ils allaient jouer, sans avoir à dépenser le tiers de leur subvention. Ils y ont monté Georges Dandin, un spectacle Andersen, projetant un ambitieux Titus Andronicus. Leur coup d'essai a été un échec, mais leur deuxième, le 13 h. 30, à louer 1 000 francs par jour, avec pour tout personnel une caissière et un machiniste au jeu d'orgue. Après dix semaines de répétitions, ils se voient obligés de reculer la première représentation d'une semaine, à cause de la commission de sécurité.

Le 13 h. 30, sans publicité, à un moment où les générales se bousculent (mais en dehors de l'été, quand ne se bousculent-elles pas ?) à quelques choses de théâtre, et si nous n'avons pas le choix, dit Jacques Roch. Les salles qui pourraient convenir à ce nous faisons et à nos moyens sont peu nombreuses et prises d'avance. Et si nous n'avons pas le choix, dit Jacques Roch. Les salles qui pourraient convenir à ce nous faisons et à nos moyens sont peu nombreuses et prises d'avance.

Les trois comédiens plus moi, payés 3 000 francs, ce qui, avec les charges sociales, revient à 4 500 francs, les costumes. Dans des conditions normales le spectacle aurait coûté 140 000 francs. Au départ, nous avions un déficit de 70 000 francs. Nous avons maintenant 130 000 francs de dettes. Pour l'instant, ils ne songent pas à renoncer. Ils vont continuer à attendre une subvention dérisoire et à attendre pour recommencer, pour essayer de ramener leurs dettes, pour ne pas céder à l'échec, au découragement. Ils sont environ trois cents, dont la situation ressemble à celle-ci, qui ont envoyé leur dossier à la commission d'aide dont le budget reste inférieur de la moitié à ce qui serait raisonnablement nécessaire.

COLETTE GODARD.

■ Le compositeur Pierre Boulez, directeur de l'IRCAM, et le violoncelliste Marc-André Eschroberger seront reçus à dîner, dimanche 1^{er} janvier, par M. Jacques Chirac, qui remettra à l'un la médaille de vermeil de la Ville de Paris, et à l'autre, la plaque du biennal de la capitale.

■ Le MANOS (Sound America) animera le réveillon au Tiquetonne, 19, rue Tiquetonne, Paris (2^e). Tél. : 361-28-94 (à partir de 23 heures, le 31 décembre).

Rock

PASTICHES LONDONIENS

Régulièrement, chaque année, on assiste à la création d'un groupe, qui parodie avec plus ou moins de bonheur les années folles du rock, du jazz ou du rhythm and blues. S'ils ne sont pas les plus brillants de ce genre d'expérience, avec une imitation succédant du rock, mais surtout une qualité instrumentale qui a longtemps permis au groupe de résister au fil des années. Manhattan Transfer, dans un style plus éclectique, évoque ces groupes doo-wop qui fleurissaient dans les années 50 et dont le principal attrait était la beauté des harmonies vocales ; ou encore Au bonheur des dames, ce groupe français plein d'humour qui manie tour à tour de bons musiciens.

Celui qui semble obtenir un succès florissant cette année se produit actuellement au Rainbow de Londres sous le nom de Dars. Les neuf membres qui le composent passent tour à tour le rock, le doo-wop et le rhythm and blues. Leurs attitudes scéniques manquent d'originalité, sauf rares exceptions. Leur humour est emprunté et les musiciens n'ont pas toujours l'aisance qui convient à leur démarche. Ressemblent les quatre voix (trois hommes et une femme) qui émettent une ligne d'harmonie superbe. Leur démonstration a cappella, huss, baryton, énoncé et soprano, révèle un travail d'une rare précision. Les chœurs font coup-d'essai et les refrains s'envolent agréablement. L'ennui est qu'il est difficile d'imaginer l'avenir d'un tel groupe au-delà d'un ou deux disques sans qu'il ne vienne à se parodier lui-même.

ALAIN WAIS.

* Discographie : DARTS. Sonopresse MAG 39 805.

THEATRE D'ORSAY

GERNAUD BARRAULT

L'EDEN-CINÉMA

de Marguerite Duras
mise en scène Claude Régé

en alternance
HAROLD
ET MAUDE

à partir du 10 janvier
RHINOCEROS

de Eugène Ionesco
mise en scène
Jean-Louis Barraut

éléments scéniques
Jacques Noël
musique concrète
Michel Philippot

PETITORSAY

la vie singulière d'
ALBERT NOBBS

adaptation et mise en scène
Simone Benmussa

7, quai Anatole France
tél. 548.38.53 et agences

Danse

Deux soirées pour les Deux-Portes

Expulsés de leurs locaux en août dernier, privés de subventions municipales, menacés de saisie, les responsables de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes continuent à se battre avec la détermination que donne le sentiment d'un bon droit bafoué. Repliés provisoirement dans une anclenne cartonnerie, ils ont décidé de maintenir leur présence et leur activité dans le quartier, de continuer un travail d'animation d'écoles, de rues, de marchés, avec le soutien d'associations locales.

Cette opération de survie est ponctuée d'actions éclatées dans tout le vingtième arrondissement, là où des locaux peuvent être accueillis. Une « action-théâtre » de solidarité s'est déroulée en octobre à la Cartoucherie de Vincennes (« le Monde » du 1^{er} novembre). Une action-danse devait prendre le relais les 28 et 29 décembre au Théâtre de l'Est parisien. Elle a failli sombrer avec l'incendie du TEP. Mais c'est méconnaître le ténacité d'Alain Crabot, directeur de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes.

« Il fallait absolument que cette action-danse ait lieu, dit-il, ne serait-ce que par correction envers les chorégraphes participants. Le TEP devenu indisponible, nous n'avons pas trouvé une seule salle de secours dans tout le vingtième arrondissement pour la bonne raison qu'il n'y a rien. Ce quartier très populaire, très vivant, est particulièrement sous-équipé. Nous avons finalement loué cette salle de patronage où nous pouvons assurer les spectacles et les débats. Mais toute la partie animation qui concernait plus particulièrement les habitants du quartier n'a pu avoir lieu et c'est dommage ».

L'action-danse, étalée sur deux soirées — une dizaine d'heures, — n'en constitue pas moins une réussite. La soirée n'a pas permis, comme précédemment au Théâtre des Deux-Portes, un brassage total

des danseurs et des spectateurs ; mais un public nombreux, jeune, s'est pressé à ces rencontres ; public remuant, directement concerné, prêt à applaudir ou à manifester dans une odeur de café chaud et de tarte aux pommes.

Vingt-cinq compagnies ont participé à l'événement. C'était pour chacune prétexte à montrer son travail, mais aussi à découvrir celui des autres. Toute la jeune danse française y était présente dans sa diversité depuis les groupes comme Moebius, le Four-solaire, l'atelier de Serge Keuten, ou des chorégraphes solitaires : Caroline Dudan, Yano, Charles-Henri Spirit, Jean-Claude Ramseyer, Christiane de Rougemont, tous doués et d'un bon niveau professionnel.

Danse jeune, danse pauvre. Ces troupes qui vivent difficilement sont venues jouer sans cachet par solidarité, par amitié. Leur geste est symbolique, car rien que pour la location de la salle et les frais engagés, la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes en est de sa poche. Mais Alain Crabot estime avec raison que cette action-danse, par sa spontanéité et sa qualité, devrait attirer l'attention des pouvoirs publics sur le bien-fondé et le sérieux de son entreprise. La direction départementale de la jeunesse et des sports et le ministère de la culture ne peuvent rester indifférents devant ce problème. C'est surtout la responsabilité de la municipalité de Paris qui est engagée ici. Elle ne peut laisser indéfiniment cette équipe dans la quasi-clandestinité et devrait lui donner des moyens d'action et un lieu. La M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes avait entrepris sur le plan local une intéressante ouverture à la danse. M. Landowski, qui fut toujours intéressé par l'art chorégraphique, semble l'interlocuteur de choix pour régler honorablement cette affaire.

MARCELLE MICHEL.

De Diaghilev à Béjart

Quel de plus naturel lorsqu'on possède une librairie-galerie entièrement consacrée à la danse que de désirer faire connaître des trésors d'iconographie enfouis dans ses cartons et des écrits inconnus ou oubliés ? Gilberte Courmand les a mêlés dans un ouvrage bien composé, *Beauté de la danse*, d'une typographie élégante, qui dégage une impression de luxe et de bon goût.

Beauté de la danse n'est pas un traité historique ou un essai esthétique, mais plutôt une succession d'éclaircissements sur des moments importants de l'évolution de cet art. Une incursion vers les danses extra-européennes est prétexte à glisser une ravissante lithographie de Vallou. Une anecdote sur les espiègleries des « petits rats » de l'Opéra apporte une note de franchise hilarante.

En exergue, une citation : « La seule liberté du danseur c'est la discipline qu'il s'impose à lui-même. » Elle est de Martha Graham. Mais elle peut s'appliquer à tous ceux qui pratiquent un art élaboré depuis des siècles.

Place aux théoriciens d'abord : Pierre Rameau, dont le « maître à danser » aurait pu inspirer Molière pour le *Bourgeois gentilhomme*, et Novarra, soudeux de la conformation du danseur, ou encore Despreux enseignant les « tricotets » à Napoléon. Les chroniqueurs de l'époque ont vu le ballet romantique par le petit bout de la lanterne. Heureusement, les dessinateurs

étaient là pour saisir les grâces de Fanny Essler ou de Marie Taglioni. Elle Faure et Valéry, ou, contrairement, ont sublimé le geste d'Isadora Duncan ou de Serge Lifar.

D'intéressants textes biographiques sur notre temps rappellent que Martha Graham dans *l'Elue du Sere du printemps* avec Massine et qu'elle reçut une invitation pour les Jeux olympiques de Berlin, en 1936. Ce n'est guère qu'en 1945 qu'elle commença à être célébrée aux Etats-Unis. Vers cette époque, Jean Cocteau avait l'idée d'employer le synchronisme entre la musique et la danse dans *le Jeune Homme et la Mort*. C'était la grande époque des Champs-Élysées. Et dans le ballet de Roland Petit *les Démonstrations de la nuit*, il y avait un danseur encore inconnu, malingre, qui jouait un chat de gouttière : Maurice Béjart.

On ne conçoit pas un livre sur la danse sans la référence à Diaghilev. Il est présent tel que l'immortalisé Cocteau, avec sa tête trop grosse pour son chapeau, sa pelisse, sa figure de dogue et son sourire de jeune crocodile. Mais lorsque l'on reforme *Beauté de la danse*, deux visages émouvants viennent encore danser : s'imposent à nous deux artistes saisis en état de grâce : Pavlova, absorbée par son art, s'épuisant dans des tournées de petits théâtres, et Nijinski, exprimant par des gestes de médium la folie qui lentement l'envahit. — M. M.

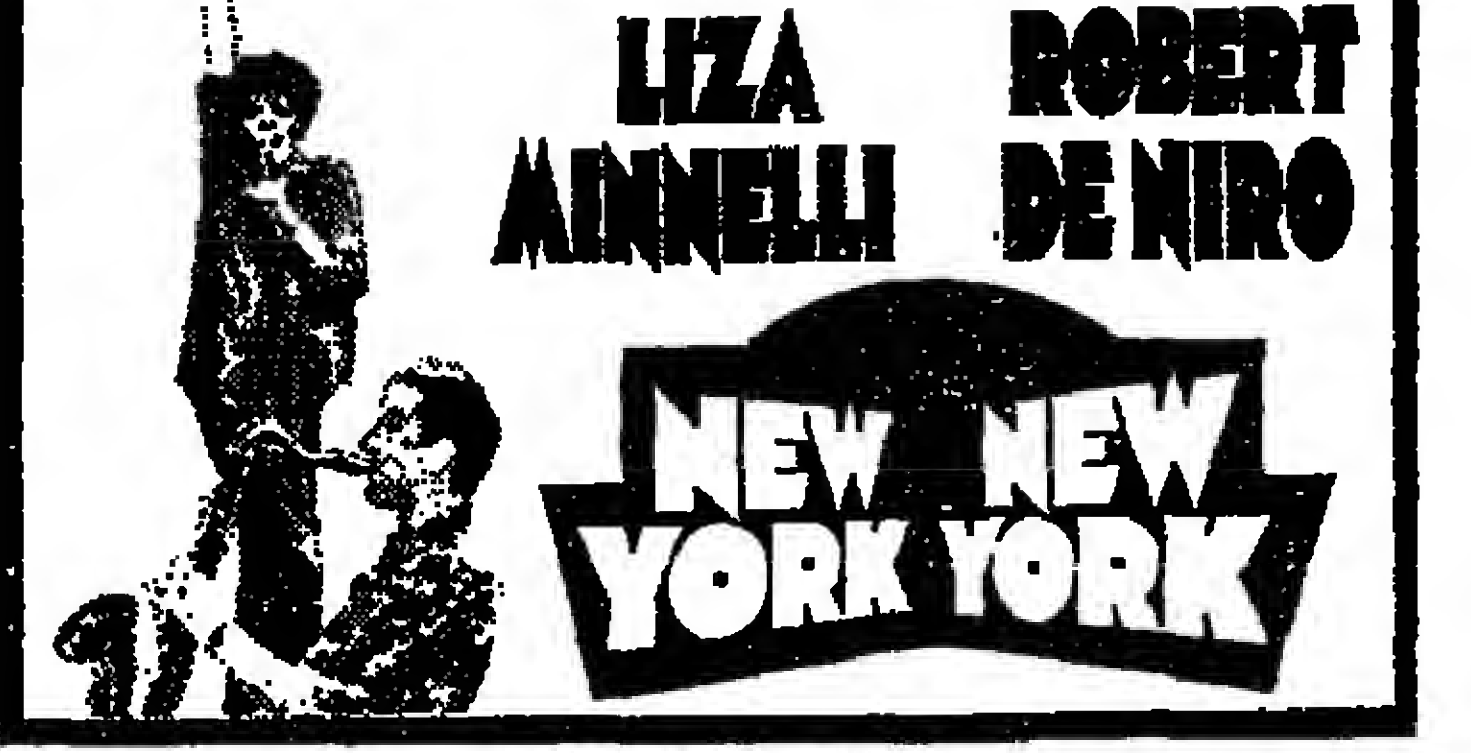
* *Beauté de la danse*, éditions Gauthier-Langereau, 46 F.

PUBLICIS ELYSEES v.o. - PUBLICIS MATTIGNON v.o. - PUBLICIS SAINT-GERMAIN v.o. - PARAMOUNT ODON v.o. - PARAMOUNT OPÉRA v.i. - PARAMOUNT MONTFARNASSE v.i. - PARAMOUNT Gobelins v.i. - PARAMOUNT MAILLOT v.i.

— Courez voir « New York, New York ». De Niro et Liza Minnelli forment un couple inoubliable.

Michel Drucker

LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO



« NEW NEW YORK YORK »
LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
DISTRIBUTION : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
PRODUCTION : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
MONTAGE : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
MUSIQUE : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
SCÉNARIO : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO
RÉALISATION : LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO

théâtres

Opéra : Giselle (samm., 20 h. 30).
Comédie-Française : Les Acteurs de
l'amour (sam. et dim., 14 h. 30) ;
L'Avare (samm., 20 h. 30).
Châtelet : THU Eulenspiegel (samm.,
20 h. 30).
Odéon : Dois-on le dire (samm.,
20 h. 30).
Petit Odéon : le Naufrage (samm. et
dim., 18 h. 30) ; le Visage d'Achtar
(sam. et dim., 21 h. 30).

Nouveau Carré: Cirque à l'ancienne
(sam. et dim., 15 h. 30): En attendant minuit: les Gollards (sam., 20 h.): Jazz (sam., 22 h.).

Théâtre de la Ville: Compagnie
Philippe Genty (sam., 18 h. 30): **Santé publique** (sam., 20 h. 30).

[illegible]

Michel et les Vénus du Séigneur (sém., 21 h.; dim., 15 h. et 21 h.).
 Michoudière : Pauvre assassin (sém., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
 Montparnasse : Trois lits pour huit (sém., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
 Mouffettard : Les Précieuses Ridicules (sém., 20 h. 30; dim., 15 h.).
 Nouveautés : Apprends-moi, Cécile (sém., 20 h.; dim., 15 h. 30 et 18 h. 30).
 Œuvre : la Mousquille (sém., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h.).
 Orsay, grande salle : l'Eden Cinema (sém., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
 Petite salle : Albert Nobbs (sém., 20 h. 30; dim., 18 h.).
 Palais des arts : Pauline Julien (sém., 20 h. 30; dim., 18 h.).
 Palace : Les Mousquilles (sém., 22 h. 30; dim., 18 h.).

[illegible]

—Sec fin. : *Eleusine* Paradies (sam. 20 h.); *YOUTH* (sam. 22 h.).

—Sec. *cas. Casino* : Du *dac* ou *dad* (sam. et dim. 21 h.); *Montauk* (sam. et dim. 22 h. 30').

—Sec. *cas. Topique* : *Topique* (sam. 20 h. 30'); *Qu'étais-elle* *varie* *ma* *salade* (sam. 21 h. 30'); *L'au-* *ment* (sam. 22 h.).

—Sec. *cas. Histoires-Maximilien* : *Bruno* *Garcin* (sam. 20 h. 30'); *Al* *au* *niveau* *du* *ciel* (sam. 21 h. 30').

—Sec. *cas. Bretonneries* : *Certificat* : *Dialogo* (sam. 20 h. 30 et 22 h. 15').

—Sec. *cas. Papek* : *Papek* (sam. 21 h. 45'); *Il* : *Deux* *Plaisances* *au-dessus* *de* *la* *mer* (sam. 20 h. 30').

—Sec. *cas. Le Gare* : *Stations* (sam. 20 h. 30').

—Sec. *cas. Plote* : *Plote* (sam. dim. 20 h.); *Une* *pittoresque* *mascarade* (sam. dim. 20 h.).

—Sec. *cas. Le Constatable* : *Le Petit Prince* (sam. 20 h.); *Le Constatable* (sam. 22 h.).

—Sec. *cas. Les Jours de Carroul* : *Les Jours de Carroul* (sam. 20 h.); *Le Constatable* : *Neo-Did* *77* (sam. 22 h.); *Les Petits ennemis* (sam. 22 h.).

—Sec. *cas. Les Jours de Miracles* : *Imago* (sam. 20 h.); *Frontage* *ou* *dessus* (sam. 22 h.).

—Sec. *cas. Le Fau* : *Le Président* (sam. 20 h. 30').

—Sec. *cas. Madame* : *Madame* *Nana* (sam. dim. 20 h. 30'); *Il était* *la* *Belgique*... *une* *fois* (sam. dim. 20 h.).

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 31 décembre - Dimanche 1^{er} janvier

Le Plateau : Roxane Parvy (sam., dim. 20 h. 30) ; Green et Lefebvre (sam., dim. 22 h.).
L'Éclatante, il : Givrolons (sam., dim. 20 h. 45) ; Vos p'tites compagnes (sam., dim. 22 h.).
— II : Les Jones (sam., dim. 21 h.).
— III : Les Jones (sam., dim. 20 h.).
Théâtre Campeigne-Première, il : Armaguet 77 (sam., dim. 20 h. 15) ; — II : La Matriarche (sam., dim. 20 h.) ; Parade (sam. 21 h.; dim. 20 h.).
Théâtre de Dix-Neufes : A nous deux l'arrivée bien à être de gaux (sam., dim. 20 h. 15).
Le Vieux Pichon : Le Secret de Zonga (sam., dim. 22 h.).
La Vieille Grille, Sol-Lucas (sam., dim. 20 h. 45) ; Annexe 1000 (sam., dim. 22 h.). — II : J. Antonio (sam., dim. 22 h.).
Abadie (sam., dim. 22 h.).

Boulogne. T. B. B. : Et la fête continue (s'am., 20 h. 30, dernière).
Citél. Espace Cérull : Grands soiree de ballets (s'am., 20 h. 30).
Rte-Orange, Salle E.-Demos : Nuit du jazz (s'am., 21 h.).
Saint-Denis. Théâtre Gerard-Philipe : Felines de coeur d'une chaste anglaise (s'am., 20 h. 30).
Versailles. Théâtre Montanier : Un amour qui finit pas (s'am., 21 h.).

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Mogador : Valse de Vienne (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Les chansonniers
 Caveau de la République : Ce soir

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

Chaillet, sam. 15 h. : If I had a Million, de R. D. Andrew. — Dim. 15 h. : Folies-Bergère, de R. del Ruth ; 18 h. 30 : Cover Girl, de C. Vidor ; 20 h. 30 : Butch Cassidy et le Kid, de G. Roy-Hill ; 22 h. 30 : Viridiana, de L. Bunuel.

L'AMJ AMERICAIN (All. v.o.) (°°) :
Studio Guise. 5° (023-89-22).

on actualise (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

Deux-Ânes : Aux ânes citoyens (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

Dix-Heures : Le maire est démonté (sam. et dim., 22 h.).

accordeur : S. Davidson, chanciers
 d'organe : G. Quastrom, orgues
 à 1900 (s'am. et dim. 19, h.); Duo
 piano et violon (Ravel, Schoen-
 berg, Webern, Zimmermann, Beolvi)
 Notre-Dame de Paris : M. Estellat-
 Brun (Widor, Klicka) (dim.
 17 h. 45).
 Opéra : L'acte 4 - Thomas d'Aquin :
 M. Liévrens et A. Bedois (musique
 italienne du dix-septième siècle)
 (dim. 17 h. 45).
 Église : Saint-Germain-des-Près
 (M. de la Chapelle, Houbart (Sach.
 Haendel, Viraldi, Telemann, Co-
 retti, Daquin) (s'am. et dim. 21 h.).
 Saint-Etienne des Invalides :
 Choral antiphon. (M. de la Chapelle,
 de Noël) (dim. 18 h.).

Helf Drouot : Ils étaient quatre
(sam. et dim., 23 h.).
Théâtre Monfeyard : Steve Lacy
(sam., 22 h. 30).
Palace : Clifton Chenier (sam.,
20 h. 30).
Théâtre Présent : Echo du Bayou
(sam., toute la nuit; dim.,
20 h. 45).
Théâtre Marie-Stuart : Rachid Bahri
(sam., 22 h. 30).

annuaire Forum : Danses et mas-
ques de Ball (sam., 16 h. ; dim.,
21 h.).

cinémas

L'ANTHIM (Fr.) : Richelieu, 2° (233-56-70) : Colliège, 5° (339-29-46) :
Fauverney, 12° (331-56-95) : Farnes, 17° (380-10-10) : Cluchy-Farnes, 16° (522-37-41).
ANNIE HALL (A. v.o.) : Studio (233-25-97) : Marbeuf, 2° (232-47-18).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) : Saint-Germain-Eucherie, 3° (233-56-70) : Saint-Louis, 2° (339-29-46) :
Farnes, 12° (331-56-95) : Farnes, 17° (380-10-10) : Cluchy-Farnes, 16° (522-37-41).
MONT-CARLO, 5° (225-08-38) : M.J. : Impérial, 2° (742-76-37) :
Montparnasse, 1° (343-07-42) :
14-27° : Saint-Lazare-Paquier, 8° (347-07-42) :
Nations, 12° (343-07-42).
ARRETE TON CHAR, RIDASSE (Fr.) : Rex, 2° (236-83-83) : U.G.C.

36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534
 535
 536
 537
 538
 539
 540
 541
 542
 543
 544
 545
 546
 547
 548
 549
 550
 551
 552
 553
 554
 555

[illegible][illegible]

Les festivals
CHARLIE CHAPLIN. — Dejaset. 3
 (1887-97-34), h. sp. : Charlot boxeur
 Charlot musicien, Charlot marin
 Charlot vagabond.
CHARLIE CHAPLIN (v.o.). — Nickel.
 Ecclési. 5e (1925-73-07) : la Ruée vers

[illegible]

Les films nouveaux

SECTION DE CHOCS, film italien de M. Mano (v.f.) (""): Paramount - Opéra, 9^e (073-34-37); Paramount-Montmartre, 18^e (806-34-25).

ES INDIENS SONT ENCORE LOI
(Fr.) : La Ciel (5e) (337-90-80)
ON BEAU LEONNAIRE (A)
v.o.) : Quintette (8e) (033-35-4)
(deux salles) : Marignan (8e) (358-
92-82) : Balzac (8e) (358-52-70)
v.f.) : Omnia (2e) (233-39-36) : R
Opéra (2e) (743-82-54) : Luxem
bourg (8e) (833-87-77) : Montp
nasse-83 (8e) (544-14-27) : Nation
(12e) (343-04-87) : Gaumont-S
(14e) (331-51-16) : Cambronne (15
(334-42-96) : Clichy - Pathé (15

PORT D'UN POURRI (Fr.): Riche
Heu (24) (233-56-70): Berlitz (2)
(742-80-34): Saint-Michel (5)
(326-79-17): Cluny-Palace (5)
(033-07-76) Ambassade (8*) (356)
19-08): France-Elysées (8*) (72)
71-11): Gaumont-Sud (14*) (33)
51-18): Mactaparnasse-Pathe (14)
(326-65-13): Camborne (15*) (73)
42-80): Mayfair (18*) (525-27-00)

wrepier (13*) (357-90-107) : C&M
 mont-Oambetta (20*) (797-02-74)
 SUIF MOIS (Hong, v.o.) : 14-Jul
 lit-Parnasse (6*) (328-58-00) : 3*
 André-des-Arts (6*) (328-48-18)
 14-Juliet-Bastille (11*) (357-90-81)
OUS IRONS TOUS AU PARADIS
 (Fr.) : Richelieu, 2* (233-56-70)
 Saint - Germain - Village, 5* (633-
 87-39) : Le Paris, 8* (339-53-99)
 Lord Byron, 8* (235-04-23) : C&M

rot. 13. (349-19-28): Montparnasse.
 Pathé. 14. (328-65-13): Clichy.
 Sud. 14. (331-51-18): P.L.M. Saint-
 Jacques. 14. (369-65-42): Clichy.
 Pathé. 18. (322-37-41).
 EW-YORK. NEW-YORK. (A. V.G.)
 Paramount. C.O.R. 8. (322-65-62).
 Publicis. Saint-Germain. 8.
 72-80): Publicis Champs-Élysées. 8.
 (730-76-23): Publicis Matignon. 8.
 (350-31-97). — V.J. Paramount.
 Opéra. 9. (073-34-37): Paramount.
 Gobelins. 13. (101-12-38): Para-
 mount. — Montparnasse. 16. (328-

l'or (sam.); le Kid (dim.).
CHARLIE CHAPLIN. — Action-
 Christine, 6^e (325-85-78); le Kid
 (sam.); les Temps modernes (dim.).
PAGNOL. — La Pagode, 7^e (705-
 12-15); Topaze (sam.); la Femme
 du boulanger (dim.).
JERRY LEWIS (v.o.) — Palais des
 arts, 3^e (272-82-98); Un chef de
 rayon explosif (sam.); Ya, ya, mon
 amour (dim.).

MEL BROOKS (v.o.). — Studio Ghibli, 10 rue de la Cœur, 6^e (326-80-25) : Frankenstein junior.
 WOODY ALLEN (v.o.). — Studio Logos, 5^e (033-26-42) : Prendre l'oselle et tire-toi (sam.) ; Woody et les robots (dim.).
 ENFANCE. — Jean-Renoir, 9^e (874-40-75) : Buggy Malone.
 JOURNAL D'U. R. S. S. (1917-1977)

Garmone, l'étoile du merveilleux
bonheur, l'Incantation, l'Ascension
(sam.) : l'Ascension (dim.).
MARGUERITE DURAS. — Le Seine,
5^e (325-95-99), 14 h. et 22 h.
Barter, Vers Barter, 16 h. et 20 h.
le Camion.
CINEMA ITALIEN (A. Sordi, G.M.L.
Volonte). — Olympie, 14^e 1542-
67-42) : Enquête sur un citoyen

JACQUES RIVETTE. — Studio Galland, 5e (073-73-71) : Céline et Julie vont en bateau.

Ancinas, 17° (754-97-83), 13 h. 30 :
l'Antre de l'horreur ; 15 h. : l'Hor-
rible Cas du docteur X ; 16 h. 30 :
l'Empire de la terreur ; 18 h. : la
Malediction d'Arkham ; 19 h. 30 :
la Pluie du diable ; 21 h. : l'Abomi-
nable Docteur Phibes ; 23 h. 30 :
Phibes ; + sam., 0 h. : Théâtre de
sang.

COMEDIES MUSICALES (v. o.). —

le Pirate (sam.) : Un jour à New-York (dim.).
COMEDIES U. S. A. (v.o.) : Action-La Fayette, 9e : la Parité (sam.) : la Vie secrète de Walter Mitty (dim.).
CHATELET-VICTORIA 1er (508-94-14) (v.o.). — L 13 h. 30 : le Guepard : 16 h. 30 : Taxi Driver : 18 h. 30 : le Dernier Tango à Paris : 21 h. : *Comedies U. S. A.*

0 h. 15 : l'Equipee sauvage. - II.
14 h. : l'Honneur perdu de Katharina Blum; 16 h. : les Fraises sauvages; 18 h. : Marathon Man;
20 h. : Cabaret; 22 h. : Rosemary's Baby; + sam. 0 h. 30 : A l'Est d'Edon.


BOITE A FILMS, 17- (754-51-50)
(v.o.) - I, 13 h. : Jeremiah Johnson; 15 h. : Une étoile est née; 17 h. 30 : le Désert des Tartares;

23 h. 04 : *Après-midi de ténier* ;
22 h. : *Frankenstein le juulor* ;
+ sam. 0 h. : *Trois femmes* . —
11, 13 h. : *Five Easy Pieces* ;
14 h. 45 : *Quand la panthère rose*
s'emmêle ; 16 h. 30 : *Nos plus*
belles années ; 18 h. 30 : *Un tram-*
way nommé Désir ; 20 h. 30 : *Mort*
à Venise ; 22 h. 30 : *Phantom of*
the Paradise ; + sam. 0 h. : *Délu-*
vance .

100

en 1978

**PREPAREZ
VOS
MOUCHOIRS**



هكذا من الأصل

CARNET

Décès

— M. le professeur Bouvraïn.
Mme Arnaud.
Mme et le docteur J. Mugica.
Mme G. Bouvraïn.
M. P. Bouvraïn.
Et la famille.
ont la douleur de faire part du décès de
Mme le docteur André BOUVRAÏN.
survenu à Saint-Cloud le 27 décembre 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châlo-Saint-Mars (91).

— Mme Cohen et ses enfants.
Mlle Maud Cohen.
Le docteur et Mme Jean Cohen et leurs enfants.
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul COHEN.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Mme Julien Woog.
M. et Mme Jean-Claude Woog.
Agnes et Stéphane.
ont la douleur de faire part du décès de
M. Julien WOOG.
ancien combattant 1914-1918.
survenu le 22 décembre 1977, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, à son domicile, 187, rue de Courcelles, 75017 Paris.

Les obsèques se feront le lundi 2 janvier 1978, au cimetière de Pantin-Pailland, porte principale, à 14 heures ou à la 8^e division.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Une pensée, d'affection et d'amitié, est demandée pour
Nicole TAITZ.
et sa maman.
Madeleine TAITZ.

Visites et conférences

LUNDI 2 JANVIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
15 h. devant l'église place Saint-Philippe-du-Roule, Mme Bouquet des Chaux : « Saint-Philippe-du-Roule et la mort de Balzac ».

15 h. 6, place des Voages, Mme Guillier : « Promenade dans le Marais ».

15 h. 92, rue Saint-Martin, Mme Meyniet : « Le Centre Georges Pompidou » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. 2, rue de Sévigné : « Les hôtels du Marais » (A travers Paris).
15 h. 15, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie : « Le Marais » (Mme Barbier).
15 h. 133, rue Saint-Martin : « Et si nous visitions Beaubourg » (Mme Hager).
15 h. Musée des monuments français : « Provence et Langue d'oc au treizième siècle » (Histoire et Archéologie).

SPORTS

FOOTBALL

Le Stade Rennais sollicite la suspension des poursuites auprès du tribunal de commerce

De notre correspondant

Rennes. — En choisissant de présenter une requête sollicitant le bénéfice de la procédure de suspension provisoire des poursuites auprès du tribunal de commerce de Rennes, écartant du même coup la compétence de la juridiction civile, sauf avis contraire de la juridiction consulaire, le président du Stade Rennais annonce à la presse qu'il avait choisi la procédure de suspension provisoire des poursuites. La requête sera officiellement déposée lundi 2 janvier. Le tribunal statuera, sous quinzaine, sur la recevabilité de la demande.

Le Stade Rennais aura des lors pour triple tâche de convaincre le tribunal de commerce de son importance économique au plan régional, de la possibilité d'un redressement de la situation financière (le paiement des salaires des joueurs pour novembre doit nécessairement intervenir dans les tout prochains jours pour éviter l'état de cessation de paiement), et de ce que la procédure choisie est la plus avantageuse pour les créanciers du club.

Jeudi 29 décembre, une société de crédit s'est déclarée prête à accorder immédiatement un prêt de 2 millions de francs sur cinq ans au taux de 7 %, en échange d'une caution qui pourrait être apportée par deux mille supporters, acceptant chacun d'être garant pour une somme de 1 000 francs.

L'U.R.S.S.A.F., de son côté, a décidé de reporter au 7 janvier le délai accordé au Stade Rennais pour s'acquitter de la dette de 830 000 francs. Il faut noter enfin que le dernier déficit annoncé par le club est de 3 160 000 francs.

YANN ENJEU.

BASKET-BALL

LE MANS

VAINQUEUR DE VILLEURBANNE

Quinze matches, quatorze victoires, une seule défaite, tel est le bilan de la fin de matches « aller » de l'équipe du Mans, qui compte désormais au classement quatre points d'avance sur Villeurbanne et huit points sur Tours. Caen et Antibes. Vendredi 30 décembre, pour la quinzième journée des championnats de France de Nationale 1, Le Mans a obtenu un succès (74 à 68) encore plus important que les précédents, l'adversaire à battre étant Villeurbanne, champion national en titre et le concurrent le plus dangereux pour l'instant, dans la compétition en cours.

RESULTATS
«Le Mans» D. Villeurbanne... 74-68
«Tours» D. Caen... 95-85
«Monaco» D. Antibes... 85-82
«Clermont» D. Racing... 102-98
«Dax» D. Châlons... 112-97
«Nice» D. Bagnole...

CLASSEMENT
1. Le Mans, 43 points; 2. Villeurbanne, 39; 3. Tours, 35; 4. Caen, 25; 5. Antibes, 25; 6. Châlons, 24; 7. Monaco, 23; 8. Nice, 23; 9. Orléans, 22; 10. Clermont, 21; 11. Brest, 20; 12. Bagnole, 19; 13. Antibes, 18; 14. Jaurès, 17; 15. Dax, 15; 16. Racing, 14.

TENNIS. — Au tournoi de Port-Washington le Français Yannick Noah, victime d'une blessure, a abandonné dans les qualifications de finale. Chez les filles, de moins de dix-huit ans, la Française Martine Bureau remporte, en demi-finale, l'Américaine Tracy Austin. Chez les moins de seize ans, Corinne Tournier a été éliminée par l'Américaine Jennifer Gooding.

Fiscalité

$$P(cv) = m \left(0,0458 \frac{c}{k} \right)^{1,48}$$

Une bonne formule pour l'automobile

La crise de 1973 n'en finit pas de se répercuter sur l'industrie automobile mondiale même si, pour la production, les sommets d'il y a cinq ans sont aujourd'hui dépassés. La lutte contre le gaspillage de carburant a conduit les gouvernements à réglementer divers aspects de la conception des véhicules. Entre les mesures autoritaires prises aux Etats-Unis (1) et la confiance dans le bon sens des industriels, la France a opté pour une méthode incitative et non contraignante.

La circulaire du 23 décembre (qui paraîtra prochainement au Journal officiel) définit le nouveau mode de calcul de la puissance administrative des automobiles (les « chevaux fiscaux » ou CV) n'a pourtant pas été signée dans l'illégalité générale. Trop d'intérêts entraînent en jeu, ceux de l'Agence pour les économies d'énergie, partisans d'un calcul basé sur la puissance réelle, comme ceux de certains constructeurs, pour qui cette méthode aurait sonné le glas de leurs modèles les plus performants. Finalement, le mode de calcul retenu, qui entre en application le 1^{er} janvier 1978, restera basé sur la cylindrée des moteurs et sur leur type (essence ou diesel), mais un nouveau paramètre entre en jeu, la transmission. La formule est simple :

$$P(cv) = m \left(0,0458 \frac{c}{k} \right)^{1,48}$$

où m est égal à 0,7 pour les moteurs diesel et 1 pour les autres. C désigne la cylindrée en centimètres cubes et k la vitesse moyenne arithmétique des vitesses obtenues à 1 000 tours/minute sur chacun des quatre rapports (ou sur les trois premiers premiers et le cinquième dans le cas d'une boîte à cinq vitesses).

Passons sur le fait qu'une élévation de la puissance n'est pas à la portée de toutes les calculatrices. La méthode n'en est pas moins claire, et son application aura des répercussions profondes sur d'une cinquantaine pour les ingénieurs de l'automobile. L'ancien règlement n'était qu'un carcan : la nécessité commerciale d'en rester aux faibles cylindrées a été de la même année (le fait avait conduit à développer des moteurs « carrés » et « supercarrés » tournant vite et puissants à « tout régime », des pur « sang » alors que les moteurs « normaux » nous allons à présent redécouvrir les bons vieux moteurs à course longue dont la force s'exerce entre 2 000 et 3 000 tours/minute, justement le besoin d'une conduite et en sécurité) s'en justifie et où la consommation est la plus basse. Mais pour cela une augmentation des cylindrées est nécessaire, qui sera des plus possibles sans pénalisation, pourvu que le coefficient K augmente.

Ce dernier point est essentiel : pour y parvenir il faudra soit allonger les rapports de transmission, ce qui est la politique de Ford, soit modifier le rapport de la boîte de Renault, dont la R5 GTL (2), bien qu'équipée d'un plus gros moteur que la R5 TL.

(1) Rappelons que la consommation moyenne de toutes les automobiles sera des plus basses en 1980, car chaque firme américaine ne devra pas dépasser 9 litres aux 100 km. Les constructeurs européens, qui ont fixé à 12,5 l aux 100 km, ce qui implique que l'abandon des plus gros modèles, la fabrication d'automobiles légères au gabarit européen. L'importance de certains constructeurs de modèles étrangers par le gouvernement d'un poste périphérique, contre la demande de certains directeurs de stations de sports d'hiver qui souhaitent la création d'un impôt : neige, exceptionnel pour compenser les pertes provoquées par l'absence de neige. Cette proposition s'inspire de l'impôt sécheresse créé en 1976.

Le secrétaire d'Etat a notamment déclaré qu'il était « primordial de protéger un tel impôt », puisque les professionnels du ski pourraient être compensés au cours de la saison, qui s'achève seulement en avril.

M. Médéric a affirmé que, pour dominer ce qui se soit, la pénurie de neige n'avait rien de comparable avec la catastrophe nationale de la sécheresse de l'été 1976.

consomme 1,5 litre de moins à 120 km/h — soit adopter une boîte à cinq vitesses. L'essentiel est d'obtenir un bon couple à bas régime afin de faire le plus de kilomètres possibles avec le moins de litres/moteur possibles. La fiabilité y gagnera et les véhicules seront également plus silencieux.

Chaque constructeur aura d'autre part le loisir de développer, à partir d'un même moteur large ment dimensionné, plusieurs versions d'un même modèle en modifiant uniquement les rapports de pont, les boîtes, ou les deux à la fois. La standardisation — et l'économie de production — y gagnera. Mais la médaille a son revers : certains pourront être tentés par l'adoption d'une cinquième vitesse trop longue favorisant les sous-régimes préjudiciables à la sécurité, ou par celle de rapports de transmission de vitesses fréquents, fatigants et peu économiques. La réforme serait alors un échec.

A noter enfin le coefficient affecté au diesel qui garde son avantage. Du moins jusqu'à ce que le prix du gazole délivré aux particuliers ne rattrape pas celui des autres carburants.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

MICHEL BERNARD.

ons

سكنا من الاموال

LA REVUE DES VALEURS

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Nouvelle baisse du dollar

Paris et Francfort fermés lundi. Londres fermé mardi : on pouvait penser que les marchés des changes respecteraient la trêve des confiseurs. En fait, il n'en a rien été. L'annonce du remplacement de M. Burns par M. Miller, à la tête de la Banque fédérale des États-Unis, a provoqué une forte baisse du DOLLAR jeudi, baisse qui n'a été corrigée qu'en partie à la veille du week-end.

La semaine avait pourtant commencé calmement pour le DOLLAR, qui mardi s'était fait très légèrement dans des marchés peu animés et creux. Mercredi, toutefois, le tassement de la devise américaine s'accroissait. Pourquoi ? Quelles raisons en sont, il s'avère rapidement que les opérateurs qui avaient vendu ce jour-là avaient été bien avisés. Jeudi, en effet, l'on apprenait que le président Carter avait décidé

était clair que des divergences étaient apparues entre la Maison Blanche et le président de la Banque fédérale. Dès lors, il était probable que le mandat de ce dernier ne serait pas renouvelé. Fournant la règle « sacro-sainte » du fait accompli n'a pas joué. Cela dit, quelle signification doit-on accorder à la baisse brutale du DOLLAR survenue jeudi ? Deux points méritent d'être signalés. En premier lieu, cette baisse, aux dires des spécialistes, s'est effectuée dans le vide, les transactions restant relativement peu importantes. En second lieu, une correction est intervenue presque immédiatement. Dans ces conditions on ne saurait attacher aux fluctuations constatées cette semaine une très grande signification.

Reste que ce brutal mouvement de baisse a démontré — si besoin

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	1,8100	8,9778	3,2825	4,0285	63,3525	4,3452	1663,04
	—	1,8028	8,9098	3,2824	4,0051	62,3770	4,3198	1632,37
New-York	1,8160	—	21,2765	49,8753	47,5059	3,0574	43,8560	0,1147
	1,8020	—	20,8968	48,6618	46,4390	2,9850	43,1024	0,1140
Paris	8,9778	4,7000	—	234,41	222,47	14,3511	206,59	5,3914
	8,9098	4,7850	—	232,84	222,45	14,2835	206,25	5,4581
Zurich	3,2825	2,6850	48,5895	—	95,2494	6,1221	88,1318	2,2999
	3,2824	2,6859	48,5895	—	95,2494	6,1221	88,1318	2,2999
Francfort	4,0285	2,1090	44,7872	104,8675	—	6,4274	92,5674	2,4146
	4,0051	2,1510	44,5858	104,8715	—	6,4208	92,1153	2,4526
Bruxelles	62,3525	32,7500	6,9689	16,3341	15,5581	—	14,3854	3,7568
	62,3770	32,5900	7,0010	16,3017	15,5741	—	14,4396	3,8128
Amsterdam	4,3452	227,50	48,4042	113,4663	108,0760	6,9463	—	2,6096
	4,3198	222,88	48,4042	112,8955	107,8858	6,9251	—	2,6453
Milan	1663,04	871,75	135,47	434,75	414,13	26,6183	383,18	—
	1632,37	877,00	135,28	432,76	407,71	26,1791	378,01	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

de ne pas renouveler le mandat de M. Burns, et que M. Miller le remplacerait à la présidence de la Banque fédérale des États-Unis fin janvier.

M. Burns était généralement considéré comme le garant d'une certaine orthodoxie financière, cette nouvelle ne pouvait laisser indifférents les marchés financiers, au moins à court terme. On avait en effet, au début de la semaine, vu la baisse du DOLLAR, dont ce cours tombait à près de 4,65 francs FRANÇAIS à Paris et à 2,075 DEUTSCHMARKS à Francfort. Une reprise s'ensuivit alors, qui, cependant, n'effaçait qu'en partie les pertes initiales. A la veille du week-end, les marchés retrouvaient un semblant de calme, la devise américaine s'échangeant, près des niveaux atteints la veille en clôture.

Le départ de M. Burns ne saurait être considéré comme une surprise. Depuis plusieurs mois, il

était — que la confiance à l'égard du DOLLAR restait vive en dépit des déclarations rassurantes qu'ont multipliées ces dernières semaines les officiels américains, le dernier en date étant M. Wallach, l'un des sept gouverneurs de la Banque fédérale, qui n'a pas craint d'affirmer qu'il était « erroné de penser que les États-Unis sont toujours à la tenue du dollar », que les autorités américaines étaient « intervenues de façon adéquate sur les marchés des changes et en conformité avec l'importance du désordre monétaire », qu'il était « de toute évidence les importations de pétrole allaient être réduites et qu'une fois promulguée, une législation forte sur l'énergie donnera l'assurance aux marchés des changes, que la force du dollar ne sera pas sapée par la spirale des importations pétrolières ».

M. Wallach pose là le vrai problème. Il est clair, en effet, que la politique énergétique américaine sera déterminante pour la tenue future du DOLLAR. Cela posé, beaucoup d'opérateurs voudraient partager la conviction de M. Wallach.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Calme

Conforté par les nouvelles favorables de ces derniers jours (déclatation des prix de détail en novembre, bonne tenue du franc français, notamment contre le dollar), le marché monétaire a passé la fin d'année dans le calme, d'autant que la Banque de France l'avait abondamment pourvu en liquidités : 2,8 milliards de francs valeur 29 décembre, 2,3 milliards de francs valeur 30 décembre, le tout au taux inchangé de 8,7/8 %.

Le taux de l'argent au jour le jour est, lui aussi, resté inchangé à 9/16 %.

En revanche, les taux de l'argent à terme se sont déformés de 1/8 % à 1/4 % sur des périodes s'échelonnant de un à douze mois. Détenue provisoire et optimisme passager ? A moins que les trésoriers de banque ne considèrent que les dernières nouvelles économiques militent en faveur d'une baisse durable des taux. L'on ne sait trop.

En tout cas, la réponse dans ce domaine dépendra, comme tous les jours pour une grande part, de la tenue du franc sur le marché des changes. Mais, là aussi, l'année 1978 peut nous apporter bien des surprises et pourquoi pas des bonnes ?

(Interim.)

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

	4 1/2 % 1973	10 100 10 250 930	C.N.E. 3 1/2 %	3 7/8 %	6 888 257	Perrier	44 700	5 981 210 (1)	Milieu	3 450	4 744 990	Couffage	24 400	2 634 225 (2)
(1) Trois séances seulement.														
(2) Séance de vendredi seulement.														

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Termes	26 déc.	27 déc.	28 déc.	29 déc.	30 déc.
Compt.	—	39 043 489	41 022 509	33 580 885	33 949 892
R. et obl.	—	93 620 061	85 680 905	120 148 704	67 398 977
Actions	—	144 806 787	52 525 771	44 572 169	33 626 189
Total	—	277 421 247	179 229 185	198 301 768	134 975 058

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)

Valeurs	26 déc.	27 déc.	28 déc.	29 déc.	30 déc.
France	—	88,5	88,8	88,8	88,8
Etranger	—	98,9	98,9	98,5	98,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1976)

Tendance	26 déc.	27 déc.	28 déc.	29 déc.	30 déc.
Ind. gén.	—	59,8	59,9	59,6	59,9

Bourse de Paris

SEMAINE DU 27 AU 30 DÉCEMBRE

Le 7 % 1973 au plus haut

« E X nihilo nihil. » Rien ne vient de rien, affirme l'aphorisme. Il est étonnant d'attendre quoi que ce soit de la semaine écoulée, une des plus creuses de l'année et de surcroît réduite à quatre séances par les fêtes de Noël. La Bourse a en effet chômé le lundi 26 décembre.

De fait, il ne s'est rien passé ou bien peu de chose... Privée d'une bonne partie de sa clientèle, traditionnellement absente en cette période de l'année, le marché, complètement désœuvré, a piétiné après avoir encore un peu progressé sur sa lancée des jours précédents. Les professionnels, faute de mieux, se sont bornés à expédier les affaires courantes. La forte décelération des prix de détail en novembre ? C'est à peine si les cours sont « frémis ». En d'autres termes, ils valaient bouillir. La recrudescence du dollar ? Passée inaperçue ou presque. Bref, quatre séances de pure forme qui ont vu d'un vendredi à l'autre les valeurs françaises monter de 0,7 % en moyenne, sans que l'on puisse attacher une grande signification aux variations de cours observées dans les deux sens. Vendredi, l'on a même craint un moment que la tradition ne fût pas respectée. Ni confettis ni pétards, aucun cotillon : la Bourse avait un air sinistre quand, au dernier moment, un orchestre Nouvelle-Orléans, sorti de nulle part, fit soudain réentendre ses cuivres sur le groupe « C. Les comités consentent alors à jouer du serpent après avoir revêtu la tenue adéquate. Mais, visiblement, le cœur n'y était guère. Quatre semaines de conflit social sans grand résultat laissent, en effet, l'est, un arrière-goût d'amertume. Mercredi, en effet, lors de la consultation organisée par les syndicats, une petite majorité de votants (mille deux cent cinquante-cinq) s'étaient déclarés partisans d'accepter les dernières propositions patronales, tandis que huit cent cinquante-sept se prononçaient contre. Par lassitude ? C'est bien possible. Enquêtant sur les huit cent cinquante-sept opposants, le C.F.D.T. a refusé de signer l'accord et affirmé son intention de reprendre le combat le moment venu. Simple formule employée pour masquer un échec ou volonté réelle de reprendre l'action ? Beaucoup penchent pour la première explication. En attendant, même si la menace de nouvelles grèves n'est pas entièrement écartée, elle ne pèse plus sur le marché, et la reprise normale du travail a constitué l'un des deux événements de la semaine.

L'autre fut l'envoie de la rente 7 % 1973. Poussée par la hausse de l'or, elle-même attisée par la recrudescence du dollar, les cours de cet emprunt plus du napoléon ont monté pour atteindre 122,30 Ft, et l'autre son plus haut niveau historique (122,30 Ft), et l'autre son plus haut niveau historique.

On verra là le signe de l'indéfectible attachement des Français pour les choses de l'or. Au moment où les investisseurs désenchantés ou simplement inquiets de l'avenir manifestent un certain désintérêt pour la Bourse, cet attachement prend valeur de symbole.

ANDRÉ DESSOT.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du cuivre et de l'étain

MÉTALX. — Repli des cours du cuivre et de l'étain. Plusieurs facteurs expliquent ce retournement de marché : accroissement des stocks de métal raffiné aux États-Unis en novembre, essor des métaux lourds importés en Grande-Bretagne. Enfin, opposition du Chiti aux mesures de réduction de production (— 15 %) proposées par le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre, ce pays devant maintenir un niveau d'activité élevé dans ses mines pour pouvoir rembourser son importante dette extérieure. Ainsi, l'exportation de cuivre de 15 000 tonnes du stock régulateur japonais durant la prochaine année fiscale.

ÉTAIN. — Les cours de l'étain restent soutenus sur les marchés à terme. Mous de la moitié de la tonne ré-évaluée à 44,5 cents de liv. st. et à 11,5 dollars. La production mondiale est estimée à 62,2 millions de tonnes pour une consommation de 60,5 millions de tonnes, inférieure de 1,7 million de tonnes à celle de 1976-1977. Pour la saison 1978-1979, on se prévient une diminution de l'exportation de 230 000 tonnes. La baisse des prix est même appelée à se poursuivre au cours des prochains mois, estimant la commission néo-anglaise de la laine.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 30 décembre 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) : comptant 688 (687), à trois mois 695,50 (702) ; étain : comptant 6 285 (6 210), à trois mois 6 285 (6 210) ; plomb : 356 (365) ; zinc : 283,50 (280).

New-York (en cents par livre) : cuivre (Premium terme) : 38,60 (38,50) ; aluminium (d'ingot) : 56,50 (56,50) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 66,17 (69,83) ; mercure (par bouteille de 7 lb) : 125-130.

Paris (en francs des Douanes par pleul de 22 lbs) : 1 698 (1 720).

TEXILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars : 53,90 (53,10) ; mai : 54,85 (53,90).

Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (pelignée à sec) : mars, 240 (243) ; jute (en dollars par tonne) : Pakistan, White grade C inch. (445).

Konabir (en francs par kilo) : laine : jay, 23,70 (23,80).

Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute : inch. (540).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S., comptant : 47,50-48 (48-49).

Penang (en cents des Douanes par kilo) : 198,50-199 (194,75-195,50).

DÉTERGENTS. — New-York (en cents par lb) : cacao mars : 141,50 (141,70) ; mai : 132,30 (132,78) ; sucre mars : 9,40 (9,39), mai : 9,90 (9,87) ; café mars 192,55 (191), mai 174,50 (167).

Londres (en livres par tonne) : sucre mars 121,10 (121), mai 126,60 (126,30) ; café janv. 1 905 (1 920), mars 1 737 (1 715) ; cacao mars 1 749 (1 815), mai 1 634 (1 700).

Paris (en francs par quintal) : cacao mars 1 630 (1 665), mai 1 605 (1 625) ; café mars 1 543 (1 500), mai 1 468 (1 410) ; sucre (en francs par tonne) : mars 1 040 (1 026), mai 1 050 (1 050).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par bushel) : blé dur 179 1/2 (171), mai 224 3/4 (226 3/4), mai 227 3/4 (228 3/4).

Bourses étrangères

NEW-YORK

ENCORE BIEN ORIENTÉ

Quatre séances seulement pour cette dernière semaine de l'année durant laquelle le marché a recouvert plusieurs fois après sa hausse récente. Mais chaque baisse ayant été suivie d'une prompte reprise, les cours se sont, en définitive, maintenus dans l'ensemble, gagnant même encore un tout petit peu de terrain, et vendredi, en clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 837,17 (+ 1,30 point).

Les craintes éprouvées par les opérateurs ne se sont pas, il est vrai, vérifiées. Beaucoup ont d'abord redouté une aggravation du déficit commercial pour 1978. Tout en restant élevé, ce déficit s'est en fin de compte limité à 23,6 milliards de dollars.

Exxon	46 3/4	46
Ford	45 1/4	45 3/4
General Electric	50 1/8	49 3/4
General Foods	32	31 1/2
IBM	171 1/2	171 1/4
International Harvester	27 1/4	27 1/4
Kennecott	21 7/8	22 1/4
Mobil Oil	65	63 1/2
Pfizer	31 3/8	31 3/4
Schlumberger	72 1/4	72 1/4
Texasco	21	20 5/8
U.S. Steel	31 1/2	31 1/2
Union Carbide	41 1/8	41 1/8
U.S. Steel	31 1/2	31 1/2
Xerox Corp.	48	46 3/4

LONDRES

CALME

Un grand calme a encore régné durant trois séances de la semaine. L'indice des 300 titres de la Bourse ayant chuté le 27 décembre. Le marché a encore un peu progressé, favorisé en cela par les pronostics économiques assez favorables formulés par les experts de l'O.C.D.E. Mais la hausse continue de la livre sterling et les répercussions que cette hausse risque d'avoir sur les exportations britanniques ont fortement atténué l'optimisme des opérateurs, et, à la veille du week-end, un repli s'est opéré, entamant une bonne partie des gains acquis durant les trois premiers jours.

Indices & Financial Times : du
 1^{er} décembre : Industrielles, 485,4
 contre 483,7 ; mines d'or, 138,2
 contre 131,8 ; fonds d'Etat, 78,08
 contre 77,50.

Cours	Cours
23 déc.	30 déc.
Water	181 182
British Petroleum	858 858
Charter	129 129
Comitrol	115 113
Imperial Chemical	315 315
Free State Gold	15 16 1/4
Gr. Univ. Stores	310 316
Imp. Chemical	357 352
Shell	810 810
Wickes	177 175
Wax Loan	36 36 7/8

(*) En dollar, net de prime sur
 dollar investissement.

DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Bors 100 : 29 décembre 1972

	23 déc.	30 déc.
Indice général	73,8	74,2
Assurances	122,1	121,1
Banq. et sociétés financ.	12,3	84,1
Sociétés financières	72,5	74,9
Sociétés diverses port.	72,7	72,7
Agriculture	69,1	69,7
Aliment. et boissons	68,1	67,7
Autom. cycles et t. éq.	80,5	85,1
Mécan. mater. constr. T. p.	75,4	77,4
Chimie (incl. et excl.)	57,4	58,3
Textiles, habillem.	80,8	80,8
Constr. mécan. et navale	80,8	80,8
Métall. chimie, pharm.	80,2	80,2
Imprimeries, pap., cartons	80,2	80,2
Autres	80,2	80,2

FRANCFORT

LEGER REPLI

Trois séances seulement cette semaine, le marché ayant chômé le 26, mais aussi le 30 décembre. La recrudescence du dollar a produit une mauvaise impression sur les valeurs des sociétés fortement exportatrices, et particulièrement souffertes. La hausse des banques, seul compartiment à s'être montré relativement résilient, a cependant compensé un effet compensateur et, dans l'ensemble, les cours ont peu fléchi (0,5 % en moyenne). D'une année sur l'autre, ils auront finalement monté de 8,2 %.

Cours		Cours	
23 déc.	29 déc.	23 déc.	29 déc.
A.G.F.	87,80	85,80	
B.A.S.F.	139	139,50	
Bayer	134,50	134,50	
Commerzbank	230,20	230,20	
Hoechst	138,50	138,50	
Mannesmann	181,50	181,50	
Siemens	282,50	282,50	
Volkswagen	236,10	236,10	

PASSEZ LA MONNAIE

Pour les adultes, 5 francs ; pour les lycéens, 3 francs. C'est la dîme que doivent désormais acquiescer individuellement tous les visiteurs guidés chaque année dans la galerie de la Bourse de Paris.

Après tout, le spectacle mis en scène quotidiennement par la chambre syndicale, joué, non sans brio, par les agents de change et leurs commis dans des décors signés Théodore-Auguste Brongniart, est suffisamment étonnant pour prétendre à un cachet qui reste somme toute relativement modeste. Mais c'est précisément cette modestie qui conduit à s'interroger sur le bien-fondé d'une mesure qui risque, bien qu'une enquête préalable ait été effectuée auprès du public intéressé, de retirer au palais Brongniart un certain nombre de ses visiteurs, et dont le produit (environ 200 000 F) serait affecté à une goutte d'eau dans un océan (1). La Compagnie des agents de change ne pouvait-elle trouver ailleurs l'argent frais qui paraît lui faire défaut ? En fait, il semble qu'elle ait pris l'unique décision qu'il lui soit loisible de prendre seule. Car des projets de redressement plus sérieux et plus rentables existent. Mais, jusqu'à présent, ils se sont tous heurtés au veto de l'autorité de tutelle : le mi-

(1) Le déficit de la chambre syndicale pour l'exercice du 30 septembre 1977 est de l'ordre de 7 millions de francs.

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. RIÈS
— CONTROVERSES : Préface aux idées de la semaine, par Tanguy Kenechou ; L'imposant et le vide, par Léo Humeau ; Gagner pour quoi faire ? par Pierre Lefranc ; La politique sans le choix, par Bertrand Fessard de Foucault.
- 3-4. DIPLOMATIE
— La tournée du président des États-Unis.
4. ASIE
— EUROPE
— POLITIQUE
— La politique sur le vote des Français de l'étranger.
- 7-8. LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 15

- Au fil de la semaine : Madame la... par Pierre Vianon-Fouté.
- Lettre de Loulou (Kenechou), par Dominique Dhombrès.
- Jeu : Ce loto qui fait courir la France, par Jacques Gellard.
- RADIO-TELEVISION : Les lois du football, par Jacques Gellard ; Les tribunes sur TF1, par Catherine Humbloet ; La IVe République aux « Dossiers », par Thomas Farnaud.
16. SOCIÉTÉ
— Des prêtres mariés rappellent à leurs églises qu'ils appartiennent à l'Eglise.
- 17-18. CULTURE
19. SPORTS
20. ÉCONOMIE-REGIONS
- AFFAIRES : M. Geneen quitte la direction d'I.T.T.
21. LA REVUE DES VALEURS

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
Informations pratiques (15)
Chronique (16) : Journal officiel (17)
Météorologie (18) : Météo (19)
Dossiers (20).

La France consacrera 2 millions de francs en 1978
à des études préliminaires
sur un missile de croisière

La France consacrera en 1978 une somme de 2 millions de francs à des études préliminaires sur la définition d'un missile de croisière. Les dépenses correspondantes ont été de 1 million de francs en 1977. C'est ce qui ressort de rapports annuels — au nom de la commission de la défense et de celle des finances de l'Assemblée nationale — non démentis à ce jour par le ministère de la défense. Il y a quelques mois (« Le Monde » du 11 juin), le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, s'était contenté d'indiquer que « des formules nouvelles de systèmes d'armes, comme les missiles de croisière, sont des maintenant à la portée de la France ».

En réalité, les sommes dépensées en 1977 et 1978 couvrent seulement des études préliminaires à caractère exploratoire et élargies sur le concept même des études de « faisabilité », disent les spécialistes — d'un missile de croisière. Le coût de développement d'un tel programme est en effet bien plus considérable, sans doute de l'ordre de 3 milliards de francs.

En vue de ces précisions, les services de renseignements américains estiment, si l'on en croit des dépêches d'agences en provenance de Washington, que la France pourrait être en mesure de fabriquer son propre missile de croisière dans cinq à dix ans. Selon ces mêmes sources, les chercheurs français auraient déjà réalisé d'importantes progrès, tant pour la mise au point du propulseur, mis à l'essai en 1976, que pour la définition de la charge

UN « COMMANDO DELTA »
REVENDIRAIT UN ATTENTAT
A CAMBRAI

Un engin de fabrication artisanale a explosé ce samedi 31 décembre, peu après 1 heure, devant la mairie de Maroilles (Nord) — localité dont le conseil municipal est communiste — occasionnant de légers dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

En revanche, une personne affirmant être le commandant en chef des commandos Delta pour le Nord-Pas-de-Calais a téléphoné dans la soirée du 30 décembre au quotidien communiste régional *Liberté* pour revendiquer l'attentat commis dans la nuit du 28 au 29 décembre contre la Maison des syndicats de Cambrai (Le Monde du 27 décembre) et annoncer d'autres attaques contre les locaux de la C.G.T. de la C.F.D.T. et du P.C.

Le numéro du « Monde » daté 31 décembre 1977 a été tiré à 509 992 exemplaires.

A B C D E F G H

UNE ÉTUDE DU « POINT »

Comment ont travaillé
les députés de la majorité

Dans son numéro daté du 3 janvier 1978, l'*hebdomadaire* le *Point* publie une étude menée en France par l'IMAP (Institut de mesures de l'activité parlementaire) sur le travail accompli par l'Assemblée nationale par chaque député pendant les cinq années de la dernière législature (1973-1978).

Ce bilan, qui ne tient pas compte du travail, non « mesurable », des députés dans leur circonscription et pour le compte de leurs électeurs, révèle d'un certain nombre de points chaque élu en fonction de sa participation aux différentes phases du travail législatif, du contrôle parlementaire, du travail budgétaire et du travail en commission.

Arrivent ainsi en tête du palmarès de la majorité les classements des députés de l'opposition sera publié la semaine prochaine.

MM. Claude Garbet (P.R., Eure-et-Loir), Claudius-Petit (réf., Paris), Hamel (P.R., Rhône), Signon (R.P.R., Somme) et Pazon (R.P.R., Paris). Occupent en revanche les dernières places du classement, MM. Bourdellès (réf., Côte-d'Or), Chaban-Delemas (R.P.R., Gironde), Dassaull (R.P.R., Oise), Massoubre (R.P.R., Somme) et, lanterne rouge, Robert Hersant (réf., Oise).

Cette étude, qui ne concerne que les députés ayant accompli un minimum de quatre années de mandat, exclut en raison de leurs fonctions particulières, les dirigeants des partis, les présidents de groupes et des commissions ainsi que le rapporteur général du budget. Principale victime de cet ostracisme, M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois, qui obtient une mention particulière en tant que président de la commission des lois, mais dont l'activité au Palais Bourbon mériterait peut-être mieux.

« Comme toute nouveauté, reconnaît le *Point*, cette « première » irrita et blessa certains députés mal classés qui croyaient avoir correctement effectué leur travail. Mais, insiste M. Alain Brouillet, directeur de l'IMAP, nous ne portons aucun jugement de valeur sur le

con enu des initiatives des députés ; cette étude, fondée uniquement sur des documents officiels, est quantitative et non qualitative ».

Après le « marketing » politique, c'est une nouvelle pratique américaine qui entre ainsi dans les mœurs politiques françaises et qui ne manquera pas de susciter de vives réactions, deux mois et demi avant les élections législatives — P. F.

M. GISCARD D'ESTAING
PRÉSENTE SES VŒUX
AUX FRANÇAIS

M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français, par la télévision, les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des députés. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Élysée. Viendront ensuite les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays ayant conclu des accords particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Lundi également, M. Giscard d'Estaing recevra à déjeuner MM. Alain Poirer, président du Sénat, et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Mardi 3 janvier, il recevra les vœux de la presse.

En Tunisie

Le gouvernement donne satisfaction
au Syndicat des cheminots

De notre envoyé spécial

Tunis. — « La bataille du rail » n'aura pas plus lieu que celle du phosphate. La fédération des cheminots de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.) a obtenu, vendredi après-midi 30 décembre, un accord sur l'essentiel de ses revendications immédiates. L'accord entraînera pour la S.N.C.F.T. (Société nationale des chemins de fer de Tunisie) une dépense d'environ 12 millions de dinars (1 dinar vaut approximativement 12 F) en 1978. La centrale syndicale a donc suspendu l'ordre de grève de trois jours qui devait entrer en compte du 2 janvier et qui concernait quelque sept mille six cents cheminots. Ceux-ci avaient déjà observé deux arrêts de travail l'un de deux jours au début du mois, l'autre de vingt-quatre heures le 10 décembre.

Après l'accord signé à Gafsa avec les mineurs de phosphates (Le Monde du 2 décembre), la crise sociale paraît dénouée, du moins provisoirement. Au début de la semaine, le premier ministre M. Mornani avait encore affirmé sa volonté de ne pas céder à « des revendications démagogiques ». Le secrétaire de la cen-

Après la collision
au large du CapNOUVELLES CRAINTES
DE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

La nappe de 15 000 tonnes de pétrole répandue sur la mer depuis la collision, survenue le 15 décembre 1977 entre les transporteurs « Venoli » et « Vengat » (« Le Monde » du 16 et 17 décembre), s'étendait sur un nouveau 350 kilomètres de la côte méditerranéenne entre la baie de celle de Plettenberg.

Les responsables sud-africains de la protection de la nature sont d'autant plus inquiets que cette région est l'une des plus riches du pays et que de forts vents de sud-est y poussent, depuis le 29 décembre, la nappe de pétrole.

Les plages de la baie de Plettenberg sont proches de la réserve naturelle de Tsitsikama, et déjà on signale que plusieurs espèces animales ont été atteintes. Une centaine de plongeurs de Cap sont morts victimes des premiers effets de la catastrophe.

À large, les services de protection continuent de déverser sur la nappe de pétrole, des détergents susceptibles de limiter la catastrophe.

« Aggravations dans la région d'Argenteuil ». Sept personnes âgées ont été atteintes au cours de la nuit du 29 au 30 décembre à leurs domiciles, des pavillons isolés de la région d'Argenteuil (Val-d'Oise), par deux individus paraissant âgés de vingt-cinq à trente ans, armés de pistolets. Le butin de ces derniers s'élève à 6 250 francs.

Sur TF 1

M. BARRE
PREMIER INVITÉ D'UNE SÉRIE
D'ÉMISSIONS SPÉCIALES

Les responsables de TF 1 ont rendu public, samedi 31 décembre, le programme des émissions politiques prévues dans la perspective des élections.

Après le « marketing » politique, c'est une nouvelle pratique américaine qui entre ainsi dans les mœurs politiques françaises et qui ne manquera pas de susciter de vives réactions, deux mois et demi avant les élections législatives — P. F.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'État, sera l'invité du « Spécial événement » suivant, le 19 janvier à 20 h 30, tandis que le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, est annoncé pour le « Spécial événement » du 26 janvier à 20 h 30.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'État, sera l'invité du « Spécial événement » suivant, le 19 janvier à 20 h 30, tandis que le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, est annoncé pour le « Spécial événement » du 26 janvier à 20 h 30.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. du 8 au 10 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.